

Université de Montréal

Accumulation et résistance aux Philippines : conflits fonciers dans les hautes-terres du Negros
Oriental

Par Simon Litalien

Mémoire présenté à la Faculté des arts et sciences en vue de l'obtention du grade
de M. Sc. en géographie

Janvier 2014

© Simon Litalien, 2014

Résumé

La convergence des crises mondiales financière, énergétique et alimentaire des dernières années a contribué à une intensification du contrôle de la terre par des intervenants étatiques et non-étatiques. Des entreprises nationales et transnationales, aidées par les gouvernements locaux, s'empressent d'acquérir de grandes superficies agricoles dans le but défini de produire des cultures de rentes pour la production d'agrocarburants. Parfois désigné « acquisition foncière », « investissement étranger en agriculture » ou « accaparement de terres », ce phénomène semble décrire le futur des politiques agricoles de nombreux pays. Aux Philippines, plusieurs accords sont en vigueur pour le développement de la filière des agrocarburants. Selon le gouvernement du pays, ces ententes, en plus de dynamiser le secteur de l'agriculture, peuvent générer des effets positifs au sein des régions rurales en sécurisant une part des revenus des agriculteurs engagés dans ce type de production, tout en favorisant la pluriactivité dans ces mêmes régions.

Cette recherche a été réalisée dans les hautes-terres du sud de la province de Negros Oriental, où 10 000 hectares de terres agricoles ont été concédés à une entreprise coréenne spécialisée dans la production d'éthanol. Cette acquisition a mené à un processus d'exclusion et de dépossession par les élites traditionnelles au détriment des populations jusqu'alors tournées vers les productions vivrières. Ces populations ont été expulsées de la terre et privées des ressources constituant l'essentiel de leurs revenus. Suite à l'opposition des paysans, plusieurs détachements militaires se sont installés dans la région, menant à une intensification des conflits. Plusieurs unités paramilitaires se partagent dorénavant l'espace occupé initialement par ces paysans qui ont dû quitter en raison de l'augmentation de l'intimidation et de la violence. Cette recherche a permis d'examiner les façons dont les accaparements des terres transforment le système foncier antérieur à l'entente et modifient les conditions socioéconomiques d'une région caractérisée par un système hybride de production.

Mots-clés : Philippines, accaparements des terres, agrocarburants, accumulation par dépossession, résistance, moyens de subsistance dans les hautes-terres

Abstract

The convergence of the financial, energy and food crisis has contributed to an intensification of land control by state and non-state actors. National and transnational companies, assisted by local governments are acquiring large tracts of arable lands in order to produce cash crops for biofuel production. Sometimes referred to as "land acquisition", "foreign investment in agriculture" or "land grabbing," this phenomenon seems to describe the future of agricultural policies in many countries. In the Philippines, several agreements are taken place in order to develop the biofuels industry. According to the government, these agreements, in addition to relieve the agriculture sector of much needed investment, can generate positive effects on rural settings such as securing income for farmers and create employment in these regions.

This research examined the ways in which land grabbing transforms property relation prior to the agreement of a region characterized by a hybrid system of production. The field work was conducted in four upland communities in the southern province of Negros Oriental, where 10,000 hectares of farmland have been granted to a Korean company specializing in the production of ethanol. This acquisition led to a process of exclusion and dispossession by the traditional elites at the expense of previously oriented food production communities. These small farmers were evicted from the land, therefore from the resources that constitute their livelihoods. Following opposition from farmers and civil organizations, military units were dispatched in the region, leading to an intensification of conflicts. Several paramilitary units now share space initially occupied by the peasants who had to leave due increasing violence.

Key words: Philippines, land grab, agrofuel, accumulation by dispossession, resistance, livelihoods, upland communities

Table des matières

Résumé	ii
Abstract.....	iii
Table des matières.....	iv
Liste des figures	vii
Liste des tableaux	vii
Liste des cartes.....	vii
Liste des photos	vii
Liste des sigles et abréviations	viii
Remerciements.....	x
Avant-propos	xi
Chapitre 1 : Introduction	1
Le contexte de l'étude	11
Chapitre 2 : Cadre théorique	15
Les « pouvoirs » d'exclusion	18
1) Réglementation	18
2) Le marché	20
3) Violence	23
4) Légitimité	24
Chapitre 3 : Méthodologie et choix de l'étude	26
Mantiquil.....	27
Talalak	28
Tamlang	30
Tayak.....	30
Portée et limite de l'étude.....	33
Chapitre 4 : Outils législatifs lors de l'accaparement de terres	34
1) La loi sur les agrocarburants.....	34

2) Le « Investment Priorities Plan » (IPP) de 2011.....	42
3) Plan de sécurité nationale « Bayanihan ».....	44
4) Des lois offrant des situations gagnantes ?	48
Chapitre 5 : Appropriation des terres publiques	50
Les particularités des cultures	56
Impacts sur le revenu dans la Vallée de Tamlang.....	61
Impacts sur la sécurité alimentaire dans la région	64
Culture industrielle	65
Chapitre 6 : Violence et contrôle des ressources	69
Un décret anticonstitutionnel.....	72
Multiples attentats	75
Occupation du territoire par l'AFP et constructions d'infrastructures	76
L'arrivée des militaires et l'occupation du territoire... par les miliciens.....	77
Rôle des élites locales	79
L'exclusion des agriculteurs par l'utilisation de la force	80
Chapitre 7 : Rhétorique politique des accaparements de terres aux Philippines	82
Les accaparements des terres aux Philippines	84
Pauvreté rurale et problèmes d'accessibilité à la terre	88
Alternative à la réforme agraire	90
Conclusion.....	92
Bibliographie.....	97
Annexe 1 : Documents officiels du décret 5001	112
Annexe 2 : Profil des répondants et objectifs relatifs aux barangays	118
2.1 : Profil des répondants à Mantiquil	118
2.2 : Profil des répondants à sitio Tamlang	119
2.3 : Profil des répondants à Talalak.....	120
2.4 : Profil des répondants à Tayak.....	121

Annexe 3 : Questionnaires.....	122
3.1 : Section I : Land.....	122
3.2 : Section II : Agrofuel project	123
3.3 : Section III : Politics	123
3.4 : Section IV : Food issues.....	124
Annexe 4 : Documents relatifs à la partition du territoire	125
4a) Carte.....	125
4b) Principaux actionnaires et nombre d'hectares consacrés aux cultures	126
Annexe 5 : Documents relatifs à la loi sur les agrocarburants	130
Annexe 6 : Document publié par les associations religieuses de Negros Oriental critiquant le décret 5001.....	133
Annexe 7 : Principaux accords fonciers pour la production d'agrocarburants aux Philippines	135
Annexe 8 : Document publié par le Board of Investment qui fait la promotion du jatropha aux Philippines.....	136

Liste des figures

Figure 1 : Type d'agrocarburants et cultures généralement associées	3
Figure 2 : Production mondiale d'agrocarburants, en milliards de litres (mds de L)	21
Figure 3 : Population agricole aux Philippines en millions	83
Figure 4 : Part relative des activités économiques dans le PIB des Philippines:	84

Liste des tableaux

Tableau 1 : Estimations des accaparements de terres	2
Tableau 2 : Classification des pentes sur l'île de Negros Oriental	6
Tableau 3 : Rendement énergétique de quelques cultures	60
Tableau 4 : Classification des sols et superficie totale sur Negros Oriental	86
Tableau 5 : Produits agricoles cultivés à Negros Oriental selon les années (en hectare)	88
Tableau 6 : Incidence de la pauvreté aux Philippines.....	89
Tableau 7 : Incidence de la pauvreté dans les municipalités des barangays étudiés (2006)	89

Liste des cartes

Carte 1 : Les Philippines et la province de Negros Oriental (altitude en mètres)	5
Carte 2 : Carte politique de Negros Oriental	12
Carte 3 : Les barangays à étude.....	29
Carte 4 : Zones de peuplement et territoires forestiers dans la province de Negros Oriental	37
Carte 5 : Types de sols sur Negros Oriental	38
Carte 6 : Types de sols sur Negros Occidental.....	39

Liste des photos

Photo 1 : Le barangay Tayak est situé dans une plaine accessible depuis Bais.....	32
Photo 2 : Sitio Casayan, barangay Mantiquil, anciennes plantations de jatropha.....	32
Photo 3 : Commémoration en l'honneur de Fermin Lorico.....	46

Liste des sigles et abréviations

APD	Accumulation par dépossession
AIE	Agence internationale de l'énergie
AFP	Armed Forces of the Philippines (Forces armées des Philippines)
BID	Bureau of Immigration and Deportation
BM	Banque mondiale
BOI	Board of Investments
CAFGU	Citizen Armed Force Geographical Unit
CARP	Comprehensive Agrarian Reform Program
CBFMA	Community Based Forest Management Agreements
CERNET	Community Empowerment Resource Network
COC	Codes of Conduct
CPP	Communist Party of the Philippines
DA	Department of Agriculture
DAR	Department of Agrarian Reform
DFA	Department of Foreign Affairs
DENR	Department of Environment and Natural Resources
DOE	Department of Energy
DOJ	Department of Justice
DTI	Department of Trade and Industry
ENRD	Environment and Rural Development Program
FARDEC	Farmers Development Centre
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GPPB	Government Procurement Policy Board
IALAG	Inter-Agency Legal Action Group
IDE	Investissements directs étrangers
IIED	International Institute for Environment and Development
IPFRI	Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires
IPP	Investment Priorities Plan
KMP	Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (Mouvement paysan des Philippines)
MILF	Front Moro islamique de libération

NBB	National Biofuel Board
NBI	National Bureau of Investigation
NICA	National Intelligence Coordinating Agency
NOCAB	Negros Oriental centinels against Biofuels
NPA	New People's Army (Nouvelle armée du peuple)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PNOC	Philippines National Oil Company
PIB	Produit intérieur brut
PNP	Philippines National Police
RPA-ABB	Revolutionary Proletarian Army - Alex Boncayo Brigade
SEANAFE	Southeast Asian Network for Agroforestry Education
TVADC	Tamlang Valley Agricultural Development Corporation
TVZP	Tamlang Valley Zone of Peace
UNCTAD	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Remerciements

Cette recherche n'aurait pu être effectuée sans le soutien et la générosité de Rodolphe de Koninck. Il a su me transmettre sa passion et ses connaissances sur l'Asie du Sud-Est. Nos discussions ont poussé ma réflexion et je tiens à le remercier pour sa rigueur et son professionnalisme. Je remercie Dominique Caouette pour son aide dans la préparation du travail de terrain et ses conseils sur les Philippines.

J'aimerais exprimer ma gratitude à la Chaire de recherche du Canada en études asiatiques pour le soutien financier qui m'a permis de réaliser ce travail de terrain. Un merci à mes collègues et amis de la Chaire, Justin Veuthey, Bruno Thibert, Chris Gibb, Jean-François Bissonnette, Gilles Maillet et Nicklaus Davey pour leurs encouragements. Je tiens aussi à remercier ma famille et mes amis qui m'ont soutenu pendant mes études.

Réaliser un travail de terrain aux Philippines nécessite le recours à bien des appuis. Les Philippines sont généreux de leur temps et, grâce à eux, mon expérience a été encore plus enrichissante. Je veux remercier tous les membres des associations paysannes, des Organisations non-gouvernementales et les gens que j'ai rencontrés lors de mon séjour à Dumaguete, Cebu et Siaton. Parang ang mga kaibigan ko, maraming salamat po. Un merci particulier à mon accompagnateur, traducteur et ami, Salamat « Tribong ». Enfin, je remercie les habitants des hautes-terres pour leur accueil et la confiance qu'ils ont témoigné à mon égard.

Je tiens à souligner l'appui inconditionnel que m'a donné Magalie. Elle a dû composer avec mon absence pendant plusieurs mois et, surtout, elle a su gérer mes humeurs pendant la rédaction de ce mémoire. Sans elle, celui-ci n'aurait pu être complété.

Finalement, je salue mon petit bonhomme, Henri, qui m'a donné la motivation nécessaire pour mener à terme ce qui s'est avéré une véritable aventure.

Avant-propos

Les enquêtes pour cette recherche ont été réalisées aux Philippines entre le 26 septembre 2011 et le 8 janvier 2012. J'ai passé plus de deux de ces trois mois dans les hautes-terres de la province de Negros Oriental. La région a été pendant plusieurs décennies le lieu d'un conflit opposant les Forces armées des Philippines et la Nouvelle armée du peuple (NPA). Ce conflit s'est soldé par la création d'une zone de paix et la présence permanente de l'armée. Désormais, le gouvernement concède une importante superficie agricole à une entreprise pour la production industrielle d'agrocaburants. À ce jour, une grande partie de la population des Philippines et de Negros dépend des activités agricoles pour son revenu et cet accord foncier a exacerbé les conflits dans la région. Pendant mon séjour, un accord de cessez-le-feu était en vigueur entre les groupes insoumis et le gouvernement des Philippines, ce qui a permis ma présence dans les villages des hautes-terres de l'île de Negros.

Une loi récemment instaurée par le gouvernement provincial restreint les missions factuelles dans la région. Une permission officielle du bureau du gouverneur est nécessaire pour effectuer des recherches. Suite aux conseils de nouveaux collaborateurs locaux, j'ai décidé de procéder selon les règles et d'obtenir auprès des autorités les permis nécessaires pour accomplir ma recherche de terrain. Tout au long de mon séjour, j'ai signalé ma présence auprès des autorités militaires. Malgré la précarité de la situation, la population a accepté de répondre à mes questions. Pour des raisons de sécurité, quelques répondants ont exigé la confidentialité. Les noms des répondants ont été changés et un nom fictif leur a été donné, à l'exception des politiciens et des membres de la direction de la coentreprise.

Pendant mon séjour, j'ai été témoin de la générosité des habitants des hautes-terres, dont j'ai partagé la vie au quotidien.

Pour Magalie

Chapitre 1 : Introduction

Les dernières années ont été marquées par une augmentation rapide d'accords fonciers entre les gouvernements et les industries agroalimentaires, concédant à celles-ci d'importantes superficies agricoles. L'injustice créée par la saisie de millions d'hectares de terres, généralement occupées par des paysans vivant de l'agriculture, a été désignée « d'accaparements de terre » par différentes Organisations non gouvernementales et organisations paysannes (Via Campesina, 2012 ; GRAIN, 2011). Ces dernières les définissent comme des contrats obtenus par les industries agroalimentaires, par l'achat ou la concession, de superficies agricoles de 10 000 hectares ou plus pour la production de cultures destinées à l'exportation (Via Campesina ; 2012, GRAIN, 2011). En 2008, l'organisation non gouvernementale GRAIN a présenté la rapide progression de ce type d'entente et a estimé qu'environ 67 millions d'hectares de terres agricoles auraient fait l'objet de transactions, principalement dans les pays du Sud (GRAIN, 2008). Depuis, plusieurs instituts académiques et groupes de la société civile se sont mobilisés pour documenter ce phénomène (GRAIN, 2008 ; Oakland Institute, 2009).

Considérant cette tendance bien établie, certaines agences internationales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale (BM) tentent de trouver un consensus. Par l'entremise de codes de conduites (COC)¹, ces agences font la promotion des aspects bénéfiques que peuvent générer les accords fonciers. Si les conditions juridiques et environnementales sont respectées par les pays qui obtiennent ces « investissements agricoles », les agences considèrent que chaque participant au projet bénéficiera d'avantages considérables. Ces COC visent une plus grande transparence de la part des gouvernements locaux et des entreprises impliquées dans ces transactions. Ces groupes doivent également favoriser la participation des populations marginales occupant les terres concédées (Cotula et al, 2009 ; Banque Mondiale, 2010 ; FAO, 2009 ; 2010 ; BM, 2011). Cette coopération engendrerait des conditions « gagnantes-gagnantes » (*win-win scenario*) pour les compagnies, le gouvernement et les populations locales.

¹ COC est l'acronyme de « Codes of Conduct » en anglais.

Plusieurs pays se sont montrés accommodants à l'endroit de ce type d'ententes, voyant l'occasion de renouveler le secteur de l'agriculture souvent en mal d'investissements. En Asie du Sud-est, le gouvernement des Philippines s'est montré ouvert à ce type d'accords et figurent parmi les pays les plus actifs à ce chapitre (GRAIN, 2012). Aux Philippines, les raisons de ces ententes ont été attribuées à une multitude de facteurs, notamment la production de denrées alimentaires destinées à l'exportation dans les pays du Golfe et la sécurité alimentaire dans les pays aux ressources agricoles limitées tels que le Japon et la Corée du Sud. Depuis 2008, un autre facteur qui semble prendre de l'importance dans le pays est un type d'accord foncier qui vise la conversion de superficies agricoles en vue de produire des agrocarburants. Par l'entremise de ces ententes, le gouvernement des Philippines souhaite attirer les capitaux étrangers afin de moderniser le secteur de l'agriculture, en plus de profiter de l'essor du secteur des agrocarburants sur les marchés internationaux (IPP, 2012 ; NBB 2012).

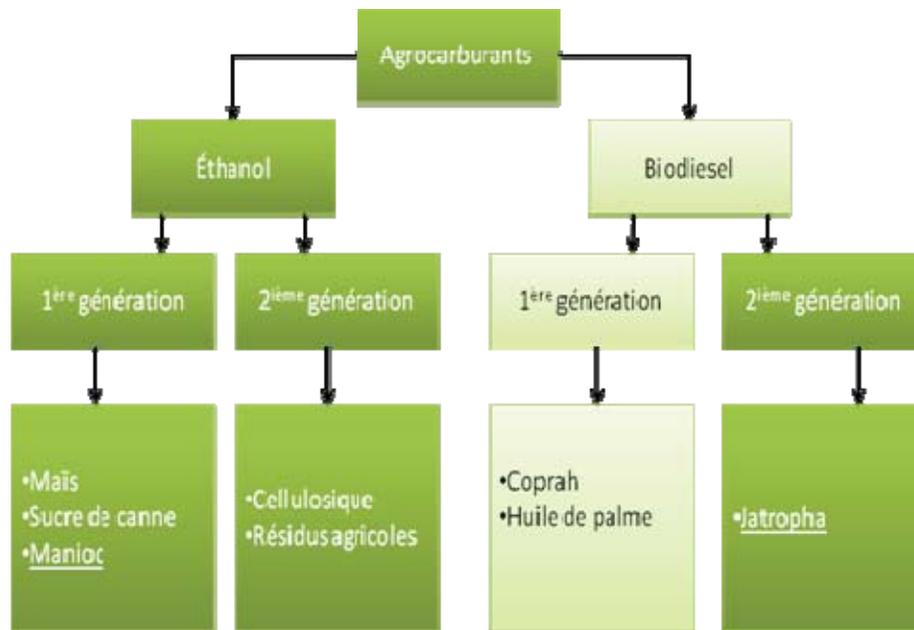
Tableau 1 : Estimations des accaparements de terres

Source	Étendue	Période	Superficie totale (hectares)	Méthode d'analyse
Friis & Reenberg (2010)	27 pays d'Afrique	2008-2010	51-63 millions	Suivi systématique des fils de presse des médias incluant le blogue de l'institut ILC.
Deiningner et al. (2011)	mondiale (81 pays couverts)	1er octobre 2008 au 31 aout 2009	56,6 millions	Suivi systématique des fils de presse et du site Internet de GRAIN.
Oxfam (2011) ; Anseeuw et al. (2012)	Mondiale	2001-2010	67 millions	Suivi systématique des médias avec une triangulation.
Oakland Institute 2011)	20 pays		50 millions	

Source : Tiré de Cotula, 2012 ; Via Campesina, 2012 ; Oakland Institute, 2011 ; Deiningner, 2011.

Les agrocarburants sont obtenus par la transformation de la matière organique en carburant liquide. Il existe deux types d'agrocarburants. L'un, l'éthanol, est produit par la transformation de produits agricoles tels la canne à sucre, le maïs ou le manioc. L'autre, le biodiesel, est obtenu par l'extraction de l'huile, provenant de fruits comme la noix de coco et l'amande palmiste. À l'heure actuelle, 90% des agrocarburants produits dans le monde le sont par le recours au procédé de première génération, c'est-à-dire par la transformation simple de matières organiques. Des procédés de deuxième et troisième générations sont également en développement (Figure 1). Ceux-ci utilisent les résidus agricoles et les produits agricoles comme le jatropha (Tuba-tuba)² pour produire de l'éthanol ou du biodiesel. Bien qu'utilisant des produits agricoles non comestibles, ces procédés restent marginaux et nécessitent encore beaucoup de recherches. Certaines études estiment que ce n'est qu'à partir de 2020, une fois des techniques de production suffisamment développées, qu'elles deviendront rentables (AIE, 2010).

Figure 1 : Type d'agrocarburants et cultures généralement associées



Source : Simon Litalien, données compilées à partir des sites Internet de l'AIE, FAO et de IPFRI, 2013.

² Aux Philippines, le jatropha est communément appelé « Tuba-tuba ».

La FAO et l'Organisation des Nations unies (ONU) ont financé plusieurs études consacrées à l'observation des impacts potentiels de l'industrie des agrocarburants dans les pays en voie de développement (UN, 2008). Bien que ces deux organismes soulignent les impacts négatifs que peuvent avoir le développement de cette industrie sur les petits exploitants agricoles, ils affirment néanmoins qu'il peut engendrer des effets positifs dans les régions rurales. Ainsi, une étude publiée par l'International Institute for Environment and Development (IIED) en collaboration avec la FAO conclut que les agrocarburants peuvent devenir un outil de développement intéressant pour les régions rurales, car les grandes et petites exploitations peuvent coexister afin de maximiser les effets positifs dans ces régions. Selon ce rapport, le développement des agrocarburants serait en mesure de bonifier et même, dans certains cas, de sécuriser les revenus des populations qui dépendent des activités agricoles. Parmi d'autres effets positifs, l'étude avance que ce développement peut créer des emplois, susciter de nouvelles compétences et assurer la pluriactivité dans les régions rurales par l'établissement de nouvelles structures de production (Cotula et al, 2008).

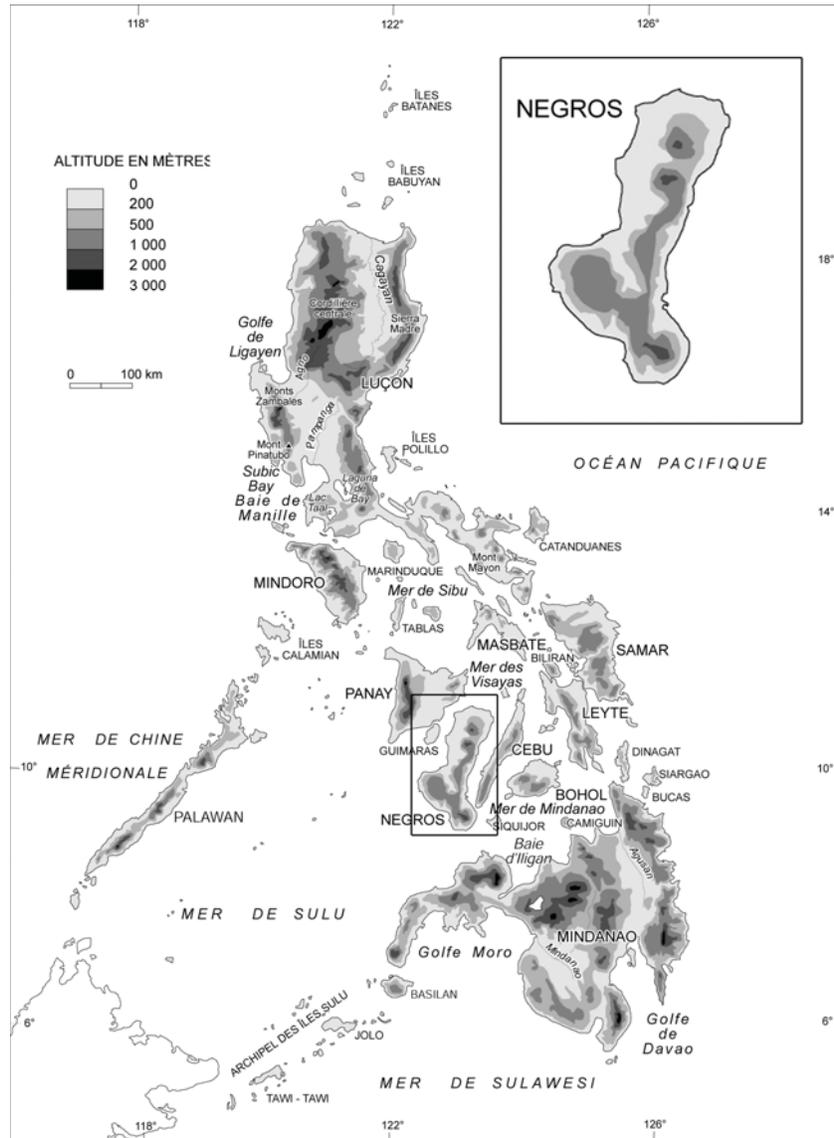
La mise en place d'ententes bilatérales concédant d'importantes superficies agricoles à des entreprises étrangères dans des pays aux droits fonciers imprécis risque d'exacerber les tensions déjà existantes entre le gouvernement et la population locale. Aux Philippines, 28 millions de personnes, soit le tiers de la population, dépendent des activités agricoles pour l'essentiel de leurs revenus (De Koninck, 2012 ; FAO, 2012). En 2003, près de 18 millions de personnes occupaient les hautes-terres³ des Philippines et aujourd'hui, ce chiffre est estimé à 24 millions⁴. L'agriculture vivrière représente, pour la plupart des habitants des hautes-terres, la seule source de revenus et par conséquent, la pauvreté y est supérieure à la moyenne nationale. Selon le Southeast Asian Network for Agroforestry Education (SEANAFE), les hautes-terres représentent environ 17,6 millions d'hectares, soit 59% de la superficie totale des terres aux Philippines (Visco et al. 2010) (Carte 1). La transformation d'un espace productif essentiellement vivrier vers une

³ Le Department of Environment and Natural Resources (DENR), qui a juridiction sur la plupart des régions montagneuses dans le pays, définit les hautes-terres comme «des terrains qui ont une pente de 18% ou plus. Cela comprend les plateaux qui se trouvent à des altitudes plus élevées et qui ne sont pas adaptés à la riziculture. Ces zones sont principalement classées terres publiques» (DENR,2010).

⁴ Selon différentes sources, la population des hautes-terres des Philippines est estimée à 24,5 millions par le SEANAFE et Visco et al. (2010) et de 24 à 30 millions par le Bureau of Agricultural Research.

monoculture pour la production d'agrocarburants peut entraîner des conséquences sur l'accessibilité à la terre et sur la sécurité alimentaire des populations.

Carte 1 : Les Philippines et la province de Negros Oriental (altitude en mètres)



Source : Rodolphe De Koninck, L'Asie du Sud-Est, 2012.

Tableau 2 : Classification des pentes sur l'île de Negros Oriental

Pente (%)	Superficie (en hectares)	Pourcentage
0-3%	38 480	7,10
3%	30 460	5,70
3-8%	9 240	1,70
3-40%	55 600	10,30
40% et plus	373 160	69,00
autres	24 500	4,50
non-classifiée	8 610	1,60
Total	540 050	100

Source : Agriculture and Fisheries Market Information System (AFMIS), Negros Oriental Agricultural Profile.

Les accords fonciers peuvent marquer aussi le début d'un processus d'acquisition de terres agricoles dont les petits agriculteurs sont exclus, soit de manière directe par l'expropriation ou de manière indirecte par l'absence de moyens de production nécessaires à leur participation (Peluso et Lund, 2011 ; Woods, 2012). Les tentatives visant à améliorer l'accessibilité à la terre pour les petits exploitants agricoles, de même que pour les métayers des Philippines, ont été fréquentes durant la première moitié du XXe siècle (Putzel, 1992 ; Borrás, 2006 ; De Koninck 2012). Néanmoins, comme le suggère Putzel, cette période a plutôt été marquée par une accélération de la concentration des terres entre les mains des élites traditionnelles. Malgré l'application d'une réforme agraire « exhaustive », le système foncier reste largement sous la domination des grands propriétaires terriens⁵. Ce système est marqué par la domination politique et économique de la classe des propriétaires, souvent en alliance avec le secteur agroindustriel transnational (Caouette et Turner, 2009 : p.208). Afin de soutenir la croissance du secteur agroindustriel, et considérant qu'il n'y a pas de terres agricoles inoccupées ou en « réserve » aux Philippines, le gouvernement, les élites traditionnelles et les gens de l'industrie cherchent ardemment à s'approprier des terres. Comme dans de

⁵ *La Comprehensive Agrarian Reform Program (CARP)* a été instituée en 1988 sous le gouvernement de Gloria Macapagal Arroyo dont l'objectif était de redistribuer un peu plus de dix millions d'hectares de terres à quatre millions de paysans (DA, 2006).

nombreux cas documentés à travers l'Asie du Sud-Est, les accords fonciers aux Philippines ont lieu sur des territoires classés terres publiques sur lesquels les agriculteurs pratiquent des activités agricoles sans toutefois posséder de titres officiels (Peluso, 2011 ; McAlyster, 2012). Plusieurs organisations paysannes philippines et groupes de la société civile se sont mobilisés afin de contester ces accords. Un cas hautement médiatisé se déroule à San Mariano dans la province d'Isabela, où un contrat entre une entreprise japonaise, Itochu Corporation et des investisseurs philippins a permis l'accaparement de 11 000 hectares de terres agricoles (IBON, 2012). Ces terres, où prédominaient les cultures de maïs et de riz, ont subi une conversion orientée vers la monoculture de canne à sucre pour la transformation en éthanol⁶. Ces terres ont été classifiées « marginales » et « inutilisées » par le gouvernement. Celui-ci utilise couramment cette nomenclature officielle afin d'identifier les zones concédées aux entreprises étrangères pour le développement d'une monoculture, au détriment des populations qui occupent ces territoires. L'accord conclu avec l'entreprise japonaise a entraîné un conflit entre le gouvernement central et les Agtas, un peuple autochtone nomade de la Vallée de Cagayan. Ces derniers revendiquent le droit de l'accès à la terre, basé sur une tradition ancestrale. L'entente bouleverse les structures de propriétés en plus de déstabiliser la sécurité alimentaire des populations. Afin de régler le conflit, le gouvernement des Philippines a déployé des militaires dans la région. L'intervention d'IBON a exposé l'injustice dont sont victimes les habitants de la Vallée de Cagayan.

Aux Philippines, la violence est intimement et souvent liée aux questions d'accessibilité à la terre (Borras, 2006). Lorsque le gouvernement octroie une concession territoriale à une compagnie étrangère, il est peu probable que cette entente fasse consensus au sein des différents groupes, d'autant plus sur un territoire marqué par la revendication de groupes insurrectionnels, notamment le « New People's Army (Nouvelle armée du Peuple, NPA)⁷ ». L'application d'un accord foncier peut devenir un outil de contre-insurrection par lequel l'État (re)prend le contrôle d'un territoire. Ainsi, la concession d'un territoire occupé par des groupes contestataires permettrait la création

⁶ Les statistiques de 2008 démontre que la province était la première productrice de maïs et deuxième dans la production rizicole (IBON, 2012).

⁷ Le New People's Army est la branche armée du Parti Communiste philippin et figure sur la liste américaine des organisations terroristes.

d'une nouvelle zone de délimitation menant à une justification de l'intervention du gouvernement, soutenue par la branche armée ou par les paramilitaires qui s'installent et résident sur cette zone. Selon cette idée, les concessions agricoles ne sont pas considérées comme une menace à la souveraineté nationale et alimentaire, mais elles permettraient plutôt à l'État d'étendre son autorité sur un territoire jusqu'alors considéré hors de son contrôle et improductif à l'économie nationale (Grajales, 2012).

L'arrivée de militaires dans les régions de conflit aux Philippines est souvent accompagnée de cellules paramilitaires agissant en toute impunité. Les grands propriétaires terriens ont fréquemment recours à des groupes armés afin de consolider leurs acquis. Aussi, les investissements agricoles peuvent favoriser l'arrivée de nouveaux migrants, associée à l'idée des « paysans armés » (De Koninck, 1986). Leurs revendications peuvent contraster avec celle des populations établies sur le territoire et les actions entreprises par ces migrants afin d'atteindre leurs objectifs peuvent soulever des questions. Il devient alors important de définir le rôle de chacun des intervenants dans le processus d'accaparements de terres, dans le but de déterminer si l'implantation de nouvelles structures favorise la concentration des ressources au détriment de la population locale. Pour que les populations puissent bénéficier de la terre et de ses ressources, il faut qu'il y ait établissement de conditions particulières, sans quoi le risque qu'elles soient contrôlées par les grands capitaux et les élites traditionnelles risque d'exacerber les tensions déjà existantes en milieu rural. Alors, si le système agraire des Philippines est déjà sous contrôle des entreprises et des grands propriétaires fonciers, quelles sont les particularités de ce phénomène d'accaparements de terres aux Philippines?

Comme le démontre des études récentes sur les accaparements de terres, ce qui est nouveau ne sont pas les acquisitions foncières à proprement parler, mais une série de changements contextuels permettant l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles structures de production (Zoomers, 2010 ; Keney Lazar, 2011). De ces acquisitions foncières émergent de nouveaux moyens légaux de contrôle des terres agricoles par un processus d'accumulation par dépossession (APD). Selon David Harvey, ce processus signifie la poursuite et la prolifération des pratiques d'accroissement, ce que Marx a désigné « accumulation primitive » lors de la montée du capitalisme (Harvey, 2007 : p.34).

Comme l'ont démontré plusieurs auteurs, cette « accumulation primitive » explique la manière dont les relations et les propriétés de productions sont créées (Harvey, 2003 ; Glassman, 2006 : p.610). Le renforcement de ces accords dans les zones dites « marginales » des hautes-terres des Philippines implique nécessairement une marchandisation des terres menant à la privatisation de celles-ci, ce qui entraîne l'éviction des populations paysannes. Cela se traduit par une rupture du système foncier préexistant sur le territoire et l'introduction d'un système exclusivement privé. Cette forme d'accumulation par dépossession constitue une menace pour les communautés qui gèrent un système foncier et une économie qui progressent en marge du système économique néolibéral. L'ADP est une stratégie employée pour surmonter les crises économiques en relâchant des nouveaux actifs à moindre coût, parfois même sans frais. Ces actifs, sous la forme de terres publiques « inoccupées » et « en jachères », deviennent par conséquent disponibles aux investissements, ce qui augmente la demande effective et permet au capitalisme de croître (Harvey, 2007). Les accaparements de terres constituent à la fois un processus d'acquisition et d'accumulation puisque leurs objectifs sont de soumettre les terres à des intérêts privés et de les intégrer dans le système de production capitaliste.

Ces cas d'accords fonciers introduisent une série de changements qui nécessitent une analyse afin de déterminer qui sont les acteurs associés à ce phénomène, pour quelles raisons « saisissent-ils » la terre et comment font-ils pour se (ré)approprier les ressources extraites.

Cette étude a été entreprise dans une région des Philippines où les conditions d'un accord foncier pour la production d'agrocarburants sont spécifiques. Par conséquent, elle ne tente pas de faire ressortir des généralités à propos de nombreux cas répertoriés aux Philippines, mais vise essentiellement à analyser les particularités des accaparements de terres, ses impacts sur les relations foncières et ses répercussions socio-économiques sur la population à travers les quatre pouvoirs d'exclusion développés par Derek Hall, Philip Hirsch et Tania Murray Li (Hall et al., 2011).

Dans le chapitre quatre, sont identifiées trois lois instaurées par différents paliers gouvernementaux des Philippines susceptibles de favoriser certains groupes au détriment

de la petite agriculture. Dans le chapitre cinq, sont analysées les cultures retenues pour le projet d'agrocaburants et sont identifiées les conditions imposées pour participer à la transformation de la Vallée de Tamlang en une zone de production agroindustrielle. Ensuite, la façon dont chaque groupe a usé de la force pour faire valoir ses objectifs et ses revendications sur le territoire est analysée dans le chapitre six. Dans le chapitre sept est examiné l'état de l'agriculture dans la région et la rhétorique utilisée par les différents acteurs favorables au projet de corridors d'agrocaburants et en contrepartie, les arguments utilisés par les paysans en faveur de l'agriculture familiale.

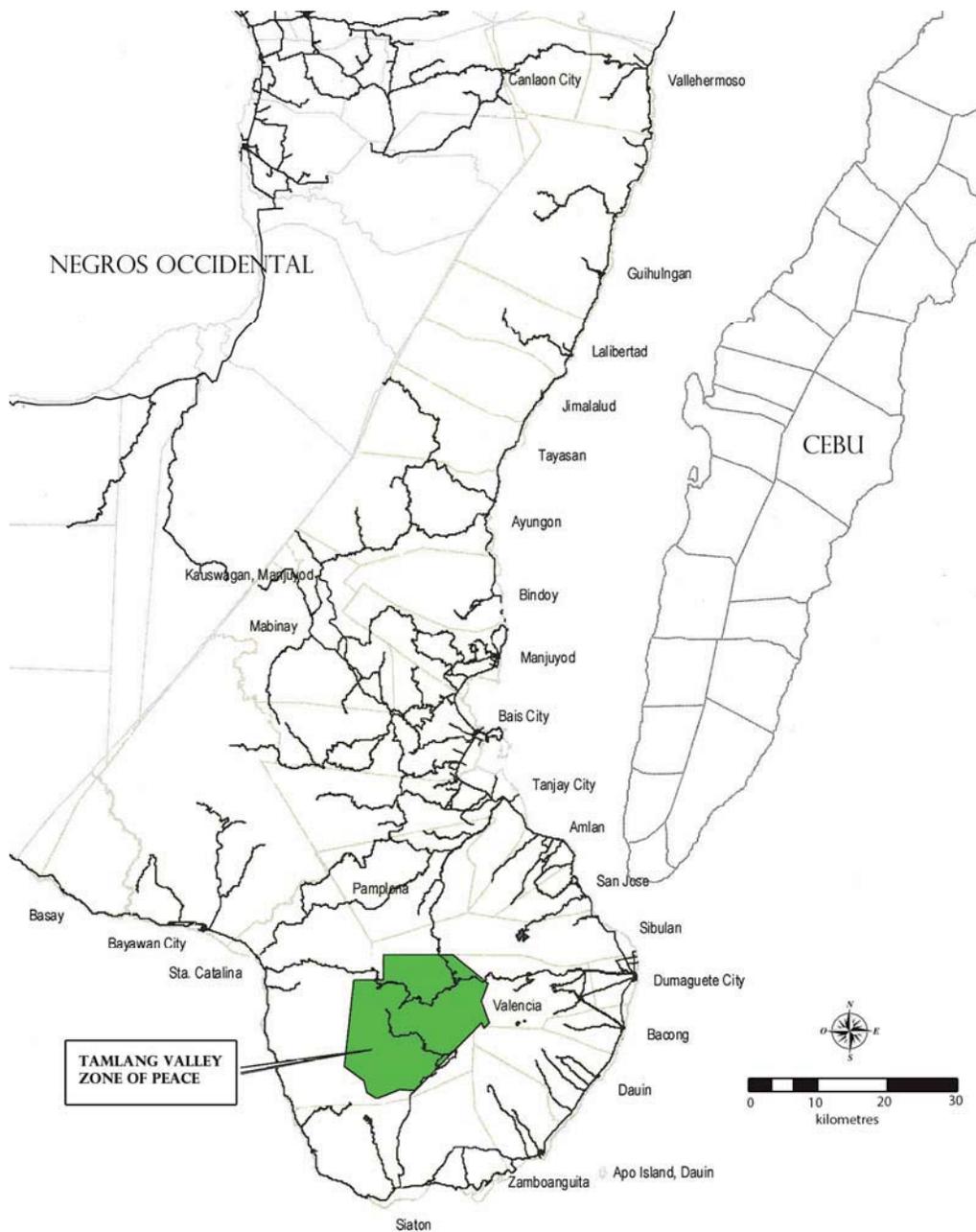
Cette étude de cas est une analyse qui propose la création d'outils et de mesures pouvant favoriser la compréhension des processus par lesquels certains groupes sont dépossédés de leurs biens et de leurs ressources.

Le contexte de l'étude

La Vallée de Tamlang est une région localisée au sud de la province de Negros Oriental, d'une superficie évaluée à 24 000 hectares. En 2006, le gouvernement national a octroyé 10 000 hectares de terres cultivées par des paysans à une coentreprise formée d'une entreprise coréenne, Biogreen, spécialisée dans la transformation du manioc et d'un groupe privé d'investisseurs philippins dirigé par Mignong Teves. La quasi-totalité de la superficie octroyée par l'accord foncier se situe dans la Zone de Paix de Tamlang (Tamlang Valley Zone of Peace, TVZP) constituée d'une dizaine de barangays (Philippines National Statistic Board). Cette zone a été créée en 1994 suite à un conflit opposant le NPA à l'Armée nationale des Philippines (AFP) ; cette dernière s'y est depuis établie de façon permanente.

La décision du gouvernement de consacrer 10 000 hectares de terres, jusqu'à présent marqués par la production agricole à petite échelle, à un mode de production industriel démontre la volonté d'impliquer davantage le secteur privé dans les politiques agricoles du pays. Cet accord foncier s'insère dans un plan élargi qui vise la création d'un vaste « corridor d'agrocarburants », allant de San Carlos dans la province de Negros Occidental à Siaton, ville méridionale de Negros Oriental (Carte 2). Selon les plans initiaux, les deux groupes que forment la coentreprise devaient chacun se spécialiser dans une culture destinée à la production d'agrocarburants. Dès 2009, Biogreen a construit une usine opérationnelle dans la municipalité de Siaton, près du barangay Mantiquil. De son côté, le groupe Teves.Co, dirigé par un important propriétaire terrien de la région, a obtenu de la part de gouvernement central un soutien financier afin de se concentrer sur la culture du jatropha pour la production de biodiesel. La modification de ce territoire en une zone de monoculture pour la production d'agrocarburants a entraîné une augmentation des conflits entre divers groupes. Par conséquent, cela a amené des changements dans la structure foncière déjà fragilisée, en particulier dans les hautes-terres de Negros, où les grands propriétaires détiennent l'essentiel des terres agricoles (Aguilar, 1998).

Carte 2 : Carte politique de Negros Oriental



Source : Provincial Development and physical framework plan 2008-2013, Province of Negros Oriental.

Pourtant, le Department of Environment and Natural Resources (DENR) classe ces terres comme appartenant au domaine public, ce qui présuppose une occupation illégale du territoire par les populations qui pratiquent l'agriculture de subsistance. Pour justifier l'accord, cette interprétation est utilisée par le gouvernement central et par les différentes agences gouvernementales tels que le DENR et le Department of Agriculture (DA) ainsi que par les dirigeants du projet. Ces acteurs tirent profit du fait que les terres soient déclarées publiques, mais aussi du fait que la majorité des agriculteurs ne détiennent pas de titres officiels sur la terre qu'ils cultivent.

L'arrivée dans la région de ces deux groupes orientés vers des cultures différentes, mais qui ont en commun des intérêts aux agrocarburants, peut décidément troubler les systèmes de production antérieurs à l'accord. Depuis 2009, plusieurs groupes d'opposition se sont formés pour revendiquer leurs droits sur la terre qu'ils cultivent, tout en empêchant la coentreprise de procéder au plan de conversion d'une importante partie du territoire vers une monoculture. Certains groupes d'opposition ont été affiliés au NPA par le gouvernement. Bien qu'il y ait encore certains militants présumés NPA dans la région, elle est habitée essentiellement par des paysans sans titres dispersés dans les hautes-terres. Une recrudescence d'actes de violence est survenue en 2009, lorsque plusieurs affrontements entre des membres allégués du NPA et de l'AFP ont fait plus d'une vingtaine de victimes.

Devant cette hausse de cas de violence, la province de Negros Oriental a entériné le décret 5001 rendant illégales toutes recherches scientifiques, missions médicales et humanitaires. Selon ce décret, toute personne interpellée dans la région peut faire l'objet de fouilles aléatoires et d'arrestations préventives. Elle peut également être soumise à une amende variant entre 1000 et 3000 pesos⁸ si elle est originaire du pays et peut aller jusqu'à la déportation dans le cas des ressortissants étrangers (Annexe 1, Republic Act 5001).

L'usine de Biogreen est toujours opérationnelle et bien que la tentative de convaincre les agriculteurs de la région de cultiver le manioc ait échoué, l'entreprise le cultive sur des parcelles dispersées dans la vallée et loue maintenant 300 hectares de

⁸ Selon le taux de change en date du 21 juillet 2013, un dollar canadien équivaut à 42 pesos philippin.

terres privées dans la région de Bayawan, à quelques dizaines de kilomètres de l'usine. Le plan de modernisation de celle-ci concernant la production d'éthanol a été reconduit, dû au retard suscité par l'opposition au projet et aux pertes occasionnées par les nombreux arrêts de production. Plusieurs facteurs peuvent expliquer les suspensions de production, notamment le besoin de l'usine d'être alimentée par une ligne électrique, mais la cause principale demeure les attentats perpétrés par le NPA.

De son côté, malgré le retrait du soutien financier de l'État concernant le jatropha, le groupe de Teves n'a pas abandonné les superficies accordées à cette culture. Par contre, de nombreuses sources sur le terrain indiquent que le groupe se tourne désormais vers la culture de la canne à sucre et projette la construction d'une usine de cogénération dans la région avec le but défini de produire de l'éthanol.

Chapitre 2 : Cadre théorique

Afin de faire ressortir les particularités et les « nouveautés » d'un cas d'accaparement de terres pour la production d'agrocarburants, il est nécessaire de se pencher sur l'analyse des processus produisant les conditions d'exclusion. Les nouveaux processus induits par les accaparements des terres nécessitent une analyse qui va au-delà du concept d'exclusion sociale et d'inégalité tel que développé par Borras et Franco (Borras, 2006 (1) ; Borras et Franco 2010 (1)). Selon cette approche, l'exclusion est définie comme une condition préétablie où un nombre relativement élevé de personnes est exclus de la terre et de ses ressources, puisque les moyens de distribution (ou de redistribution dans le cas des Philippines) sont inégaux. Cette approche tend à se concentrer sur les corrélations et les caractéristiques qui créent la pauvreté dans les pays marqués par des inégalités sociales. De plus, la définition de l'exclusion comme une condition présuppose que celle-ci puisse être évitée et remplacée par des « conditions inclusives » permettant aux groupes de bénéficier des ressources (du Toit, 2004). Cette définition de l'exclusion échoue à identifier les processus menant à l'exclusion ou à une perte d'accessibilité à la terre et aux ressources de certains groupes (Hickey et du Toit, 2006 ; Hall et al., 2011).

L'approche développée par Hall et al., basée sur l'analyse de quatre processus qu'ils nomment « éventail de pouvoirs » (*bundle of powers*) soit la réglementation, le marché, la force et la légitimité, permet de comprendre et d'observer la façon dont se déroulent les conflits pour le contrôle de la terre et des ressources lors d'un accord foncier (Borras, 2006 ; Hall et al., 2011). Cette approche se distingue des autres concepts d'exclusion en science sociale en ce qu'elle n'oppose pas l'inclusion à l'exclusion, mais bien le concept d'accessibilité. L'accessibilité est définie comme une « façon de bénéficier des ressources, en particulier de la terre » (Ribot and Peluso, 2003 : p.154). Les auteurs font une distinction entre l'exclusion comme une condition, où des moins nantis n'ont pas accès à la terre et à ses ressources et l'exclusion comme un processus, où des groupes sont expropriés et dépossédés par de plus puissants acteurs des ressources auxquelles ils avaient accès. L'exclusion apparaît alors comme un processus où les groupes sont empêchés de bénéficier de la terre et de ses ressources (Hall et al., 2011).

Cette approche met l'emphase sur l'exclusion comme processus marqué par des changements structuraux qui ont une influence sur l'accessibilité à la terre et aux ressources. Suivant une tendance dont l'importance semble difficile à estimer, une étude qui vise à identifier les particularités modernes des accords fonciers doit faire l'analyse de l'« éventail de pouvoirs ».

Comme le mentionnent Hall et al., l'exclusion est un processus à « double-tranchant » (*double edge*). Pour qu'un groupe puisse bénéficier de l'accès à la terre et aux ressources, cela implique nécessairement que ce groupe doive empêcher les autres d'y bénéficier. À titre d'exemple, la conversion d'un territoire forestier occupé par une population qui possède des techniques agricoles ancestrales⁹, en un espace touristique qui limite ces pratiques agricoles présuppose une perte d'accessibilité pour ces locaux. De même, les profits escomptés par les investissements agricoles dans les régions rurales dépendent de la manière dont les groupes s'approprient l'espace et de la façon dont ils s'y prennent pour restreindre ou empêcher l'accès aux autres participants potentiels (Kelly, 2011 ; Hall et al., 2011).

À l'inverse, la réponse politique qui suppose une résistance à ces accords fonciers et à cette dépossession implique un conflit pour gagner la (re)possession des terres. Les acteurs de ces groupes doivent neutraliser, sous forme de lutte et de résistance, les aspirations des entreprises privées et des élites locales sur les terres dont ils tirent l'essentiel de leur subsistance. La terre n'est pas une marchandise, mais un besoin essentiel pour toute personne vivant de l'agriculture. Par conséquent, l'exclusion et la dépossession de l'accessibilité à la terre sont continuellement sujettes à des contremouvements. La résistance émerge en réponse aux forces capitalistes qui encouragent l'exploitation de la force du travail et de la nature, dans le but déterminé de créer un surplus (Polanyi, 2007). James Scott argue que la résistance est basée sur une forme de « résistance au quotidien ». Celle-ci est constituée d'une multitude d'actes comme des gestes de sabotages clandestins, de contrebande, de braconnage et de désertion. Ces actes constituent la première ligne de défense, alors que la résistance frontale est impossible ou constitue un danger mortel (Scott, 1985). Elle forme une conscience

⁹ La technique d'agriculture sur abattis-brulis est une activité toujours importante parmi plusieurs des ethnies minoritaires d'Asie du Sud-Est.

collective contre les formes d'exploitation du capitalisme (Scott, 1976). L'expansion du capitalisme dans une région où domine un système hybride de production a pour conséquence de transformer des biens ayant une valeur morale ou sociale, comme la terre et les ressources, en simples marchandises (*commodities*). Ces biens n'ont pas la fonction de servir les règles dites du marché et par conséquent, ils ne génèrent pas le surplus indispensable au capitalisme. Antonio Gramsci définit la résistance comme émergeant de groupes subalternes face à l'État et aux élites qui sont servies par les institutions politiques (Gramsci, 2007). Toujours selon Gramsci, cette résistance aurait la particularité de ne pas être basée sur une idéologie, mais se manifesterait de façon spontanée face aux groupes dominants. De ces contre-mouvements apparaît une résistance contre les lois et les institutions qui ont la fonction de protéger et de réglementer l'exploitation de la terre et des ressources (Polanyi, 2007).

L'approche utilisée dans cette étude permet de considérer chaque groupe, y compris les occupants traditionnels, comme des « agents perturbateurs potentiels » (*agents of land grab*). L'analyse de chacun des quatre processus permet d'identifier une plus grande portée d'action qui peut réduire les effets négatifs sur les populations rurales. De plus, l'étude de la résistance par les groupes qui perdent l'accès à leur subsistance est une façon de comprendre les mouvements de protestations dans les zones dites « marginales ». Elle permet de saisir les moyens de défense employés par ces groupes, généralement les premiers affectés par les accords fonciers.

Afin de mettre en lumière les processus par lesquels certains groupes sont exclus alors que d'autres voient leur accès bonifié, trois aspects doivent être pris en considération. Premièrement, une attention doit être portée à l'accès aux ressources existantes sur le territoire avant l'accord foncier et aux moyens employés par ceux qui les détiennent pour exclure les populations. Deuxièmement, il faut observer la manière dont les acteurs qui ont accès à une ressource perdent en partie ou en totalité l'accès à celle-ci lors d'un accord foncier, tout comme la manière dont les populations qui n'ont pas accès aux ressources avant l'accord se voient interdire leur participation à la mise en place d'un projet national (Hall et al., 2011).

Les « pouvoirs » d'exclusion

Les accaparements de terres sont facilités par un ensemble de réglementations adoptées par les gouvernements locaux et encouragées par plusieurs agences internationales comme la FAO et la Banque mondiale. Ces réglementations influencent la manière dont les accords fonciers se développent. Ces accords sont à leur tour largement déterminés par les règles dites du marché, comme en témoigne la conversion de terres agricoles pour la production d'agrocarburants et des cultures de rentes destinées à l'exportation. Rarement la conversion d'un territoire se fait sans opposition. Le succès ou l'échec d'un projet dépend des ressources humaines et matérielles déployées par chacun des acteurs, mais aussi du discours politique employé par ces groupes pour justifier un projet. Ces quatre pouvoirs que sont la réglementation, le marché, la force et la légitimité influencent chacun à leur manière et ce de façon interactive, le fonctionnement d'un accord foncier sur une région.

1) Réglementation

En général, les réglementations établies par l'État influencent de manière importante les mécanismes d'accessibilité à la terre et aux ressources. En conséquence, une étude visant à faire ressortir les particularités d'un accaparement de terres doit s'appuyer sur une analyse des réglementations mises en place par les États modernes. Dans le cas d'un projet de conversion d'un territoire à la monoculture pour la production d'agrocarburants, les nouvelles pratiques de contrôle mises en place par les gouvernements modernes représentent des outils pouvant permettre l'exclusion de certaines classes au profit des classes dirigeantes et entrepreneuriales. Historiquement, les accaparements de terres dans les pays en voie de développement ont toujours eu lieu et ont essentiellement profité aux classes dirigeantes et aux grandes industries agroalimentaires occidentales (Zoomers, 2010 ; McMichael, 2012). À un certain moment, plusieurs puissances occidentales se sont engagées à favoriser la création de propriétés privées menant à des accaparements de terres (Peluso et Lund, 2011). Elles ont réglementé et organisé les territoires, en fonction des demandes imposées par le marché (*ibid*). Toutefois, ce qui apparaît nouveau dans les accaparements de terres consiste en la création de nouveaux moyens légaux par les États permettant une accumulation par

dépossession. Dans les sociétés où le mode de production agricole dominait, les classes possédantes n'avaient que très peu ou pas besoin du soutien de l'État pour élaborer des accords fonciers avec les entreprises étrangères. Par conséquent, l'État n'avait qu'un rôle minime dans les transferts de terres agricoles pour la monoculture destinée à l'exportation. Aux Philippines, ces accords ont, dans la plupart des cas, été convenus avec des entreprises américaines, notamment Dole et United Fruits Company. Et bien qu'ils aient reçu l'aval du gouvernement central, ces accords émanaient largement et directement des élites du pays (Kerkvliet, 1991 ; Putzel, 1992).

Étant donné le rôle que joue l'État moderne, comme intermédiaire ou facilitateur dans la réapparition des accaparements de terres, il est nécessaire d'analyser ces politiques et autres instruments légaux pour vérifier à qui profite ces interventions étatiques. Dans certains cas, les projets de lois et les mécanismes qui les entourent visent à faciliter les investissements étrangers dans le secteur agricole. Ainsi, ces législations tendent à favoriser certains acteurs de même que de nouveaux groupes auparavant absents sur le territoire, notamment les entreprises étrangères et les firmes de capitaux de risques. Elles peuvent aussi permettre une redéfinition du rôle de l'élite traditionnelle. Auparavant, cette élite créait des alliances avec quelques privilégiés locaux. Désormais, elle tend à s'associer à des entreprises étrangères, menant à une *foreignisation*, une délocalisation des territoires en quelque sorte, ce qui transforme les relations sociales existantes (Zoomers, 2010).

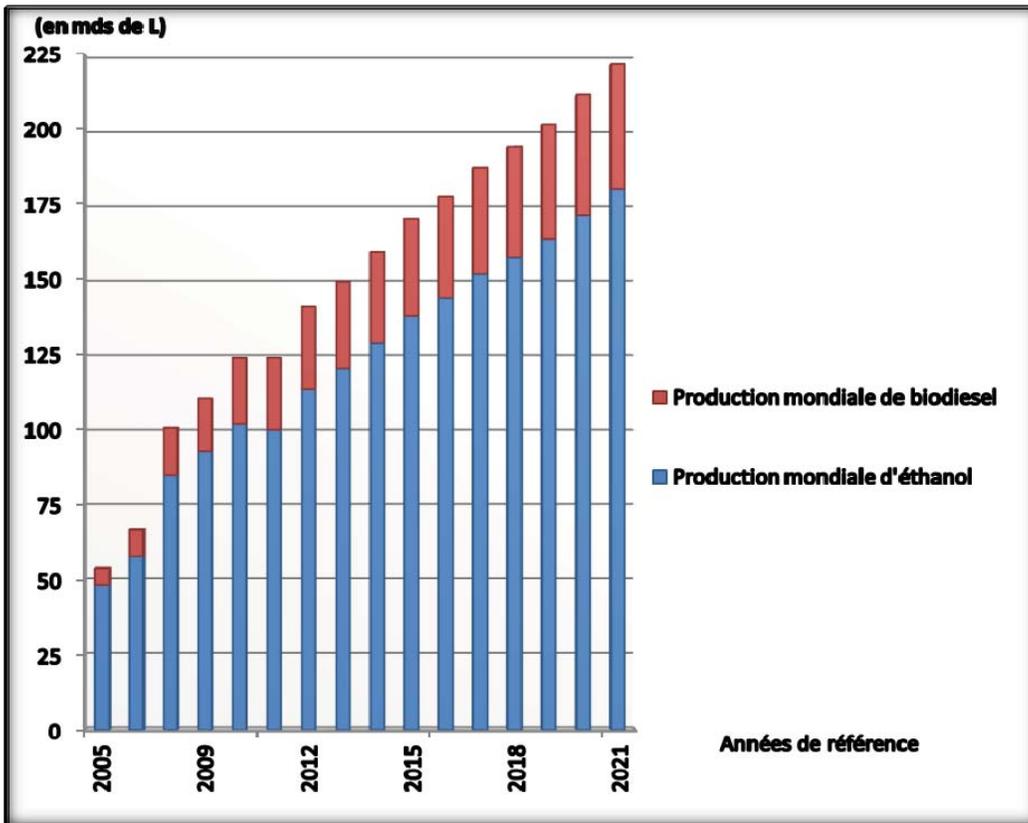
Par leur application, ces lois permettent de déterminer pour qui la terre et les ressources extraites deviennent les plus lucratives lors d'un accord foncier, puisqu'elles fixent les règles d'utilisation du sol et en précisent les types de cultures favorisés. Aux Philippines, la mise en application de la loi sur les agrocarburants de 2006 permet la conversion de terres jugées « improductives » et « en jachères » pour soutenir l'industrie des agrocarburants. Or, ces terres sont généralement occupées par une population qui pratique une agriculture vivrière souvent autochtone et qui détient des droits ancestraux sur les terres réquisitionnées par les entreprises étrangères. Bien que les documents officiels utilisés par l'État interdisent la conversion des terres consacrées à la riziculture et aux autres aliments de base, les réalités sur le terrain peuvent être différentes.

En définissant la part que peut se partager l'ensemble des acteurs d'une région, l'État occupe ainsi un rôle de régulateur. De leur côté, plusieurs ministères et agences gouvernementales adoptent un double rôle, soit comme régulateur, soit comme rentier, puisqu'ils profitent des avantages qui résultent des accords octroyés par leurs intermédiaires. La réglementation est d'une importance capitale pour déterminer la place occupée par l'État moderne ainsi que le rôle changeant des élites locales lors d'un accaparement de terres. Ce qui semble nouveau dans le phénomène moderne des accaparements de terres est la panoplie de réglementations et d'instruments légaux mis en place par l'État et dont certains groupes, notamment les élites et les entreprises étrangères, peuvent tirer profit.

2) Le marché

La recrudescence d'accaparements des terres repose en partie sur l'introduction de cultures de rentes orientées vers de nouveaux objectifs de production (Holt-Gimenez, 2007 ; Hall, 2011(2) ; McMichaels, 2010). Ceux-ci correspondent à l'attrait qu'offrent les agrocarburants sur le marché mondial. Entreprises privées, agences de capitaux de risque et agences de fonds de pension sont à la recherche de terres arables dans les pays, principalement du Sud, pour investir dans les agrocarburants. La production mondiale des agrocarburants a plus que doublé au cours des cinq dernières années et les perspectives à moyen terme laissent entrevoir une autre augmentation de la demande (Figure 2). Cette dernière est alimentée par les cibles de production mises de l'avant par les politiques américaines et européennes et par les incitatifs fiscaux accordés aux entreprises qui désirent s'engager vers cette production.

Figure 2 : Production mondiale d'agrocarburants, en milliards de litres (mds de L)



Source : Compilation des données de l'OCDE, 2012 (mise à jour le 12 juin 2012).

Comme l'ont démontré plusieurs études de cas, les accords fonciers qui visent la production d'agrocarburants tendent à favoriser le modèle industriel de production agricole (McCarthy, 2010 ; Borrás et Franco, 2012 ; GRAIN, 2012). De façon générale, les cultures associées à ce type de production sont produites sur de grandes superficies agricoles, elles-mêmes dominées par les grands propriétaires. Ces cultures, comme l'huile de palme en Indonésie, la canne à sucre au Brésil ou le maïs aux États-Unis, bénéficient d'une économie d'échelle inégalée. Aux cours des dernières années, l'expansion de la culture du palmier à l'huile en Malaisie, en Indonésie et tout récemment au Philippines, profite surtout aux élites traditionnelles et aux entreprises étrangères (Pye, 2010 ; McCarthy, 2010 ; Speak Out, 2012). Aussi, les accaparements de terres permettent la pratique de nouvelles cultures de rentes financées par l'État, tel le jatropha. Le recours à cette culture pour ses propriétés énergétiques a des impacts sur la souveraineté

alimentaire des populations ainsi que sur la biodiversité régionale¹⁰. Le choix des cultures destinées à la transformation en agrocarburants peut impliquer une rapide conversion des terres en monoculture, ce qui amène une rentabilité accrue du projet. Un tel choix peut aussi entraîner des conséquences sur la population, en fonction des méthodes de culture, de l'expérience des agriculteurs ainsi que de la quantité de fertilisants nécessaires à un rendement adéquat. Cette conversion de terres, jumelée à l'attrait de bénéfices rapides, peut rapidement engendrer une spéculation foncière dans la région. L'Asie du Sud-Est a toujours fait l'objet de spéculation en ce qui a trait à l'introduction de cultures de rentes. Dans plusieurs cas, ces cultures ont favorisé l'intégration de la paysannerie. Par contre, les objectifs de production des agrocarburants occasionnent de nouveaux incitatifs financiers qui favorisent les acteurs plus nantis, locaux ou étrangers. Cela entraîne un accroissement de la mainmise foncière par ces nouveaux groupes privés ainsi que par les élites traditionnelles. La conversion d'un territoire en monoculture pour la production d'agrocarburants ou cultures d'exportation peut générer une migration interrégionale qui permet l'arrivée de nouveaux groupes désirant tirer profit du boom économique généré par la transformation d'une région en monoculture industrielle (Zoomers, 2010 ; Peluso et Lund, 2011).

Parfois, le recours à l'emploi de migrants devient une solution effectuée par les entreprises étrangères afin de palier au manque de main d'œuvre. Ainsi, face au refus des agriculteurs locaux de convertir leurs terres en champs de canne à sucre et devant le rejet de travailler pour la compagnie, l'entreprise installée à San Mariano dans la Vallée de Cagayan, a fait appel à des migrants venus de Mindanao pour effectuer les tâches. Le travail de terrain effectué par le collectif IBON a permis de constater les conditions de travail déplorables auxquelles ces migrants étaient confrontés. Ceux-ci obtenaient un salaire moyen de 15 à 30 pisos par jour pour le désherbage ou l'épandage et un salaire de 100 pisos par jour pour la récolte (PCFS, 2011). Cette situation est constante en Asie du Sud-Est comme en témoigne les recherches effectuées lors de l'implantation d'une entreprise chinoise au Laos où celle-ci a du faire venir une main d'œuvre de Chine, car les

¹⁰ Selon certaines estimations, 40 à 50% de l'huile de jatropha peut être extraite pour la production de biodiesel. Ces arbustes peuvent produire des graines entre la deuxième et la cinquième année (FAO, DOE, DA).

habitants de la région ont refusé de participer au projet de culture d'hévéa (McAlyster, 2012).

Le retrait progressif du soutien de l'État dans le développement du secteur agricole démontre que les pays tendent à favoriser les investissements directs étrangers (IDE) pour soutenir la croissance de ce secteur. La conséquence de ce retrait amène une plus grande intégration de l'agriculture familiale au mode industriel de production.

3) Violence

À travers l'Asie du Sud-Est, les groupes qui utilisent la violence dépassent souvent leur rôle de « protecteur » des lois; usant de leur autorité pour le compte de groupes privilégiés (Hall et al., 2011 ; Woods, 2011 ; Grajales, 2011). L'utilisation de la violence devient un outil qui permet le bon fonctionnement d'un accord foncier. Elle peut devenir un levier économique par excellence, comme l'ont démontré des études sur les accaparements de terres en Birmanie et en Colombie (Woods, 2011 ; Grajales, 2011 ; Lazar, 2012). Aux Philippines, les communautés des hautes-terres sont souvent dépourvues des services de base médicaux, légaux et alimentaires offerts par le gouvernement. Pour l'obtention de ces services, ces communautés dépendent généralement des organisations paysannes et des groupes de la société civile. Ces organisations sont mobilisées et très actives dans la dénonciation des accords fonciers. Par conséquent, le gouvernement les accuse souvent d'aller contre les intérêts de l'État et limite leur portée d'action. D'autres groupes sont plus revendicateurs et leurs démarches peuvent parfois mener à la violence ou à des actes de sabotage. Le NPA fait partie de ces groupes répertoriés qui ont des objectifs distincts allant à l'encontre de ceux du gouvernement central.

Les élites traditionnelles des Philippines ont toujours fait appel à des groupes armés privés pour étendre leur influence sur le territoire. À ce jour, aucune loi ne leur interdit l'embauche de gardes privées ou d'unités paramilitaires pour défendre leur autorité sur les terres (Jones, 1989 ; Kerkvliet, 1992 ; Oplan Bayanihan, 2012). Ces élites usent de menaces et d'intimidation pour rompre les revendications des paysans sans titres qui souhaitent acquérir des parcelles de terres pour l'agriculture. Dans cette étude, certains migrants ont aussi été identifiés par la population locale comme des membres de la

Citizen Armed Force Geographical Unit (CAFGU)¹¹ et de la Alex Boncayo Brigade¹² (RPA-ABB). L'apparition de ces groupes est généralement associée aux Forces armées des Philippines (AFP) et celles-ci ont recours à des pratiques souvent très violentes et agissent en toute impunité à travers les Philippines (Bulatlat, 2011, 2012). Puisque les militaires occupent un double rôle, soit celui d'être le porteur d'une stratégie militaire en plus d'être un groupe avec des intérêts distincts, ils représentent un indicateur d'accumulation de capital (Putzel, 1992 : p.35). Dans le cas d'un accaparement de terres pour la production d'agrocarburants, l'analyse de la violence permet de déterminer les groupes qui occuperont l'espace créé par un projet national de développement. Certains groupes auparavant minoritaires ou absents de la région peuvent voir leur nombre augmenter et par conséquent, leur autorité renforcée.

4) Légitimité

Le discours politique définit ce qui constitue ou doit constituer la norme dans une région et détermine la manière dont les groupes bénéficient de l'accessibilité aux ressources sur le territoire. La transformation des territoires publics en entités privées est permise, entre autres par des décrets officiels des États, mais aussi par un discours qui considère qu'une plus grande intégration aux règles du marché peut amener une diminution de la pauvreté. L'appropriation du discours sur les « codes de conduite » par les gouvernements et les élites est un autre moyen pour justifier un projet. L'obsession du « développement à tout prix » est reflétée par l'éloge de la création d'emplois et de l'expansion de la richesse. Les gouvernements ont adapté leurs discours afin de se soustraire aux règles imposées par le marché. Ce discours moderniste est alors employé dans les pays où la tradition agraire prédomine. Celle-ci est considérée « primitive » et « désuète » par le gouvernement, lequel fait désormais la promotion de l'agriculture

¹¹ La CAFGU est une force auxiliaire de l'Armée nationale des Philippines composée de citoyens volontaires ayant reçu une formation militaire. Sur la recommandation du Ministre de la Défense nationale et approuvé par le Président, les unités de la CAFGU peuvent être mobilisées afin de compléter les opérations de la force régulière de l'AFP ou appelées afin de soutenir les unités spéciales de l'AFP (Executive order No.292, Gouvernement des Philippines).

¹² La Brigade Alex Boncayo (RPA-ABB) est un groupe dissident du NPA. La scission aurait été alimentée par des différences idéologiques. En 2000, le RPA-ABB a signé un accord de paix avec l'ancien Président Joseph Estrada, ayant comme témoin Danding Cojuangco, un propriétaire et oncle du président actuel Benigno Aquino III. Depuis, il a été intégré dans les AFP comme multiplicateur de force et membre de la CAFGU.

industrielle. Aux Philippines, l'agriculture sur abattis-brûlis (kaingin) représente une activité importante pour plusieurs agriculteurs, surtout dans les hautes-terres. Certains ministères, comme le DA et le DENR, rendent ces pratiques responsables de la perte de couvert forestier ce qui, selon eux, entraîne un déséquilibre environnemental. Les classes dirigeantes modernisent leurs méthodes et leurs pratiques d'exploitation de la richesse, permettant la dépossession de la principale source de revenu de ces agriculteurs.

Chapitre 3 : Méthodologie et choix de l'étude

Les objectifs préalablement fixés pour ce travail de terrain ont été poursuivis. Ainsi, deux projets par lesquels le gouvernement entend développer la région ont été analysés. Ces deux projets entrent dans la conception de développement rural mis de l'avant par le gouvernement des Philippines et encouragée par les institutions internationales telles que la Banque mondiale et la FAO. Ces projets visent le développement des régions rurales par la création d'emplois non agricoles et la construction d'infrastructures dans les zones « marginales ».

La première étape a consisté à récolter l'information nécessaire à une compréhension exhaustive de la loi sur les agrocarburants de 2006. Des rencontres avec des représentants de plusieurs agences gouvernementales ont été organisées, notamment avec le National Biofuel Board¹³ (NBB), le Department of Energy (DOE) ainsi que le DENR. La deuxième étape s'est appuyée exclusivement sur les entrevues et témoignages obtenus auprès de la population locale. Quatre barangays¹⁴ ont été identifiés afin d'approfondir la compréhension de l'accord foncier. Trois de ces barangays sont localisés dans la Tamlang Valley Zone of Peace (TVZP) alors que le quatrième se situe dans les hautes-terres en bordure de la zone. Relevant du domaine public, ces terres ne sont pas attribuables en fonction de la *Comprehensive Agrarian Reform Program* (CARP)¹⁵. Afin de comprendre la situation de chaque barangay, des entrevues dirigées et semi-dirigées ont été réalisées auprès de quarante agriculteurs répartis dans les quatre barangays. Le même questionnaire a été utilisé dans ces barangays, abordant le statut socioéconomique, la souveraineté alimentaire et les enjeux liés à l'accessibilité à la terre.

Comme le travail de terrain s'est déroulé dans quatre villages, il était nécessaire de faire ressortir les particularités de chacun des barangays (carte 3). Pour ce faire, une liste d'objectifs spécifiques à chaque zone a été conçue. Tous les agriculteurs rencontrés pour les entrevues dirigées lors de cette recherche sont des paysans sans titres qui tirent la

¹³ Le NBB est le comité qui a la responsabilité de formuler les politiques sur les agrocarburants et d'organiser la participation des différents ministères, notamment ceux qui sont eux-mêmes responsables des terres publiques et zonées forestières.

¹⁴ Le barangay est la plus petite unité administrative et elle correspond généralement à un village.

¹⁵ Selon la réforme agraire aux Philippines, les habitants des hautes-terres ne peuvent obtenir une concession sur une terre publique.

totalité de leur revenu des activités agricoles¹⁶. Des propriétaires fonciers de la ville de Siaton et du barangay Tamlang ont aussi été interviewés. Ceux-ci ont mentionné posséder des terres réparties dans l'ensemble de la vallée sur lesquelles ils cultivent de la canne à sucre. Dans certains cas, ces propriétaires ont accepté de céder une partie des terres qu'ils cultivent au projet coordonné par Biogreen et ses associés philippins.

Mantiquil

Mantiquil est un barangay localisé dans la Tamlang Valley Zone of Peace (TVZP) et une caserne militaire, celle du 301^e bataillon, y est installée depuis 2009. Afin d'optimiser l'étendue de la recherche, des entrevues ont été réalisées avec le capitaine du barangay, le pasteur de la communauté ainsi que les dirigeants de l'usine. Lors d'une rencontre avec le directeur régional du DENR à Dumaguete, celui-ci a évoqué l'octroi d'un contrat de Community Based Forest Management Agreements (CBFMA)¹⁷ dans la région. Par conséquent, ces membres ont été soumis à des entrevues. Le détachement militaire évoquait la présence de rebelles dans la région et tentait ainsi de limiter mes actions. Afin de poursuivre mes recherches dans le village, le commandant m'a ordonné de signer une décharge, stipulant qu'il n'était pas responsable de ma sécurité.

Des entrevues semi-dirigées ont été réalisées avec cinq membres du CBFMA, dont le président, le trésorier et le secrétaire. Selon les membres interrogés, le DENR n'a pas identifié les zones qui devaient être reboisées et laisse le soin au groupe de déterminer les zones les plus propices au reboisement. Lors des entretiens avec les agriculteurs, plusieurs ont mentionné que les zones préalablement identifiées par le CBFMA avait été employées pour la culture du jatropha et du manioc pendant plusieurs années. Au cours des dernières années, des membres de la CAFGU, une organisation paramilitaire de l'AFP, se sont joints au contrat CBFMA accordé à la communauté¹⁸. De plus, trois habitants de la région rencontrés au hasard sur la route ont mentionné qu'un groupe d'agriculteurs

¹⁶ Les annexes 2 et 3 présentent les personnes interviewées pour l'entrevue ainsi que les questionnaires spécifiques à chaque barangay.

¹⁷ Un CBFMA est un accord de partage de production entre le DENR et un groupe issu de la communauté pour une période de 25 ans, renouvelable pour une période additionnelle de 25 ans. Cette coopération doit assurer la sécurité des régimes fonciers et inciter les participants à développer, utiliser et gérer des zones spécifiques de terres forestières (DENR).

¹⁸ Le nom du CBFMA de la municipalité de Mantiquil est Mepai : Mantiquil Environmental Protection Association Incorporated.

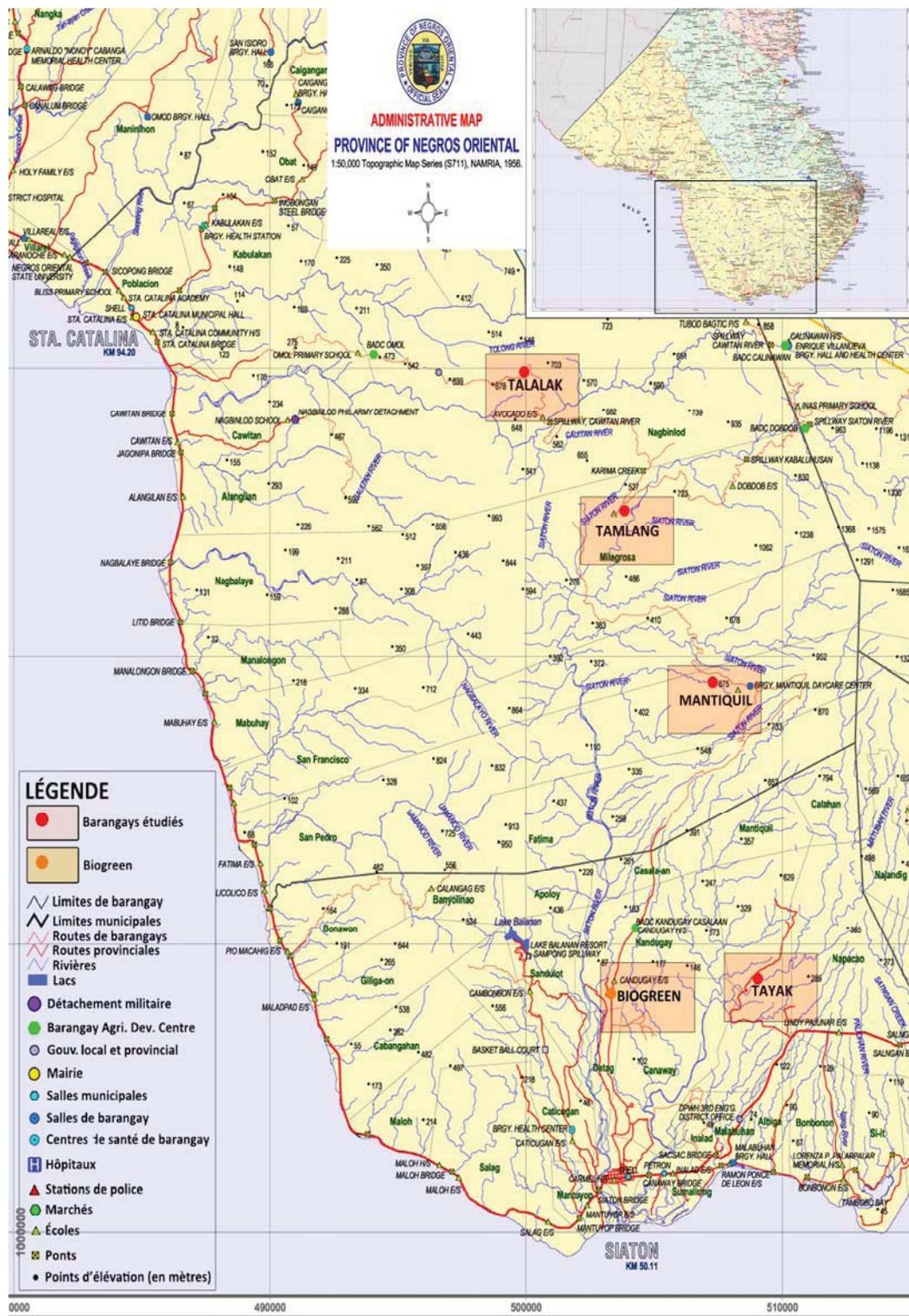
venus de l'extérieur de la province avait été embauché afin de travailler dans les champs où étaient cultivés le jatropha et le manioc. Selon les témoignages obtenus, ces « agriculteurs » lourdement armés étaient dans la région pour faire pression et menacer les occupants de la région.

Talalak

Talalak est localisé au nord du barangay d'Avocado et est accessible par une route non complétée depuis Tamlang. Depuis 2008, date à laquelle le NPA aurait mis le feu à des centaines d'hectares cultivés par Biogreen, une caserne militaire y est basée en permanence. Les entrevues avec les agriculteurs de ce barangay ont été déterminantes afin de comprendre l'ampleur des enjeux de l'accord foncier dans la Vallée de Tamlang. Cinq agriculteurs qui ont cultivé du jatropha et du manioc ont accepté de convertir des superficies variant de un à cinq hectares. Suite à un désaccord sur la gestion du projet, notamment sur le salaire et les zones choisies, ces agriculteurs ont été victimes d'intimidation et ont dû quitter la région. Il a été difficile de comprendre s'il s'agissait de pression de la part de l'armée des Philippines ou de milices; par peur de représailles, les répondants ne voulaient pas s'étendre sur le sujet.

Suite au désaccord, la compagnie a décidé de poursuivre sans l'approbation des agriculteurs de la région et a identifié 200 hectares destinés à la plantation de jatropha. La totalité des terres saisies était occupée par des paysans. Malgré leur désaccord, ceux-ci n'ont pu s'opposer à la compagnie puisque, selon les témoignages, les « responsables » étaient lourdement armés.

Carte 3 : Les barangays à étude



Source : Bureau du DENR, Negros Oriental, 2011.

Tamlang

Le barangay Tamlang est situé au centre de la Vallée de Tamlang et est un des seuls à disposer de l'électricité grâce au plan d'électrification rurale mis en place en 2003. Cette région est celle où le plus grand nombre de plantations de jatropha et de manioc a été recensé. Lors de la visite dans la région, cinq agriculteurs qui ont participé au projet ainsi que les leaders de la communauté ont souhaité répondre au questionnaire. Un ancien « cadre », qui a bien voulu se soumettre au questionnaire, m'a donné un document faisant état des délimitations territoriales du projet dans la région. Cette copie contient également la liste de tous les actionnaires qui se sont partagés la zone pour la culture du jatropha ainsi que pour la culture du manioc (Annexe 4).

Plusieurs zones semées de jatropha ont été brûlées et remplacées par des cultures destinées à l'alimentation. Le manioc est toujours cultivé dans la région. Les paysans préfèrent donner les récoltes aux animaux plutôt que de les vendre à Biogreen. Conscients du retard dans le projet, certains agriculteurs ont formé un groupe de pression et militent toujours pour convaincre les agriculteurs de la région de cultiver le manioc et de vendre les récoltes à Biogreen. Selon eux, le développement de la région est intimement lié à la production d'agrocarburants.

Tayak

Tayak est le seul barangay qui ne fasse pas partie de la TVZP, mais il a été inclus dans cette recherche en raison de l'opposition marquée au projet de la coentreprise. C'est d'ailleurs de ce village que provenait l'un des opposants les plus actifs au projet, assassiné en plein jour au milieu d'une manifestation à Dumaguete en 2009. Selon le chef du barangay, environ 100 hectares auraient été consacrés à la culture du jatropha et un peu moins de 50 hectares au manioc. Grâce à une initiative du chef du barangay, un projet ambitieux de reforestation a été entrepris par la communauté afin de contrer l'expansion de ces cultures. Ses membres ont formulé des dizaines de demandes aux autorités dans l'espoir d'obtenir un CBFMA, toujours sans réponse. Malgré le refus du ministère, ils ont entrepris de reboiser le territoire.

Le projet qui vise à faire de la région une zone de production d'agrocarburants s'est avéré être un échec. La résistance des agriculteurs a ralenti le projet et a attiré l'attention

de plusieurs groupes opposés aux accaparements de terres. Malgré tout, il semble peu probable que la coentreprise, après avoir investi des sommes considérables, abandonne le projet. Pourtant, suite à la compilation de données, rien ne porte à croire que ses objectifs aient été atteints. Au total, ce projet a attisé les tensions déjà existantes dans une région marquée par plusieurs décennies de conflits.

Photo 1 : Le barangay Tayak est situé dans une plaine accessible depuis Bais.



Source : Simon Litalien et « Tribong ».

Photo 2 : Sitio Casayan, barangay Mantiquil, anciennes plantations de jatropha.



Source : Simon Litalien et « Tribong ».

Portée et limite de l'étude

L'émergence de cas d'accaparement de terres à travers le monde crée des défis nouveaux pour les populations rurales, en particulier celles dont le statut foncier est fragile. Dans l'étude de cas présentée, plusieurs caractéristiques soulevées amènent une meilleure compréhension des changements induits par un accord foncier imposé. Premièrement, cette zone est majoritairement constituée d'une population vivrière dont les relations foncières sont éprouvées par la marchandisation des terres. Deuxièmement, au cours des années précédant l'entente, la région est devenue une zone de conflits entre deux factions opposées. L'accord n'a pas réussi à apaiser les tensions, au contraire, elles ont été amplifiées par l'apparition de nouveaux groupes aux objectifs distincts. Enfin, la création de cadres juridiques rend cet accord foncier légitime.

Plusieurs campagnes d'opposition au projet ont vu le jour et ont récemment été restreintes par un décret gouvernemental limitant les missions de recherches factuelles et scientifiques. La présence militaire dans une zone de conflits a restreint l'accès à certains documents jugés stratégiques par le gouvernement et la coentreprise. La validité de quelques-unes des entrevues semi-dirigées effectuées sur le terrain pourrait être remise en question, puisque celles-ci ont été réalisées en présence de paramilitaires. Face à l'incapacité de mener des entrevues dans certains villages sous peine qu'elles soient influencées par la présence de militaires ou de paramilitaires, des entretiens ont été accomplis en terrain neutre à Dumaguete, principalement dans les bureaux de FARDEC¹⁹ et à l'Université Siliman.

Avec l'aide de FARDEC, deux tables rondes ont été organisées et des agriculteurs ont accepté de répondre à des questionnaires. De cette façon, les entrevues ont été réalisées sous le couvert de l'anonymat et étaient sans danger pour les agriculteurs voulant partager leur position sur le projet. Afin de conserver l'intégrité des entrevues, celles qui ont été réalisées en tagalog et en visayan ont été transcrites en français alors que celles réalisées en anglais sont citées intégralement.

¹⁹ FARDEC est un réseau régional de soutien des paysans qui se concentre sur les questions agraires et les politiques agricoles à travers les Visayas.

Chapitre 4 : Outils législatifs lors de l'accaparement de terres

Les nouvelles formes d'exclusion lors des accords fonciers impliquent des changements à la fois dans l'utilisation des terres ainsi que dans les mesures déployées par l'État pour justifier son intervention dans les régions rurales. En fixant les règles, le gouvernement décide du type de culture et des conditions posées à celui-ci. L'analyse des réglementations en vigueur dans la zone permet d'observer les acteurs favorisés par l'intervention de l'État ainsi que les divers moyens employés par celui-ci pour les inciter à poursuivre leur objectif et ainsi, permettre la conversion du territoire. Les lois et réglementations ont permis au gouvernement de fixer les frontières du projet et de créer une zone exclusive de développement. Ces frontières sont arbitraires pour les populations des hautes-terres qui, la plupart du temps, ont des revendications sur des terres situées à plusieurs kilomètres de leur résidence, comme cela est le cas à travers la Vallée de Tamlang.

L'opposition de ces populations peut être considérée comme une résistance de facto, modifiant les relations qu'elles entretiennent avec les grands propriétaires, mais aussi avec l'État qui lui-même tente de renforcer son autorité sur le territoire et de justifier l'investissement étranger. L'arrivée de nouveaux acteurs, comme l'AFP et plusieurs unités paramilitaires, a bouleversé les habitudes des populations, qui ont été qualifiées de « squatteurs » par les autorités²⁰.

1) La loi sur les agrocarburants

Le 13 octobre 2011 a eu lieu à Manille la rencontre du Comité parlementaire sur les agrocarburants à laquelle j'ai participé²¹. Le Directeur du Ministère de l'énergie (DOE) a proposé un cadre entourant la stratégie nationale de développement des agrocarburants (Annexes 5a, 5b). Selon ce cadre, chaque département gouvernemental s'y voit consacrer une tâche visant à rendre la loi favorable aux investissements, à la conversion des terres arables et à la production.

La proposition de l'agriculture industrielle a été retenue afin que les Philippines puissent satisfaire aux objectifs de production fixés par la loi. Pour rendre le pays

²⁰ Squatteurs : occupants sans titres.

²¹ Voir encadré, page suivante.

compétitif sur les marchés internationaux, des incitatifs fiscaux et des exemptions de taxes ont été annoncés par le gouvernement des Philippines (Section 6, Incentives under the Act)²². Les membres du comité ont accepté à l'unanimité le plan proposé par le National Biofuel Board (NBB).

« Le Comité spécial du NBB a permis à ses membres de faire état de la production d'agrocaburants aux Philippines. En octobre 2011, Il y avait neuf producteurs d'éthanol dans le pays avec une capacité de production estimée à 394 millions de litres annuellement. Le pays a produit 134 millions de litres en 2009, 139 millions de litres en 2010. La consommation d'éthanol est passée de 220 millions de litres en 2009 à 460 millions de litres en 2011, en raison du nouveau mandat d'augmenter à 10% le mélange obligatoire dans le gazole. Selon le NBB, il est projeté qu'en 2014 la consommation sera de 540 millions de litres d'éthanol. Les Philippines produisent actuellement entre 20 et 25% du total consommé et sont, par conséquent, en pénurie de production. En ce qui concerne le biodiesel, les Philippines sont autosuffisants à l'égard du mélange obligatoire de 2% et exportent en quantité non négligeable du biodiesel, principalement le Coconut Methyl Ester. La capacité de production est estimée à 69 millions de litres avec trois producteurs. La source principale pour l'éthanol est la molasse, dérivée de la canne à sucre et la noix de coco pour le biodiesel²³. »

La politique qui encadre l'utilisation de la terre restreint la conversion de terres utilisées pour la culture du riz, du maïs et du blé pour la production d'agrocaburants. Aussi, toute superficie peut être utilisée pour la production d'éthanol et de biodiesel, à l'exception de :

²² Selon ce document, « les institutions financières du gouvernement doivent accorder une priorité à l'octroi de financements aux citoyens ou entités des Philippines qui se livrent à des activités impliquant le stockage, la production, la manutention et le transport des matières premières des (agro)carburants, y compris le mélange avec le pétrole (...). Pour obtenir un financement, au moins soixante pour cent du capital doit appartenir aux citoyens des Philippines. » (DOE)

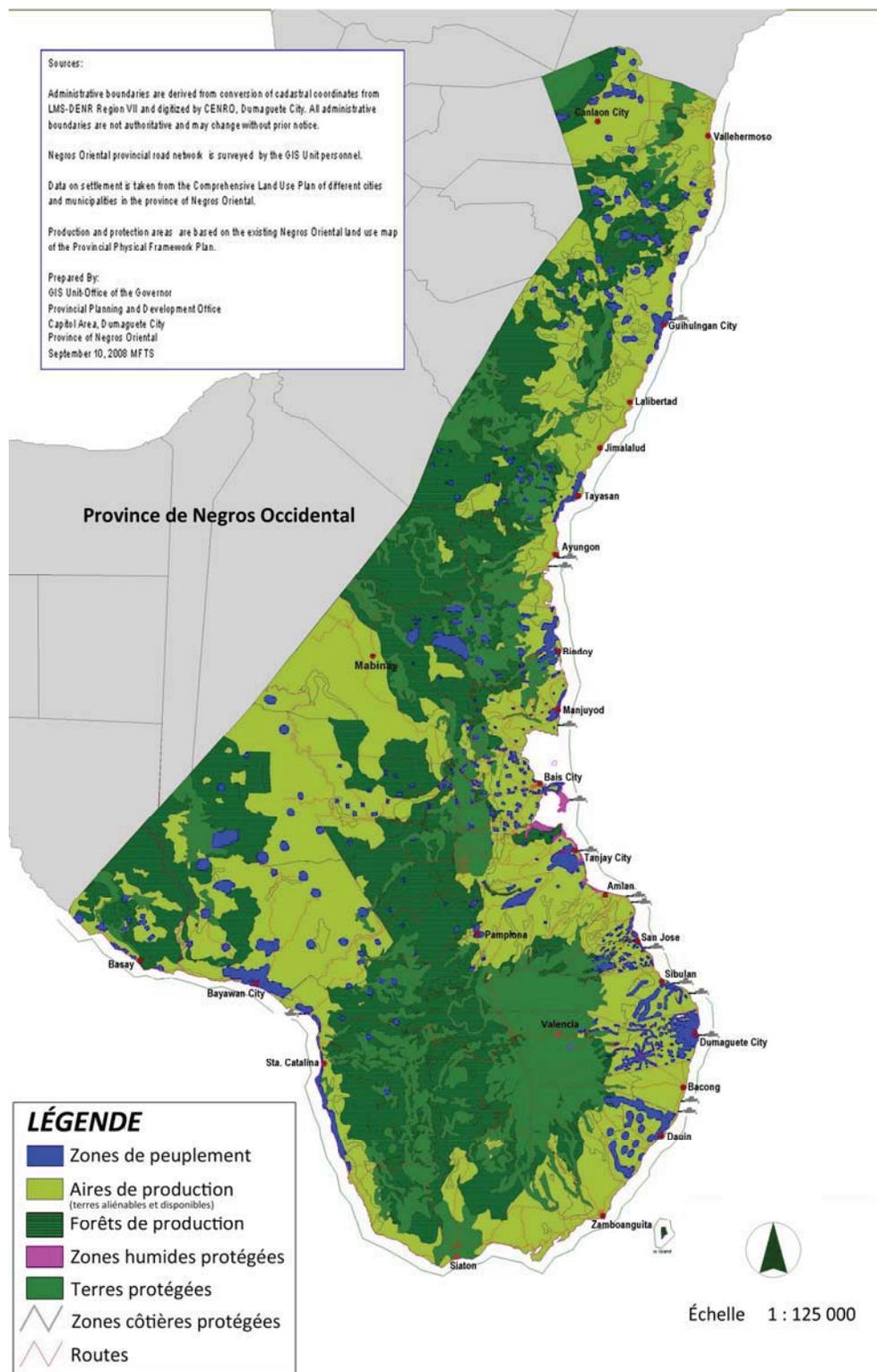
²³ Extrait de l'allocation de Mario Marasigan, directeur du DOE et de Ruby de Guzman, chef de la division du DOE lors du Comité sur les agrocaburants à Manille en date du 13 octobre 2011.

1. tout territoire couvert par des projets d'installations nécessaires à l'irrigation financés par le gouvernement ;
2. toute terre irrigable déjà couverte par des projets d'irrigation ;
3. toute zone alluviale privée utilisée pour la culture du riz et du maïs ;
4. toute superficie agricole écologiquement fragile (Government of the Philippines, 2011).

La Vallée de Tamlang est essentiellement composée de terres publiques classées terres forestières (Carte 4). Le territoire lié à l'entente est essentiellement composé de terres utilisées pour l'agriculture de subsistance et celles-ci ne sont plus couvertes par un projet d'irrigation depuis 2009²⁴. En fixant les règles d'utilisation du sol, le gouvernement des Philippines et les départements responsables de gérer les terres dans la vallée appuient sans réserve la conversion des terres de la région, ce qui entraîne une réduction de l'accès à la terre pour les paysans sans titres. Le projet entamé en 2008 par Biogreen dans la Vallée de Tamlang cadre dans une vaste stratégie de développement. S'insérant dans un plan de production d'agrocarburants qui englobe une partie importante de l'île de Negros, ce projet couvre différents types de sols (Cartes 5 et 6). Un outil législatif mis de l'avant par le gouvernement des Philippines rendant légale cette stratégie de développement rural repose en partie sur la loi sur les agrocarburants de 2006. Mise à jour le 6 janvier 2012, cette loi vise à contribuer au développement rural, notamment par la création d'emplois liés au secteur agroalimentaire ainsi que par l'amélioration des infrastructures.

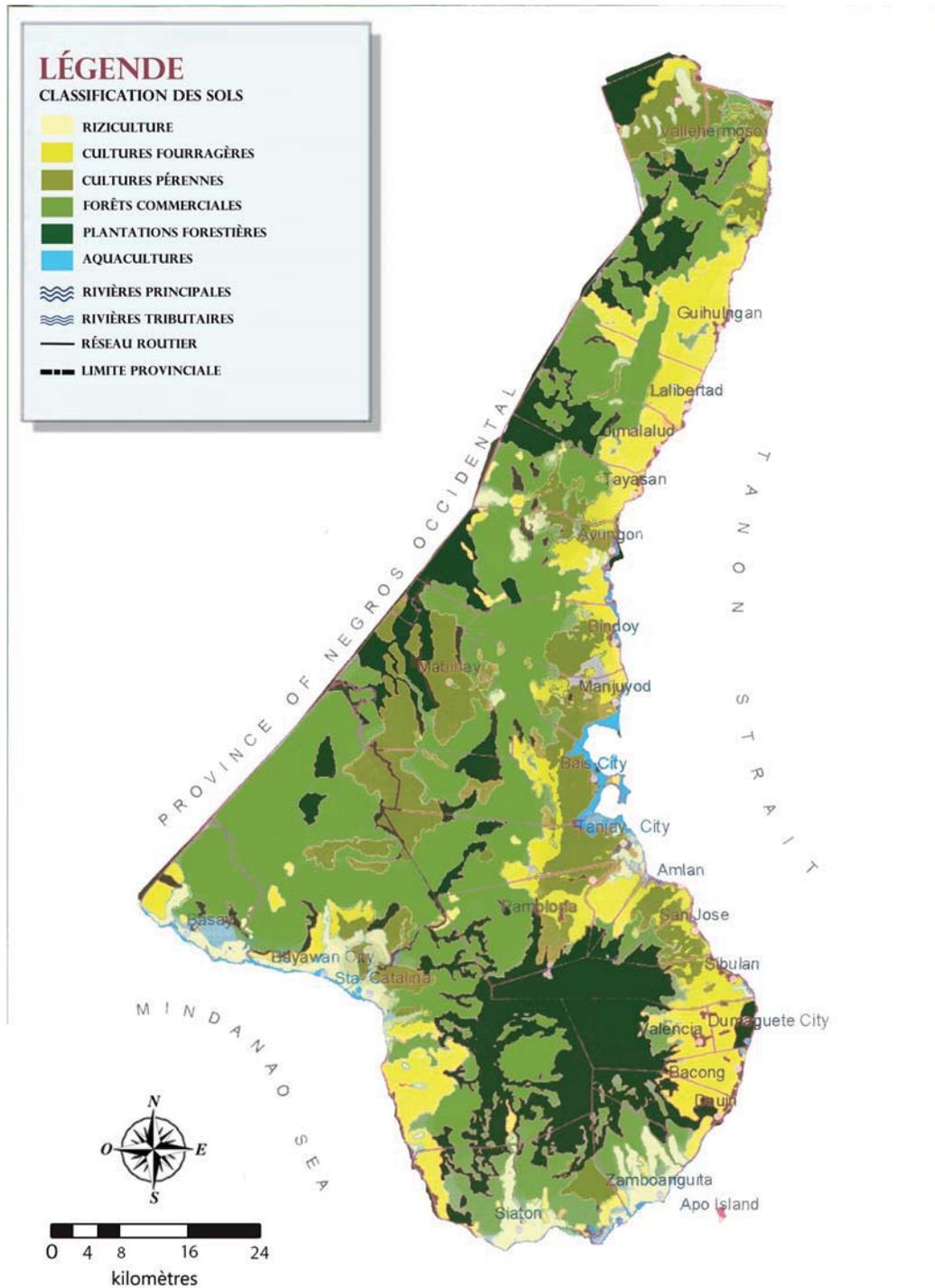
²⁴ Entrevue avec M. Aragorn, directeur régional du DENR, réalisée à Dumaguete le 21 novembre 2011.

Carte 4 : Zones de peuplement et territoires forestiers dans la province de Negros Oriental



Source : Provincial Development and physical framework plan 2008-2013, Province of Negros Oriental.

Carte 5 : Types de sols sur Negros Oriental



Source : Provincial Development and physical framework plan 2008-2013, Province of Negros Oriental.

« Ces terres sont fertiles et sont cultivées par la communauté. »²⁵

« Ce sont surtout des terres inoccupées et improductives. »²⁶

L'article 6 stipule que tout territoire jugé « improductif » et « en jachères » peut faire l'objet d'une conversion stratégique pour la production de cultures de rentes destinées aux agrocarburants (Biofuel guideline, 2011). La validité de cet article est contradictoire, puisque l'ensemble du territoire est véritablement cultivé, tant par les cultivateurs qui pratiquent une agriculture familiale que par les barons du sucre. L'entente vise la conversion de 5000 hectares de terres à la culture du manioc et 5000 hectares de terres à la culture du jatropha.

« We decided to drop jatropha as a strategic choice because proceeding with jatropha oil as a fuel may not be feasible in the near future. However, considering that there are other potential sources for biofuels production, particularly for the bioethanol production [...] we need to concentrate, to prioritize more of what is really needed [...]. We have already enough of biodiesel, jatropha is also biodiesel. We don't see the realization of jatropha oil as a fuel. »²⁷

« We lease land together with Teves, 5000 hectares for cassava and 5000 hectares for jatropha. We also planted jatropha before, but I don't know what's going on now. »²⁸

Lors de l'enquête de terrain, plusieurs chiffres ont été avancés par différents partis pour décrire l'état du projet. L'étendue géographique du plan de développement couvre plus d'une dizaine de barangays et les chiffres laissent place à différentes interprétations.

²⁵ « Jesus », entrevue réalisée à Dumaguete le 12 novembre 2011.

²⁶ Jason Kho, directeur de l'usine Biogreen, entrevue réalisée à Siaton le 27 novembre 2011.

²⁷ Mario Marasigan, directeur national du DOE. Extrait de son élocution devant le National Biofuel Board (NBB) à Manille le 13 octobre 2011.

²⁸ Jason Kho, directeur de l'usine Biogreen, entrevue réalisée à Siaton le 27 novembre 2011.

Selon FARDEC et quelques associations paysannes, dont le mouvement paysan des Philippines (KMP), la coentreprise a délibérément exagéré le nombre d'hectares ayant fait l'objet de conversion.

« We conducted our research to measure the number of land converted because the officials would not give us the exact number. At the end of 2009, we estimated 2100 hectares for both jatropha and cassava. Since then, we have not been able to survey again, but we receive information through farmers in the area. There have been more clashes between the insurgents and governmental forces in the area. The Negros Oriental centinels against biofuels (NO CAB), involved in the opposition of the project was shaken and shattered after the shooting of one of their leader during a pacific march in Dumaguete. There is no national campaign against biofuels. That is why we have hard time to stop it. »²⁹

La plupart des habitants de la région cultivent une superficie variant de un à trois hectares. Par conséquent, peu d'entre eux peuvent se permettre de convertir la totalité de leur superficie à des cultures destinées aux agrocarburants, puisque les cultures identifiées par le projet consistent en des cultures non comestibles. L'objectif à moyen-long terme pour la région est la consolidation de la culture du manioc ainsi que le redémarrage de l'usine de San Carlos, située dans la province de Negros Occidental. De plus, afin de répondre aux objectifs fixés à 10% de mélange d'éthanol dans le gazole, le gouvernement a estimé qu'une superficie de 330 466 hectares de manioc serait nécessaire³⁰.

Dans ce cas-ci, l'entente élaborée par les différents partis et fortement soutenue par le gouvernement tend à favoriser les grands et moyens propriétaires fonciers dans la région. Ces derniers peuvent user de leur influence afin de conserver les terres qu'ils

²⁹ « Lines », membre de FARDEC Negros Oriental, entrevue réalisée à Dumaguete le 2 novembre 2011.

³⁰ Allocution de Ruby de Guzman lors du Comité parlementaire sur les agrocarburants à Manille le 13 octobre 2011.

détiennent légalement ou illégalement et ainsi, consacrer aisément une partie de leur terre à la culture du manioc et au jatropa.

2) Le « Investment Priorities Plan » (IPP) de 2011

Le plan d'investissement et de développement IPP vise à permettre au gouvernement de faciliter l'entrée de capitaux privés dans le développement des régions rurales. Au cours des dernières années, le gouvernement a cessé d'être le principal investisseur dans le développement du secteur agricole. L'état lamentable dans lequel se trouve celui-ci aux Philippines est principalement lié au retrait du gouvernement dans les développements de l'agriculture, notamment en ce qui concerne les projets d'irrigation dans les hautes-terres (Bello, 2010). Selon le chef du barangay de Tayak, plusieurs projets d'irrigation ont été instaurés en 2006 par des organisations paysannes, aidées par des cadres du Department of Agriculture (DA) de l'époque. Ces projets ont fait l'objet d'études préliminaires et ont bénéficié d'un soutien financier de la part du gouvernement japonais. Ces projets couvraient trois sitios³¹ dans deux barangays et auraient bénéficié à quelques dizaines de familles. Les directeurs régionaux du DA et du DENR ont tous deux mentionné que le retrait du financement japonais était la cause principale de la cession des projets d'irrigation pour la région. Selon le chef du barangay, si le projet d'irrigation avait été mené à bien, il aurait entraîné une modification du zonage, rendant illégal l'octroi de la zone à la coentreprise.

Ces projets d'irrigation ont plutôt été remplacés par des programmes d'investissements ruraux privilégiant la construction d'infrastructures. Ainsi, la juxtaposition de la loi sur les agrocarburants au plan d'investissements renforce la légitimité du gouvernement à mener les programmes qu'il juge pertinents pour le développement de la région. Lors d'une entrevue avec M. Kho, Directeur général de l'usine Biogreen de 2008 à décembre 2011, plusieurs modalités prévues dans l'entente ont été soulevées³². Il a notamment été question de la participation du gouvernement et de son rôle de soutien afin d'atteindre les objectifs proposés par le plan de développement IPP. Il a été impossible d'obtenir la part investie par les deux parties en ce

³¹ Le sitio est la plus petite unité d'un barangay.

³² Entrevue avec M. Kho, réalisée à Siaton le 1er décembre 2011.

qui concerne la construction d'infrastructures, mais les chiffres avancés par le directeur de l'usine suggèrent que la compagnie n'y aurait pas participé de façon importante³³. La stratégie de développement adoptée par le gouvernement implique la construction d'infrastructures dans le but d'attirer les investissements privés. Afin d'obtenir les moyens financiers nécessaires à la construction d'infrastructures, on pourrait croire que plusieurs projets de développement instaurés par le gouvernement au cours des dernières années ont été abolis. Outre les projets d'irrigation, ceux destinés à l'agriculture biologique ainsi que les programmes permettant l'accès aux marchés communautaires (*road to market*) ont été supprimés³⁴.

La Vallée de Tamlang est une région montagneuse, dont les seules routes existantes avant l'arrivée de Biogreen consistaient en chemins de terre battue construits et entretenus par les populations des barangays. Le directeur de l'usine a admis que le plan de développement d'infrastructures présenté par le gouvernement aux actionnaires a incité l'entreprise à s'installer au nord de Siaton. Quelques mois après le début des travaux de l'usine, le gouvernement avait déjà mobilisé les sommes nécessaires pour la construction d'une route reliant l'usine à la ville de Santa Catalina. Cette route sillonne plusieurs barangays reconnus pour la présence d'insurgés communistes. Lors du travail de terrain réalisé entre octobre et décembre 2011, soit près de trois ans après l'inauguration de l'usine, 75% des routes avaient été construites. Toutefois, celles-ci demeurent impraticables et inaccessibles en raison du manque d'entretien et des dégâts causés par de nombreux écroulements de terrain, notamment suite au passage du typhon Sendong, à la fin de l'année 2011. Par contre, la construction de ces routes a permis l'ouverture du territoire menant à sa conversion, en plus de faciliter la mobilité des unités militaires et paramilitaires établis dans la région.

³³ *Ibid*

³⁴ Entrevues réalisées avec les chefs des barangays de Tamlang et Mantiquil à sitio Tamlang et Mantiquil le 6 et 21 novembre 2011 respectivement.

3) Plan de sécurité nationale « Bayanihan »

Pendant plusieurs décennies, la Vallée de Tamlang a été un bastion de la branche armée du Parti communiste philippin, le NPA. Comme l'opposition des paysans fragilise l'entente, l'intervention de l'AFP a été justifiée à la fois pour protéger l'investissement fait par Biogreen et comme l'élément d'une stratégie contre-insurrectionnelle. La politique contre-insurrectionnelle préconisée par l'AFP pour combattre les insurgés a été basée sur la prémisse du « Win hearts and win minds » (Jones, 1989).

Cette stratégie visait à infliger des dégâts importants par la confrontation directe dans les régions où la présence de militants NPA est confirmée. « Elle est basée sur le bombardement par hélicoptères de régions entières et par les tueries sélectives » (Kessler, 1989). À la fin des années 1980, la Vallée de Tamlang a été le lieu de l'opération « Thunderbolt », qui consistait en une campagne violente de répression menant à des bombardements successifs. Cette opération a été entreprise dans la région au sud-ouest de la province de Negros Occidental, incluant la partie nord de la Vallée de Tamlang. Entamée en 1989, la campagne a duré plus de sept mois et a entraîné plusieurs atteintes aux droits humanitaires, notamment la mort de quelques 300 habitants, incluant des enfants, ainsi que le déplacement de plus de 30 000 agriculteurs (Asia Watch, 1990).

Les habitants de la région présents lors de ces affrontements sanglants gardent un souvenir très sombre de cette période. Les familles qui ont pris part aux entrevues semblaient profondément attristées lorsque ce sujet était soulevé. Les habitants faisant partie de la nouvelle vague de migrants à la fin des années 1990 et au début 2000 ont eu vent de ces événements troublants. Quelques habitants de la région, présents lors de l'opération Thunderbolt menée par l'AFP, ont établi des liens entre les conditions actuelles et celles de l'époque.

« Je ne veux pas en parler, c'est trop dangereux. »³⁵

Après que la compagnie se soit établie à Siaton au début de l'année 2007 et que la construction de l'usine ait été complétée vers le milieu de l'an 2008, plusieurs campagnes

³⁵ « Tatay Ite », agriculteur biologique, au sujet des récents développements dans la région. Entrevue réalisée à Bacong Valencia le 2 décembre 2011.

d'opposition ont été mises sur pied par des organisations paysannes telles que Karapatan et FARDEC. Le point marquant de ces campagnes a été une marche pacifique depuis Siaton jusqu'à Dumaguete. Elle visait à sensibiliser les habitants à l'injustice subie par les populations des hautes-terres et le traitement favorable accordé à Biogreen et aux grands propriétaires terriens. Or, cette marche pacifique a brusquement été interrompue lorsqu'un tireur embusqué a fait feu en direction de Fermin Lorico, un des principaux opposants au projet, l'atteignant mortellement. Ce meurtre commis en plein jour devant plusieurs dizaines de paysans a semé la panique et a entraîné un climat de peur, freinant la mobilisation paysanne. À ce jour, le meurtre n'a pas encore été résolu et malgré les demandes répétées des organisations de droits humains le gouvernement refuse d'ouvrir une enquête. Suite à cet attentat, plusieurs chefs de village et autres opposants au projet ont décidé de garder le silence. Il a été ardu de créer un lien de confiance avec les chefs des barangays recensés, puisque certains responsables de la communauté ont été victimes d'intimidation et de menaces armées. Deux d'entre eux estimaient qu'il était trop dangereux de s'entretenir sur l'épineuse question de l'octroi d'une partie du territoire à des intérêts privés, dont les ficelles sont en effet tirées par plusieurs membres influents de la sphère politique.

Néanmoins, les chefs de barangays qui ont bien voulu s'entretenir sur le sujet ont mentionné qu'à la suite de l'assassinat, plusieurs campagnes de « sensibilisation » et de reconnaissance de terrain avaient été entreprises par les militaires et paramilitaires nouvellement arrivés dans la région.

Photo 3 : Commémoration en l'honneur de Fermin Lorico



Source : Photo prise par Simon Litalien à Dumaguete le 12 décembre 2011.

Pendant les mois de juillet et d'août 2008, plusieurs escarmouches entre des membres supposés de la Nouvelle armée du peuple (NPA) et une unité militaire installée depuis le début de la campagne insurrectionnelle ont fait réagir le gouvernement. Un des événements déclencheurs a été le sabotage de trois tracteurs de la compagnie, acte possiblement perpétré par le NPA. À la suite de l'attentat, le gouvernement provincial a décrété l'état d'urgence dans la région et a adopté rapidement le « décret 5001 », qui limite les mouvements dans les zones rurales de la province. La réaction du gouvernement central a été tout aussi rapide, menant au déploiement successif de trois unités militaires supplémentaires. Bien que ce déploiement ait ralenti les mouvements d'opposition créés par les organisations paysannes, il n'a pas vraiment réussi à dissuader les mouvements du NPA. Ces derniers ont continué à faire pression sur les agents qui ont accepté de collaborer avec Biogreen et Teves. Co.

Une conséquence de l'augmentation des effectifs militaires dans la région a été le retrait de trois organismes humanitaires établis dans la région. Parmi ceux-ci, FARDEC, qui fait la promotion de l'agriculture biologique et qui, au cours des cinq dernières années, a permis à quelques dizaines d'agriculteurs de pratiquer une agriculture sans fertilisant chimique. Lors des rencontres organisées au siège de FARDEC, Mme Macapobre, l'une des responsables du projet, a indiqué que la présence militaire était l'unique raison du retrait des projets de l'organisme. Durant les campagnes de promotion, surtout dans les barangays de Tamlang et de Mantiuil, l'hostilité qu'entretenaient les militaires se traduisait par le contrôle aléatoire d'identité et la filature des bénévoles, mitrailleuse à la main. Les accusations de partisanerie deviennent alors un motif évoqué par le gouvernement et récupéré par les militaires, qui justifient ainsi leurs exactions contre les villages.

Selon l'avocat Me Alphonso Cinco, du groupe Community Empowerment Resource Network (CERNET), cette loi donnerait l'essentiel du contrôle du territoire à l'armée et rend légitime les abus de pouvoir commis par celle-ci. Aux Philippines, l'armée de type néopatrimonialiste possède des objectifs financiers précis qui peuvent parfois se dissocier des objectifs nationaux, rendant ce groupe prêt à agir de manière autonome (Caouette ed., 2009 : p.13). Plusieurs parcelles de terrains abandonnées par les agriculteurs de la région ont été réquisitionnées par des militaires et paramilitaires. Ce sont principalement dans les barangays près des nouvelles installations militaires que les saisies se sont produites.

Le cas de Tayak, un village localisé en dehors de la zone militaire, est déterminant à cet égard. Considéré comme un sympathisant du NPA, le chef du village a été victime d'intimidation et de pression constantes de la part d'hommes armés qui, selon lui, étaient membres de la CAFGU. Il a été possible de confirmer avec FARDEC la validité de ces allégations. À la fin de l'année 2010, le 341e bataillon, localisé à Mantiuil, a mené une première campagne de « sensibilisation » sous prétexte que le village hébergeait des sympathisants du NPA. Ses accusations ont été rejetées par le chef du village, qui voyait plutôt une occasion pour les paramilitaires de faire la reconnaissance des terrains localisés stratégiquement le long des routes menant aux autres barangays, notamment

ceux de sitio Kakha et de sitio Tamlang, deux zones où d'importantes plantations de jatropha et de manioc ont été repérées par les habitants de la région.

« The approach of the current administration's national security thrust involves four specific elements: governance, delivery of basic services, economic reconstruction and sustainable development, and security sector reform. » (AFP, 2012, p.V)

Après plus de 40 années de combats incessants, les stratégies contre-insurrectionnelles ont été modifiées par le président nouvellement élu en 2010. Le rôle des Forces armées des Philippines (AFP) est désormais centré sur les activités de développement économique (AFP, 2012). Ainsi, son « alliance » avec la compagnie et ses associés philippins devient une condition au succès du projet. Ce changement marque un tournant dans les affaires militaires du gouvernement face à l'objectif de défaire les insurgés. Le décret officiel 5001 ainsi que le changement stratégique adopté par le plan de sécurité nationale rendent les militaires complices de l'appropriation des terres convoitées.

4) Des lois offrant des situations gagnantes ?

Ces lois précédemment élaborées cadrent dans la logique des situations « gagnantes-gagnantes » préconisées par les institutions internationales telles que la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Face à la hausse significative d'investissements étrangers dans les secteurs de l'agriculture, ces organismes ont tracé le contour de ces ententes foncières par l'élaboration de « codes de conduite ». Il est indiqué que lorsque les ententes sont réalisées dans le respect des lois en vigueur dans le pays, celles-ci s'avèrent des moyens positifs et avantageux pour le développement des régions.

Dans le cas ici étudié, les lois mises en place par le gouvernement des Philippines favorisent largement les entreprises, les grands propriétaires terriens et les militaires qui ont été les mieux placés depuis le début du projet pour profiter des retombées économiques. Pour l'instant, suite au retrait du jatropha comme culture stratégique dans

la production d'agrocarburants ainsi qu'au refus des paysans de collaborer avec la coentreprise, le projet tarde à se matérialiser. Le nombre d'agriculteurs participant au projet a diminué de façon constante depuis les dernières années, principalement dû à l'incapacité de convertir une superficie suffisante. Cette diminution du nombre d'agriculteurs dans la région a rapidement été suivie par l'installation de moyens et grands propriétaires, ainsi que par certains membres des unités paramilitaires voyant une possibilité de s'enrichir à travers la vente ou la location de « titres de propriétés » (entrevues avec les agriculteurs de la région). Selon le directeur de l'usine Biogreen, M. Kho, ce n'est qu'une question de temps avant que la région puisse produire la quantité nécessaire de manioc permettant à l'usine de fonctionner à plein régime. Les routes sont complétées à 75% et au moment où celles-ci seront opérationnelles, permettant l'allée et venue de tracteurs et l'acheminement de la machinerie lourde, « il n'y aura rien qui pourra arrêter le projet. »³⁶

³⁶ Entrevue réalisée avec M. Jason Kho, directeur de l'usine de Biogreen à Siaton le 2 décembre 2011.

Chapitre 5 : Appropriation des terres publiques

« This land I'm cultivating is the same as my grandfather used to till. »³⁷

L'introduction de nouvelles espèces pour la production d'agrocultures dans la région et le désir d'une rapide conversion des terres ont engendré une spéculation immédiate sur les terres dans la région. Pourtant, ce territoire est classé public par les autorités et est en outre occupé par les paysans depuis plusieurs générations. Un peu plus de 70% des ménages interviewés ont déclaré avoir obtenu la terre de leurs parents, alors que les autres ont déclaré s'être installés dans la région durant les années 1990, à la fin du conflit opposant le NPA à l'AFP. L'accessibilité à la terre est fondamentale à la subsistance des cultivateurs de la région et constitue pour eux un enjeu primordial. L'arrivée de la coentreprise compromet les habitudes de vie des communautés des hautes-terres. Le système foncier et le mode d'accès à la terre dans la vallée démontrent le manque de contrôle étatique à l'égard des transactions foncières, mais aussi l'absence relative des règles dites du marché. Selon le document de la FAO, le système foncier « est le rapport, défini par la loi ou la coutume, qui existe entre des individus ou des groupes relativement aux terres. (...) C'est une institution, c'est-à-dire un ensemble de règles élaborées par une société pour régir le comportement de ses membres. Ces règles définissent la répartition des droits de propriété sur les terres, les modalités d'attribution des droits d'utilisation, de contrôle et de transfert des terres ainsi que les responsabilités et limitations correspondantes (...)» (FAO, 2003).

Il existe une distinction entre les institutions formelles et les institutions informelles. Les premières sont soutenues par la loi, ce qui exige le respect des règles amendées par l'État, alors que les secondes sont confirmées par un accord commun ou par des relations de pouvoir d'autorité appliquées localement par les communautés (Cousins, 1997 : p.5). Dans son ouvrage, *The Moral Economy of the Peasant*, James Scott désigne le système informel comme l'un dont les valeurs morales sont socialement acceptées et qui

³⁷ Entrevue avec « Nesto » à Dumaguete le 27 novembre 2011.

constitue ainsi une « économie morale » (Scott, 1976). Selon ce système, les membres d'une communauté dépendent de celle-ci afin d'obtenir une sécurité sociale et économique indispensable à leur subsistance. Les terres dans la Vallée de Tamlang sont traditionnellement transigées par un contrat de type « positionner's right »³⁸, respecté par les communautés des hautes-terres, mais non reconnu par les autorités gouvernementales. L'acquisition des terres par la coentreprise a bouleversé les relations foncières dans la région. En premier lieu, les agents de la coentreprise ont tenté de limiter l'accès des superficies pour l'agriculture vivrière. En utilisant à leur avantage le système foncier, ils ont, par la promesse d'achats, réussi à s'accaparer plusieurs hectares de terrain principalement dans les barangays Mantiuil et Tamlang. Conscients des règles entourant le système foncier informel employé par les agriculteurs de la région, les agents ont préalablement offert à ceux-ci 3000 pesos pour chaque hectare de terre arable.

Cette procédure a été utilisée par les plus grands propriétaires fonciers qui, de cette façon, se sont rapprochés de la coentreprise. Plusieurs superficies ont été acquises par les moyens et grands exploitants agricoles, qui ont toutefois demandé aux agriculteurs une preuve de transactions. De manière générale, ces transactions d'achat ou de location sont sanctionnées par les chefs des barangays. Certains des plus grands exploitants ont pu s'approprier d'importantes superficies susceptibles d'être rapidement converties. Plusieurs de ces transactions ont été contestées par les habitants des hautes-terres, qui ont vu dans cette manœuvre d'achat un rapprochement entre moyens et grands exploitants et la coentreprise pour la mise en place d'un système orienté vers la monoculture. Cette situation s'est manifestée principalement sur les terres cultivées par les agriculteurs à proximité de celles convoitées par Biogreen et son associé philippin. Plusieurs agriculteurs ont manifesté la crainte d'être dans l'obligation de se soumettre au projet de production d'agrocarburants, sans quoi ils devraient quitter la terre avec ou sans compensation.

³⁸ Le « positionner's right » est un acte sous forme papier de propriété vendu par un agriculteur qui a défriché et entretenu sa terre, à un autre agriculteur qui souhaite l'acquérir. Le propriétaire doit démontrer qu'il utilise sa terre, sans quoi elle peut être réquisitionnée par un autre agriculteur.

Selon le nouveau directeur du projet, les entrepreneurs louent chaque hectare public à hauteur de 500 pesos par année auprès du gouvernement central³⁹. Les promoteurs ont reçu de la part du gouvernement des Philippines et de ses ministères l'approbation d'utiliser les terres issues du domaine public, invalidant du coup les rapports de propriété qui précédaient l'entente. Plusieurs agriculteurs ont perdu en partie ou en totalité, avec ou sans compensation, l'accès à leur terre de laquelle ils dépendent pour l'essentiel de leur revenu. La perte de l'accessibilité à la terre par les agriculteurs a été engendrée d'une part par la spéculation et d'autre part par la mainmise des agriculteurs bénéficiant de plus de capital pour acheter les terres de la région.

Certains agriculteurs ont voulu profiter des opportunités créées par le projet de production d'agrocarburants en cédant une partie des terres qu'ils cultivent en échange de compensations financières. Après avoir accepté de céder des terres qu'ils détiennent à une certaine distance de leur résidence, quelques agriculteurs se sont ensuite appropriés par kaingin d'autres parcelles dans les hautes-terres en retrait de celles réquisitionnées pour le projet.

« Trois hectares à proximité ont été cédés par des agriculteurs voisins. Suite à un désaccord entre ces deux agriculteurs et Teves, ce dernier a acheté les deux parcelles. Ils ont réussi à planter du jatropha. Lorsque Teves a arrêté de mettre des fonds dans la maintenance, les agriculteurs ont cessé de travailler sur ces terres. »⁴⁰

Certains cas documentés ont fait état d'une obligation par les agriculteurs de céder leurs terres face à la pression créée par différents groupes impliqués dans le projet. Pour ceux dont les terres étaient localisées près des nouvelles routes, plusieurs ont avoué avoir ressenti une pression pour vendre leur terre, surtout lors de la visite de groupes armés. Interviewé pour cette étude, un agriculteur originaire du sitio Kakha, dans le barangay Mantiuil, a vendu une partie de ses terres pour une somme de 2000 pesos. Celui-ci a alors décidé d'aller défricher une terre inoccupée à flanc de montagne pour cultiver

³⁹ Entrevue réalisée avec « Paulo » à sitio Tamlang le 7 décembre 2011.

⁴⁰ Entrevue réalisée avec « Georgy » à Dumaguete le 26 novembre 2011.

l'abaca⁴¹. Toujours selon lui, les 2000 pisos offerts étaient suffisants pour lui et sa famille élargie, qui disposerait de 30 hectares de terrain à travers la vallée. Durant les séances d'information organisées avec les agriculteurs, plusieurs ont admis avoir reçu la visite de Rex Mar, le représentant du Environment and Rural Development Program (EnRD) venu les informer que certaines régions feraient l'objet de plantation de jatropha.

« Face au refus des agriculteurs, le groupe Teves est tout de même venu planter du jatropha et les agriculteurs ont été forcés de se déplacer. Après avoir planté sept hectares, le groupe Teves a fait pression pour planter 200 hectares supplémentaires. Les agriculteurs se sont regroupés pour s'opposer à cette proposition. Nous n'avons pas pu nous opposer à la plantation des sept premiers hectares parce qu'ils étaient armés. Nous avons entamé des discussions avec le maire du barangay et les membres du bureau du Gouverneur et ils ont dit qu'ils ne pouvaient nous aider, parce que c'est un projet du gouvernement sur des terres du gouvernement et qu'ils n'avaient aucun contrôle sur celles-ci. »⁴²

L'ensemble des chefs de ménage ont mentionné être conscients que la terre appartienne à l'État et qu'elle soit désignée comme propriété publique⁴³. Dans ces circonstances, les cultivateurs doutent que le Department of Agrarian Reform (DAR) redistribue les terres dans le cadre de la réforme agraire, surtout que celles-ci sont désormais louées par des entreprises privées. Le document obtenu par l'ancien cadre du projet d'agrocarburants indique pourtant que les zones ont été partitionnées par les

⁴¹ Le DENR, aidé du Department of Trade and Industry (DTI) font la promotion de la culture de l'abaca dans la région de Santa Catalina depuis 2011. L'abaca, également nommé chanvre de Manille, est une fibre extraite de la gaine des feuilles autour du tronc de l'abaca (*Musa textilis*), une espèce proche du bananier originaire des Philippines. En 2010, les Philippines ont produit 57 000 tonnes de fibre d'abaca (FAO, Fibres du futur, en ligne).

⁴² Entrevue réalisée avec « Sisi » à Dumaguete le 6 novembre.

⁴³ Séance d'information et entrevues semi-dirigées réalisées avec un groupe d'agriculteurs provenant des barangays Mantiquil et Tayak à Dumaguete le 22 novembre 2011.

actionnaires⁴⁴ (Annexe 4). Ces terres ont tout de même fait l'objet d'une spéculation foncière, bien qu'elles soient considérées publiques, ce qui devrait supposer l'absence de propriétaires. Selon les données recueillies, ces terres étaient pour la plupart inoccupées lorsque les agriculteurs proches des promoteurs les ont réquisitionnées. Les acheteurs possèdent toutefois les documents « positionner's right », leur octroyant une « titularisation » de la zone spéculée. Ils peuvent par conséquent convertir ces terres à leur discrétion.

Devant ce qu'ils considèrent être une menace à leur souveraineté, les agriculteurs ont malgré tout fait des recommandations pour améliorer leurs conditions d'accessibilité à la terre. Certains souhaitent que les entreprises et le gouvernement autorisent leur présence sur les terres qu'ils occupent. Dans ce cas, ils demandent que des titres leur soient émis, par exemple des titres CBFMA. Selon eux, ce titre leur permettrait de s'insérer dans le projet tout en reboisant le territoire. D'autres agriculteurs demandent un soutien financier qui leur permettrait de s'engager dans le marché des agrocarburants.

Au début des années 1990, suite au conflit opposant le NPA aux forces gouvernementales, plusieurs terres abandonnées par les habitants ont été attribuées par le DENR à des membres de la CAFGU⁴⁵. Ces terres ont été concédées en vertu des réglementations des CBFMA. Récemment, plusieurs membres de la CAFGU ont vendu ou ont loué leurs terres à des individus qui souhaitaient collaborer avec les promoteurs du projet. À Mantiqil, autrefois considéré comme un « no man's land »⁴⁶, plusieurs hectares qui font partie du territoire couvert par le CBFMA ont été convertis à la culture du jatropha ou du manioc. Une visite sur une partie des terres devant faire l'objet d'un reboisement a permis de constater que le couvert forestier n'a pas augmenté, en dépit des allégations des membres du CBFMA.⁴⁷

⁴⁴ Norgen Kabristante a insisté pour que j'accepte les documents indiquant la partition du territoire dans la région qui englobe les barangays de Talalak et Tamlang.

⁴⁵ Cette allégation a été rapportée à maintes reprises par les habitants de la région de Mantiqil et non infirmée par le Directeur régional du DENR. Entrevue réalisée dans les locaux du DENR à Dumaguete le 21 novembre 2011.

⁴⁶ Suite aux bombardements par l'AFP, plusieurs des habitants de la région ont fui la région pour s'établir plus haut dans la vallée. Pendant plusieurs années, ce territoire a été sous le contrôle des paramilitaires et contesté par le NPA.

⁴⁷ Les espèces d'arbres replantés par le CBFMA sont l'acajou, le *Jamelina* et l'*Acasia magnus*, trois espèces non endémiques à la région. Selon les membres interrogés, le DENR n'a pas identifié les zones devant faire l'objet d'un reboisement, mais a toutefois déclaré le barangay et ses environs comme étant une zone de

« What choice do we have, we need livelihoods. We stop receiving funds by the government for the replanting project. We planted tuba-tuba⁴⁸ where the trees were before. But people started neglecting the fields, so it (the plants) just died. »⁴⁹

« The plantation of cassava⁵⁰ and tuba-tuba spread very fast in the region. All the people planted because they were promised thousands of pisos. Of course there were trees cut down. A lot of people were clearing forest to plant cassava and tuba-tuba. There are trees only found in Negros Oriental, like the *Nigorum oriensis*. We have also birds that you can only find in Negros Oriental like *Stachyris nigrorum* (Negros Striped Babbler), and the *Spilornis cheela* (Crested Serpent Eagle). »⁵¹

Plus de 150 hectares de jatropha sont cultivés en périphérie du barangay sur des terrains ayant une faible pente. Suite à mes questions, plusieurs membres de la CAFGU se sont empressés d'indiquer les endroits qu'ils avaient reboisés afin de se soustraire aux exigences du CBFMA. Ils ont fortement insisté qu'aucune de ces superficies n'avait été convertie en plantations de jatropha, contredisant la plupart des agriculteurs rencontrés. Selon ces derniers, bien que les superficies consacrées au jatropha dans la région soient piètrement entretenues, les plantes sont toujours visibles, ce qui démontre que ces

reforestation. Selon les membres du CBFMA, le choix des zones pour le reboisement a fait l'objet d'une attention particulière pour ne pas entrer en conflit avec les paysans pratiquant l'agriculture sur brulis (kaigin) dans la région. Trois individus, qui ne faisaient pas l'objet d'une entrevue, nous ont rejoint lors de la visite à la pépinière. Ces derniers faisaient partie de la Citizen Armed Force Geographical Unit (CAFGU), attachée au 79e bataillon de Mantiquil. Ils questionnaient ma présence sur les lieux et ont fortement insisté sur la légitimité du CBFMA. Selon eux, l'absence de plantations dans la région est due à la pratique d'agriculture sur brulis (kaigin). Le pasteur et trésorier du CBFMA a corroboré les faits et a ajouté que cette pratique nuisait à la stabilité écologique de la région. Lors de nos entretiens avec les agriculteurs, plusieurs ont avancé que les zones préalablement identifiées par le CBFMA avaient été utilisées pour la culture du jatropha pendant plusieurs années, mais puisque le jatropha ne fait désormais plus partie des cultures stratégiques, les zones risquent alors d'être converties pour la culture du manioc et de la canne à sucre.

⁴⁸ Jatropha

⁴⁹ Entrevue avec Richard, pasteur du barangay Mantiquil et trésorier du CBFMA Mepai, Mantiquil. Entrevue réalisée à Mantiquil le 7 décembre 2011.

⁵⁰ Manioc

⁵¹ Entrevue avec « Rene » réalisée à Liptong le 10 décembre 2011.

membres sont encore intéressés par le déroulement du projet d'agrocarburants et non par les objectifs de reboisement. Quelques hectares de manioc sont toujours cultivés dans la région et appartiennent, pour la plupart, à des propriétaires proches du promoteur philippin. Suite à ce constat, il semble possible que la spéculation ait entraîné une multiplication des conflits entre d'un côté les agriculteurs sans-titres, appuyés par les associations paysannes et de l'autre les propriétaires fonciers qui désirent tirer avantage de la possibilité de ce vaste projet de production d'agrocarburants.

Les particularités des cultures

Le choix des cultures pour la production d'agrocarburants a une influence sur les groupes qui peuvent s'insérer dans la chaîne de production. Puisque les cultures généralement associées à ce type de production nécessitent une économie d'échelle, comme c'est le cas pour les grands producteurs d'éthanol, ce sont les agriculteurs détenant de plus grandes superficies qui sont avantagés. Le choix du manioc comme culture stratégique par le gouvernement des Philippines émane de la volonté d'augmenter les chances pour les petits exploitants d'entrer dans la chaîne de production d'agrocarburants⁵². Aux Philippines, le manioc est principalement cultivé par les petits exploitants agricoles et constitue une culture importante pour leur sécurité alimentaire⁵³ (DA, 2010 ; DOE, 2011). Sur l'île de Negros, et principalement dans les hautes-terres, les agriculteurs cultivent le manioc sur les pentes moyennes afin de conserver les espaces les plus productifs pour la culture du riz ou du maïs⁵⁴.

Le manioc a été sélectionné en raison de son haut taux d'amidon, qui se chiffre entre 70 et 85%, ainsi que pour son rendement à l'hectare. Une tonne de manioc équivaut à 250 kilos d'amidon qui, une fois convertie, confère un ratio d'un litre d'éthanol par kilo d'amidon. Par contre, le manioc est une culture hautement périssable et doit être

⁵² Entrevue avec Mario Marasigan, Directeur du DOE, réalisée à Manille le 13 octobre 2011.

⁵³ Le manioc est la troisième source de calories dans les régions tropicales, après le riz et le maïs. De plus, c'est un aliment de base pour plus de 600 millions de personnes (FAO, 2002). L'amidon de manioc est utilisé comme matière première dans de nombreuses industries, notamment celles des pâtes et papiers et des textiles. La technologie de production d'éthanol à partir d'amidon est connue et développée à l'échelle mondiale.

⁵⁴ Le manioc est cultivé sur 2750 hectares dans la province de Negros Oriental et la production est de 10 048 tonnes par an. Les rendements sont estimés entre 3,6 et 8,8 tonnes par hectare, ce qui est inférieur à la moyenne nationale (Ranola, 2009).

traité dans les premières 24 heures sans quoi son rendement est affecté. Cet arbuste a la particularité d'être cultivé à tout moment de l'année, même pendant la saison sèche. La période de récolte survient généralement neuf à dix mois après la plantation.

Le *jatropha curcas* est une plante pérenne succulente⁵⁵ dont les vertus sont vantées, entre autres, par la FAO. Selon les études, cette plante pousse relativement bien dans les zones arides, sur les sols dégradés qui sont marginalement adaptés à l'agriculture. Les racines de l'arbuste pénètrent profondément dans le sol pour y chercher l'eau. Quant aux racines superficielles, elles contribuent à lier le sol et à réduire l'érosion (FAO, 2010). Selon certaines études, cette plante est résistante à la sécheresse et a besoin de peu d'entretien pour pousser. De plus, le tourteau du jatropha pourrait, après avoir subi un processus de désintoxication, servir d'engrais et d'aliment pour animaux. Contrairement aux autres agrocultures, tels que le maïs et le manioc, le jatropha n'est pas utilisé pour l'alimentation et peut être cultivé sur des terres marginales (FAO, 2010). C'est surtout pour son potentiel énergétique que cette plante est introduite dans les régions « marginalisées », notamment en Inde et en Afrique.

« I was invited to plant tuba-tuba, but I changed my mind. I knew that tuba-tuba would not grow in area like Mantiquil. I wonder why they planted jatropha in the mountains. The tuba-tuba needs to be on shore lines, like closest to the sea, where there's sea breeze. Without any fertilising being done, much of the leaves of the trees fell down. Only half the stock remained after one year. They put so much money into the project. »⁵⁶

Selon les agriculteurs de la région, 1700 arbres de jatropha peuvent être plantés sur un hectare⁵⁷. Les promoteurs ont avancé que chaque arbre donne en moyenne cinq kilos

⁵⁵ Les plantes pérennes succulentes sont capables d'accumuler et de stocker l'eau (qui peut être consommée pendant les périodes de sécheresse); ceci est dû à la prolifération du tissu parenchymateux des tiges et des feuilles et aux faibles taux de transpiration qui les caractérisent (FAO, 1992).

⁵⁶ Entrevue avec « Romero » réalisée à Liptong le 12 décembre 2011.

⁵⁷ Selon les études entreprises, le jatropha peut être planté sur des densités allant de 1 100 à 2 500 plants par hectare. Le rendement en graines par arbre est susceptible d'augmenter avec un espacement plus large, ce qui entraîne une baisse de rendement par hectare (FAO, 2010).

de graines par an qui, une fois convertis, donnent un litre de biodiesel. Bien que ces arbustes soient considérés à croissance rapide, ils ne produisent des fruits que quelques années après leur plantation. L'enthousiasme des agriculteurs s'est vite estompé lorsqu'ils ont découvert, pendant la première année de culture, que ces arbustes asséchaient le sol et qu'ils avaient besoin de plus d'eau et de fertilisants que les promoteurs ne l'avaient laissé entendre. Le sol à Negros Oriental est argileux et la température dans la vallée est caractérisée par des journées chaudes et des nuits froides. Ces deux éléments ne permettent pas au jatropha de pousser adéquatement dans la région.

Après deux années de culture du jatropha, l'essentiel des superficies a été laissé à l'abandon. Les études de la FAO et autres organismes identifient généralement l'altitude maximum pour ces cultures à 500 mètres. Or, certaines zones converties à la culture du jatropha sont situées à la limite de ces 500 mètres. Par exemple, une part importante des plantations de jatropha a été déployée sur le plateau du barangay Tamlang, situé à une élévation moyenne de 500 mètres. De l'avis des agriculteurs, les pousses de jatropha ont été desséchées par le soleil et certaines ont été incendiées par des agriculteurs pratiquant le kaingin. Dans certains cas, ces zones ont fait place à des cultures nourricières, mais dans la plupart des cas, elles ont été louées par des propriétaires fonciers proches du clan du promoteur philippin.

Lors de cette enquête de terrain, il a été possible de confirmer avec les agriculteurs du barangay Mantiuil que certaines des terres sont toujours entretenues par des membres influents du village. Ces sources ont mentionné que les superficies consacrées à la culture du jatropha s'étaient intensifiées depuis les quatre derniers mois, en dépit de l'abandon du soutien financier de l'État lié à celle-ci. De l'aveu d'un des propriétaires fonciers de la région, le plan intègre désormais sur les terres réquisitionnées la culture de la canne à sucre comme culture d'appoint. Sur le terrain, il a été possible de confirmer ces allégations. Plusieurs superficies auparavant consacrées à la culture du jatropha et du manioc ont fait place à des plantations de canne à sucre. Aussi, le groupe Teves prône désormais la construction d'une usine de cogénération d'éthanol dans ce barangay.

« Of course there is a competition between the three crops. Sometimes sugar prices goes up, sometimes it goes down. This is the same for jatropa and cassava, so we can choose which one we want to plant. Our family decided to grow sugarcane, because my father grows the canes. »⁵⁸

Le choix des cultures par les autorités et la coentreprise n'a pas permis aux petits exploitants de s'insérer dans la chaîne de production, comme le gouvernement l'avait prévu au départ. À travers la vallée, peu d'agriculteurs ont pu se soustraire aux objectifs de production mis de l'avant par les promoteurs. Mais ces objectifs ont favorisé les plus grands producteurs pouvant produire de plus grandes récoltes. Les modalités de l'accord ont facilité la mainmise des élites locales sur les superficies les plus productives, au détriment de la vaste majorité des habitants de la région. L'abandon progressif des fonds consacrés à la maintenance des plantations de jatropa encourage dorénavant les promoteurs à se consacrer à la culture de la canne à sucre en ayant toujours comme objectif à moyen terme la production d'éthanol.

« We are one of the stakeholders, out of more than 100, of the sugarcane project. Mr. Teves asked us to grow sugarcane because we are teacher and we are respected in the region. Last year we received seedlings and we planted more than ten hectares of our land with it. If we plant sugarcane, maybe people will follow us and the project will succeed. »⁵⁹

⁵⁸ « Juanita », épouse de « Pablo », au sujet de la culture de la canne à sucre pour la production d'éthanol dans la région. Entrevue réalisée à sitio Tamlang le 6 décembre 2011.

⁵⁹ Entrevue avec « Pablo » réalisée à sitio Tamlang le 6 décembre 2011.

Tableau 3 : Rendement énergétique de quelques cultures

Produit agricole	Estimation	Agrocarburant obtenu	Rendement agr. (tonnes/ha)	Productivité	
				Produit Litres/tonne	Agrocarburant (litres/hectare)
Betterave	m ¹	Éthanol	46	110	5 060
Canne à sucre	M	Éthanol	65	70	4 550
Manioc	M	Éthanol	12	180	2 070
Maïs	M	Éthanol	4,9	400	1 960
Riz	m	Éthanol	4,2	430	1 806
Blé	m	Éthanol	2,8	340	952
Sorgho	m	Éthanol	1,3	380	494
Jatropha²	m/p³	Biodiesel	8,5⁴ à 13⁵	350⁶	1 700⁶

Manioc	Brésil	Éthanol	13,6	13,7	1 863
Manioc	Nigéria	Éthanol	10,8	137	1 480
Canne à sucre	Brésil	Éthanol	73,5	74,5	5 476
Huile palmiste	Indonésie	Biodiesel	18,8	230	4 092
Soja	États-Unis	Biodiesel	2,7	205	491

Source : FAO 2008 (2) ; Rajagopal et al, 2007 ; UNCTAD.

¹ Estimations basées sur le rendement moyen mondial.

² Aucune étude ne démontre la viabilité du jatropha comme culture pour la production de biodiesel. Il existe des études sur cette culture en Inde, en Chine et dans certains pays africains, mais celles-ci sont préparées par des entreprises privées et tendent à être biaisées.

³ Estimations basées sur les données mondiales disponibles et sur celles récoltées aux Philippines lors de ce travail de terrain.

⁴ Selon les estimations du partenariat local.

⁵ Selon le document préparé pour la UNCTAD et selon les estimations faites pour le Ghana.

⁶ Selon les données récoltées par le présent travail de terrain.

Impacts sur le revenu dans la Vallée de Tamlang

« We have 28 permanent workers, every day. But outside, including helpers, we have about 45. This is just here in the plant, but in Bayawan we have about 700 persons per day for weeding, planting and harvesting. »⁶⁰

L'argument avancé par le lobby afin de convaincre la population repose sur la demande grandissante de cultures pouvant alimenter la filière énergétique. Avec ce projet, une importante partie de la population des hautes-terres a eu l'occasion de diversifier ses revenus, surtout que la coentreprise a insisté sur les avantages économiques d'une telle alliance. Afin de permettre aux agriculteurs de s'insérer dans le processus de production, un plan financier a été mis en place par le groupe Teves, plus familier avec l'agriculture aux Philippines :

1. 160 pesos par jour de travail ;
2. Promesse d'acheter chaque kilo de jatropha récolté à cinq pesos et chaque kilo de manioc à deux pesos ;
3. Le consortium a financé l'achat de semis, ce montant devant toutefois être déduit du total une fois la récolte et la vente complétées par les agriculteurs ;
4. Pour chaque hectare de jatropha : 3000 pesos par année.

Ce plan a été présenté aux agriculteurs de la vallée afin d'influencer leur décision. Par contre, le salaire a été revu à la baisse quelques mois à peine après le début du projet, passant d'une promesse de 160 pesos par jour à 120 pesos pour chaque tâche complétée, peu importe le nombre de jours nécessaires pour effectuer le travail. Ce type de travail est basé sur un système de rémunération établi aux Philippines, le « Pakyaw system »⁶¹. Dans ce cas-ci, le salaire a été divisé par le nombre d'agriculteurs travaillant dans les

⁶⁰ Jason Kho, Directeur de Biogreen, entrevue réalisée à Siaton le 1er décembre 2011.

⁶¹ Le système Pakyaw réfère à un système d'embauche d'un groupe de travail pour l'exécution d'une tâche spécifique et/ou d'un service lié à la mise en œuvre d'un projet d'infrastructure dont les outils et matériaux sont fournis par l'agence d'exécution. Pour un travail spécifique et/ou un service, un paiement forfaitaire est émis au chef du groupe ou partagé entre les travailleurs pakyaw. (Traduction libre, tiré du site Internet du Government Procurement Policy Board (GPPB)).

champs. De manière générale, trois à cinq agriculteurs se partageaient le montant de 120 pisos pour des tâches nécessitant entre deux et cinq jours chacune. Contrairement aux promesses, ces emplois ont été d'une durée maximale de deux semaines sur une base bimestrielle et consistaient principalement à l'entretien des terres, soit le désherbage ainsi que l'épandage de fertilisants. Après calcul, la somme que recevait les agriculteurs par rapport au travail demandé ne leur convenait plus.

Par ailleurs, Biogreen s'est engagé à payer deux pisos pour chaque kilo de manioc cultivé. Le prix de vente accordé par l'entreprise n'a pas incité les agriculteurs à poursuivre leurs relations avec l'entreprise, forçant plusieurs à ne pas honorer le contrat avec celle-ci. Une raison évoquée par les agriculteurs est la possibilité pour eux d'obtenir le montant de six pisos par kilo de la part d'une usine de transformation à Bais, située à plus de 100 kilomètres de Siaton. Cette distance importante a limité le pouvoir de négociation que les agriculteurs pouvaient avoir face à Biogreen. De son côté, le groupe Teves s'était engagé à verser cinq pisos pour chaque kilo de graines de jatropha. Par contre, les récoltes n'ont pas été aussi concluantes que ne l'avait espéré le groupe. Dû aux mauvaises conditions de récolte, chaque arbre n'a fourni que le quart des graines prévues par le groupe Teves, qui a revu à la baisse son prix offert par kilo. Le profit obtenu par la vente des récoltes a été grandement affecté par l'obligation de déduire de ce montant le prix des semis vendus au préalable par la coentreprise. Indépendamment du type de cultures, les conséquences ont été les mêmes, soit une perte de revenus pour les agriculteurs échelonnée sur plusieurs années (variant de deux à quatre ans). Les petits agriculteurs engagés dans la culture du jatropha ont dû vivre sans salaire pendant les années sans récolte. Pour leur part, une majorité des agriculteurs engagés dans la culture du manioc ont décidé de donner les récoltes au bétail ou de ne simplement pas récolter.

« We had six hectares on which we use to grow for Biogreen and Teves. We are not content with the management of the company. The company did not keep their promises of funding, so the shareholders like us decided to leave the plant die. »⁶²

⁶² Entrevue avec « Jerry » réalisée à Siaton le 21 novembre 2011.

Les agriculteurs ont mis le feu aux superficies consacrées au jatropha puisqu'ils ne recevaient plus de fonds pour leur entretien. Ces agriculteurs pratiquent le kaingin et ils ont replanté des bananiers et des cocotiers sur les superficies. Les agriculteurs des barangays Tamlang et Talalak ont reçu la proposition de cultiver de la canne à sucre (tubo) afin de remplacer le jatropha. Selon Rex Mar, le responsable du EnRD, la variété sélectionnée prendrait six mois pour pousser et il y aurait récolte dès la première année, contrairement au jatropha. Par contre, cette variété de canne à sucre serait non comestible et de surcroît un poison pour les animaux⁶³. Les agriculteurs soupçonnent donc que cette variété est introduite pour la production d'éthanol, ce qui a été confirmé avec les « moyens propriétaires ». Ces derniers souhaitent que cette espèce puisse être cultivée dans la Vallée de Tamlang pour s'assurer d'un revenu régulier⁶⁴. Depuis mai 2011, ces mêmes promoteurs louent une terre « privée » dans le sitio Sinamohe, barangay Tamlang et cultivent cette variété de canne à sucre. Les promoteurs ont largement insisté sur le fait que si le projet s'avérait un succès, plusieurs investissements seraient créés dans la région, notamment la construction de routes et des promesses d'emplois.

Suite à ces constatations, il est possible d'avancer que les contrats n'ont pas avantage les agriculteurs. Ces derniers ont refusé de collaborer et d'entretenir les plantations. Ainsi, les promoteurs, en particulier le groupe Teves, ont fait appel à des travailleurs venant de l'extérieur de la région. Plusieurs communautés ont affirmé que ces « agriculteurs errants » étaient armés. Ces allégations étaient nombreuses et répétées lors du séjour de recherche. À cela s'ajoute le fait que ce sont surtout les petits agriculteurs et les petits propriétaires fonciers qui ont écopé de l'abandon de subventions accordées à la culture du jatropha. L'entreprise a bénéficié de montants importants pour faire la promotion de cette culture et a pu en tirer profit en vendant les graines et semis nécessaires à son introduction dans la région. Dans certains cas, en plus de rendre plusieurs communautés vulnérables aux aléas du marché, ces cultures ont ajouté une pression supplémentaire sur leur sécurité alimentaire.

⁶³ Propos amenés par la famille de « Pablo » lors de l'entrevue réalisée à Tamlang le 6 décembre 2011.

⁶⁴ Les « moyens propriétaires » ne disposent pas de titres officiels, mais possèdent des titres de type « positioner's right » sur de nombreuses superficies agricoles.

Impacts sur la sécurité alimentaire dans la région

« The problem is too much for the rich and not [enough] for us. All we need is a subsidy to buy food and manure. »⁶⁵

Le projet de développement régional a eu des impacts significatifs sur la disponibilité des terres agricoles pour la culture de subsistance. Le riz et le maïs sont largement cultivés dans les basses-terres de Negros Oriental, mais la province n'est autosuffisante qu'à hauteur de 67% et 82% respectivement (Negros Oriental Development Plan, 2009 : p.16). Dans les hautes-terres, la période de pénurie alimentaire, de juillet à septembre, force la plupart des habitants à trouver du travail dans les villes environnantes, soit à Dumaguete ou à Santa Catalina. Une pratique répandue est d'envoyer les femmes travailler dans les zones urbaines comme aides-ménagères. De leur côté, les hommes cherchent du travail dans les chantiers de construction de la région ou vendent leur travail comme charpentiers à Dumaguete et à Siaton. Une brève hausse de l'emploi a été créée pendant la construction des infrastructures routières. Maintenant que la route est pratiquement complétée, peu d'emplois sont désormais alloués aux habitants de la région. Les fonds nécessaires liés à l'achèvement des routes et à leur entretien tardent à se matérialiser, malgré les promesses du nouveau gouverneur de l'État. Par conséquent, il y a pénurie d'emplois, ce qui force les habitants à vendre leur travail dans les nombreux champs de canne à sucre à travers l'île de Negros, principalement dans la province de Negros Occidental⁶⁶. Les intervenants du projet ont mentionné que des emplois seraient disponibles pendant la période qui précède celle de la récolte de la canne à sucre, qui dure généralement de novembre jusqu'à la fin du mois de mars. Tel que mentionné, les salaires recueillis pour avoir participé au projet de jatropha ou de manioc ne suffisent pas pour acheter les provisions nécessaires et ainsi, subsister durant la période de pénurie.

Auparavant, la grande majorité des agriculteurs cultivaient du maïs, du manioc ainsi que plusieurs variétés de fruits et légumes afin d'obtenir des revenus supplémentaires

⁶⁵ Entrevue avec « Nesto » réalisée à Santa Catalina le 6 novembre 2011.

⁶⁶ La province de Negros Occidental possède les deux tiers de la superficie et de l'emploi consacrés à la culture de la canne à sucre des Philippines (De Koninck, 2012 : p.131).

pour subvenir à leurs besoins. Désormais, la perte du couvert agricole causée par l'intensification de la monoculture a des impacts considérables sur la souveraineté alimentaire de la région. En ce qui concerne les agriculteurs qui ont consacré la totalité de leurs terres à la monoculture, ceux-ci n'ont plus de nourriture, ni revenu ou emploi, en plus d'avoir encouru d'importantes dettes pour se consacrer au projet. Plusieurs agriculteurs sont descendus des hautes-terres afin de tenir une rencontre avec les membres du gouvernement provincial à Dumaguete. Cette rencontre portait essentiellement sur leurs craintes concernant la prochaine période de pénurie alimentaire. Plusieurs militants de la région ont demandé l'intervention du Gouverneur pour que cessent les plantations de jatropha dans le Sud-est de l'île de Negros. Selon eux, les multiples projets de développement dans la région transgressent le droit des agriculteurs d'utiliser leurs terres pour les cultures de subsistance. Ils ont aussi dénoncé l'appui financier accordé aux entreprises par le gouvernement, alors que la majorité des agriculteurs peinent à subvenir à leurs besoins.

Culture industrielle

« The goal is industrial farming, since there are no land owners. They are illegal farmers. We cannot do contract farming anymore because they don't own the land and we cannot control the farmers. »⁶⁷

Lorsqu'elle s'est établie dans la région en 2008, la compagnie, consciente de la réalité du milieu, a tenté d'offrir des contrats agricoles aux agriculteurs. Les termes des contrats ont été divulgués par certains agriculteurs des barangays Tamlang et Mantiquil. Selon les « codes de conduites » lors d'un accord foncier, les organismes suggèrent que les contrats agricoles doivent être privilégiés puisqu'ils « permettent aux petits exploitants de conserver le contrôle de leurs terres, tout en fournissant les récoltes à l'investisseur » (IPFRI, 2009 : p.3). Les contrats agricoles sont réglementés par un accord entre un agriculteur et un acheteur, dans ce cas-ci la coentreprise. Ce contrat établit les

⁶⁷Entrevue avec M. Kho, directeur de Biogreen, réalisée à Siaton le 1er décembre 2011.

conditions relatives à la production et à la commercialisation de produits agricoles et est généralement fixé par les acheteurs (FAO, 2002). Dans un contrat agricole, l'agriculteur accepte de fournir un produit agricole donné qui doit répondre aux normes de qualité établies par l'acheteur et qui doit être livré à une date fixée par l'acheteur. En contrepartie, l'acheteur s'engage à acheter le produit et dans certains cas, à soutenir la production (...)» (*ibid*).

Seulement, les contrats agricoles proposés par la coentreprise ne comportaient aucune clause concernant un programme de soutien aux agriculteurs. La compagnie ne s'est pas engagée à soutenir la production, ni à améliorer les infrastructures nécessaires à une production adéquate. Les agriculteurs ont tous mentionné qu'ils devaient prendre la responsabilité de déboursier les fonds pour l'entretien (désherbage, fertilisant). En fait, le contrat stipulait que les agriculteurs devaient accepter une dette de production chiffrée à 15 000 pisos ; soit 5000 pisos pour les graines et semis, 5000 pisos pour les fertilisants et 5000 pisos pour l'entretien⁶⁸. En ce qui concerne l'amélioration des infrastructures, tel que mentionné plus haut, plusieurs programmes gouvernementaux d'infrastructures ont été abolis au cours des dernières années, faute de fonds d'investissements ou de financements étrangers. De plus, le contrat stipulait que les 15 premières tonnes récoltées par les agriculteurs seraient au bénéfice de la compagnie, alors que toute récolte supplémentaire serait au profit de l'agriculteur.

« We have a sharing contract, they promise us 30% but there were no harvest. »⁶⁹

Aux Philippines, le rendement moyen pour la culture du manioc n'est que de 10,64 tonnes par hectare par année (Bureau of Agricultural Statistics, BAS, 2011). Cela est attribué au fait que le manioc est traditionnellement cultivé pour des raisons de subsistance et que peu de fertilisants sont utilisés pour améliorer les rendements. Selon quelques agriculteurs interviewés, les conditions du sol dans la Vallée de Tamlang

⁶⁸ Entrevue avec un groupe d'agriculteurs du barangay Talalak réalisée le 12 novembre 2011.

⁶⁹ Norgen Kabristante, ancien cadre pour Biogreen, entrevue réalisée à Tamlang le 4 décembre 2011.

permettent au maximum 20 tonnes à l'hectare et ce dans des conditions optimales, c'est-à-dire avec les fertilisants chimiques que peu d'agriculteurs peuvent se procurer.

Au cours des trois dernières années, le nombre d'agriculteurs travaillant dans les champs consacrés à la culture du manioc a diminué de façon considérable. Plusieurs travailleurs ont mentionné la difficulté d'acheminer les récoltes à l'usine de Siaton dans les délais prescrits. Le piètre état des routes rend le transport des récoltes quasi impossible. Les agriculteurs peuvent toutefois embaucher des conducteurs de motocyclette (habal-habal) afin de vendre leur récolte à Biogreen. Ces chauffeurs exigent un montant pouvant aller jusqu'à 500 pisos pour chaque voyage. Les agriculteurs rencontrés ont mentionné qu'ils pouvaient transporter jusqu'à 250 kilos lors d'une livraison. Le coût de transport annule le prix de vente et par conséquent, plusieurs cultivateurs ont arrêté de transiger avec Biogreen.

Les problèmes d'approvisionnement à l'usine de Biogreen ont forcé celle-ci à ne plus reposer uniquement sur l'achat de récoltes des paysans pour faire fonctionner l'usine. Selon M. Kho, les contrats entre l'entreprise et les agriculteurs ont été un échec qui s'est traduit par une perte de 1,5M\$. D'un côté, les promoteurs du projet affirment que les agriculteurs ne possèdent plus les droits légaux pour négocier des contrats et qu'ils ne sont pas dignes de confiance. De l'autre côté, les agriculteurs affirment qu'ils ont brisé les contrats essentiellement parce que bien qu'ils se regroupaient, ils n'avaient pas les capacités de produire le tonnage à l'hectare exigé par la compagnie.

Lorsque la compagnie a réalisé que les limites imposées par le système foncier local l'empêchait de jouir du contrat octroyé par le gouvernement, elle a cessé de transiger avec les agriculteurs. Elle a d'abord renié le système foncier pour ensuite demander l'intervention de l'État dans le dossier. Suite aux bris de contrat, l'entreprise a entamé des démarches légales pour faire valoir ses droits acquis sur le terrain, aux dépens des agriculteurs. L'entreprise s'est principalement appuyée sur le fait que la présence d'agriculteurs était illégale et que ceux-ci n'avaient plus d'autres choix que de se plier aux exigences sans quoi ils devaient quitter le territoire. En agissant ainsi, la compagnie s'est affranchie d'un système foncier qui ne répond pas à ses intérêts pour favoriser l'introduction de règles strictes du marché à l'avantage de ceux qui disposent du capital.

L'accord foncier et l'application d'un modèle industriel de production ont permis à la coentreprise de briser en partie les relations foncières existantes. Certains ont tenté de tirer avantage du système officieux de transferts des terres afin de s'en approprier le plus possible. Les accaparements de terres varient selon l'opposition et la mobilisation de certains barangays. La coentreprise s'est assurée d'obtenir des superficies agricoles auprès de certains paysans en leur offrant des compensations financières. Le prix proposé par la compagnie ou par les « moyens propriétaires » diffère dans chaque situation, selon l'emplacement des superficies agricoles et le pouvoir de négociation de chaque agriculteur. Compte tenu de leur condition financière, cette somme représente pour les habitants des hautes-terres une occasion d'augmenter leur revenu et de tirer profit d'une situation sur laquelle ils n'ont aucun contrôle.

Chapitre 6 : Violence et contrôle des ressources

« The source of this conflict is rooted in the land. »⁷⁰

« The project do not benefit the interests of the people. Through collective struggle, the fight resists the implementation of the project. »⁷¹

L'accumulation par dépossession et l'exclusion des populations sont fondées sur une utilisation manifeste de la force (Dunn, 2007 : p.1). Celle-ci devient nécessaire afin de parvenir à la privatisation des terres, mais aussi à la marchandisation de la force de travail et à la suppression des formes autochtones de production (Harvey, 2007 : p35). Outre les règles du marché, alimentées par les politiques nationales qui soutiennent les accaparements des terres et des ressources naturelles, la force, sous la forme de violence et d'intimidation, devient nécessaire à l'accaparement des terres et des ressources par les différents intervenants répartis sur le territoire.

Aux Philippines, les conflits sur l'accessibilité à la terre font partie intégrante de la réalité des habitants en régions rurales et la violence rattachée au contrôle des ressources est courante dans l'archipel. L'utilisation de la violence est un moyen employé par les élites pour conserver leurs droits acquis sur la terre (Borras and Ross, 2007). Elle représente aussi une méthode utilisée par différents groupes, incluant la Nouvelle armée du peuple (NPA) et les autres groupes paramilitaires affiliés aux Forces armées des Philippines (AFP), pour contrôler un territoire. D'une part, l'AFP s'est imposée comme force de l'ordre en utilisant régulièrement ses groupes pour commettre des actes en toute impunité, mais aussi en tant que créancier pour le développement de la région. D'autre part, le NPA a fait part de son opposition en ce qui concerne l'accord foncier octroyé à la coentreprise et a tenté de s'immiscer dans le projet au moyen d'agressions armées.

⁷⁰ « Tribong », citant Willy Marbela à propos des conflits sur l'île de Negros. Entrevue réalisée à Dumaguete le 30 octobre 2011.

⁷¹ Entrevue réalisée avec « Josse », membre du KMP Negros Oriental à Dumaguete le 12 novembre 2011.

La Vallée de Tamlang a été une région visée par la politique du Oplan Bantay Laya⁷². Le but officiel de cette politique était d'éradiquer tout mouvement insurrectionnel dans le pays. Selon différentes sources, ce conflit aurait fait entre 100 et 800 victimes à travers les Philippines (Alston, 2008). Philip Alston, envoyé spécial lors d'une mission sur les droits humains, indique dans son rapport de 2007 que :

« Beaucoup dans le gouvernement ont conclu que de nombreuses organisations de la société civile sont des « façades » pour le Parti Communiste Philippin (CPP) et de son groupe armé, le NPA. Une réponse a été la mise en place d'opérations anti-insurrectionnelles qui aboutissent à l'exécution extrajudiciaire de militants de gauche. Dans certaines régions, les dirigeants des organisations de gauche sont systématiquement pourchassés, torturés et interrogés. Dans plusieurs cas, ils sont tués suite à des campagnes de dénigrement individuel pour instiller la peur dans les communautés. Les priorités du système de justice pénale ont également été déformées et l'accent a été mis sur la poursuite des dirigeants de la société civile plutôt que sur leurs assassins. »⁷³

Le rapport du rapporteur spécial attribue une part importante de responsabilité à l'armée, qui « est plongée dans un état de déni concernant les nombreuses exécutions extrajudiciaires dans lesquelles ses soldats sont impliqués. » (Alston, 2008 : p.2). Cette politique de « guerre ouverte » n'a pas amené le succès escompté, des affrontements entre plusieurs factions continuant d'être recensés à ce jour.

Avec le « Executive Order 493 », l'ex-présidente Arroyo a créé une agence de coordination, le Inter-Agency Legal Action Group (IALAG), composée de groupes issus de tous les paliers gouvernementaux dont, entre autres les Forces armées des Philippines (AFP), le Philippines National Police (PNP) et le National Bureau of Investigation (NBI)⁷⁴ (Alston, 2008 : p.18). Cette agence a décrété légitime l'utilisation de la force dans les

⁷² Le Oplan Bantay Laya a été la politique de contre-insurrection de l'ancien gouvernement de Gloria Macapagal-Arroyo de 2006 à 2010.

⁷³ Traduction libre du sommaire de Philip Alston, 2008 : p.2.

⁷⁴ Selon les documents apportés par KARAPATAN et IBON, il faut inclure dans cette liste le Department of Justice (DOJ), le National Intelligence Coordinating Agency (NICA), le Bureau of Immigration and Deportation (BID) et le Department of Foreign Affairs (DFA).

régions aux prises avec des problèmes insurrectionnels. Malgré son démantèlement sous les ordres du nouveau président, les groupes y étant associés continuent d'agir en toute impunité à travers les Philippines. La présence de groupes paramilitaires est tolérée, voire permise, autant par le gouvernement que par les forces nationales tels que l'AFP et le PNP. Selon plusieurs sources, la présence des CAFGU sur l'île de Negros Oriental est estimée à environ 1500 paramilitaires répartis dans 46 détachements⁷⁵. Selon le commandant de la brigade Revolutionary Proletarian Army - Alex Boncayo Brigade (RPA-ABB), celle-ci dispose d'un contingent estimé à 500 hommes se déplaçant à travers l'île, dont plus d'une centaine dans la Vallée de Tamlang (Bulatlat, 24-05-2012).

Dans un article publié à la fin de l'année 2008, Dom Pantaleon, porte-parole de la Mt Talinis Command, une escouade du NPA, a annoncé la direction que prendrait le groupe pour s'opposer à l'accord foncier et au projet d'agrocarburants. Il a révélé que le NPA poursuivrait ses objectifs de résistance par l'exécution d'actions punitives. Cette campagne serait destinée à bloquer la croissance de cultures de jatropha et de manioc autour des régions de Santa Catalina, Siaton et Valencia (Bulatlat, 28-10-2008). Selon le NPA, la Société de développement agricole Tamlang (TVADC) ainsi que son partenaire coréen Biogreen sont responsables de l'aggravation des problèmes d'approvisionnement alimentaire et de l'augmentation des abus commis par les militaires face aux agriculteurs. Il a déclaré que le NPA imposerait des mesures armées principalement contre la 302e Brigade de l'AFP, puisque celle-ci « assure la protection et agit en complicité avec la coentreprise en obligeant les agriculteurs à planter du jatropha et du manioc, au détriment de cultures vivrières traditionnelles tels le riz et le maïs ».

Au cours du semestre qui précédait le travail de terrain, plus d'une dizaine de conflits entre les factions ont été recensées. Aujourd'hui, bien que le nombre d'altercations entre les différents groupes ait diminué, un autre incident s'est produit au mois de mars 2013, alors que les soldats du 79e bataillon d'infanterie ont affronté des membres présumés du NPA dans le Barangay Mantiqul (The Freeman, 27-03-2013). Selon

⁷⁵ Selon le Sun Star (06-09-2012) et le Visayan Daily Star (24-12-2012), 1500 paramilitaires de la CAFGU sont installées sur l'île de Negros. À la fin de l'année 2012, plus de 120 unités supplémentaires ont été déployées dans les régions stratégiques de développement. Ces unités sont supervisées par le commandement de la 12e unité d'infanterie. Le commandant de cette division insiste sur le caractère autochtone de ces unités pour justifier leur utilisation dans des missions stratégiques de contre-insurrection.

la dépêche du gouvernement et du commandant de la brigade, cette offensive tactique du NPA visait non seulement les installations stratégiques, mais aussi les civils. Cet affrontement survient au moment où l'usine reprend sa production de manière plus intensive et démontre que l'opposition est toujours active dans la région.

La violence politique et la militarisation du territoire ont été des facteurs déterminants dans le déroulement du projet. Face à une résistance armée émanant du NPA et à une opposition pacifique provenant des organisations civiles et religieuses, différentes mesures ont été mises en place par le gouvernement provincial pour s'assurer du développement de la région. L'assemblée législative de Negros Oriental a proposé et entériné une mesure contestée visant à protéger les civils de la violence perpétrée par tous les groupes, sans distinction d'affiliation, en temps de guerre et/ou de conflit (Annexe 1, Ordinance 5001, Section 2).

Un décret anticonstitutionnel

Le gouvernement a entériné le décret officiel 5001, à la fin du mois de janvier 2009, suite à un affrontement entre le NPA et l'AFP dans la municipalité de Dauin. Cet affrontement a fait plusieurs victimes, dont Rachel Paelang. Selon les autorités, cette jeune infirmière de 21 ans faisait partie d'une mission médicale dont l'objectif était de venir en aide aux insurgés dans les hautes-terres. Cet événement a servi de prétexte pour limiter les missions médicales, humanitaires et factuelles dans les régions rurales de la province de Negros Oriental.

Afin de comprendre le décret 5001, il faut mettre en contexte la période pendant laquelle il a été ratifié. En 2008, le gouvernement Arroyo dirigeait la campagne de contre-insurrection, avec comme fer de lance le « Oplan Bantay Laya ». Une partie de cette offensive a été dirigée contre des personnalités et des organisations identifiées par le gouvernement comme faisant partie de la faction politique de gauche. Selon CERNET, une ONG qui propose des conseils juridiques aux organisations civiles à travers les Visayas, ce décret est une offensive légale contre les organisations pacifiques qui offrent des services aux populations, spécialement dans les hautes-terres. La société civile considère que cette législation retarde sérieusement la mise en œuvre de services à la population. Le soutien des ONG est significatif dans la mesure où le budget du gouvernement pour les

projets liés à la santé et aux services sociaux dans les régions rurales est en déclin constant depuis les dernières années. Plusieurs projets entamés par FARDEC et le KMP sont considérés indésirables et ces derniers soutiennent qu'ils sont traités comme sympathisants des insurgés. Le gouvernement, l'AFP et le PNP croient que des membres de ces organisations pourraient se rendre dans les régions et assister les insurgés dans leur combat pour défendre les droits humains et leur droit à la terre.

Selon Alphonso Cinco IV, l'avocat principal du groupe CERNET, cette loi n'est pas en vigueur pour protéger les civils comme le prétend la version officielle, mais bien pour museler l'opposition organisée par les associations civiles et les agriculteurs. Selon le document officiel, tout chercheur ou groupe doit déposer un rapport avant le départ, fournir ses coordonnées puis se soumettre à une inspection physique, sans exception. L'itinéraire doit être préalablement soumis et accepté par les agences responsables (dans le cas présent la Police national des Philippines) et doit être réalisé sous escorte policière ou militaire (Annexe 1, Ordinance 5001, Sections 5, 6 et 9).

L'AFP procède à une sélection rigoureuse concernant les organisations qui souhaitent participer à des missions humanitaires, médicales ou scientifiques. Toutefois, certaines agences à caractère économique ont été exemptées de cette procédure. Cela est le cas pour une agence qui a fait la promotion de l'abaca dans la région. Toujours selon Me Cinco, le fait que le secteur militaire soit le premier intéressé à maintenir et à appliquer cette procédure signifie qu'il est à l'origine de cette loi et que celle-ci fait partie du projet de contre-insurrection. Selon FARDEC, CERNET et le KMP, ce décret a la double fonction de neutraliser les insurgés et de dissuader les organisations civiles et paysannes de venir en aide aux populations qui sont, de manière générale, les premières affectées lors de la mise en place de projets nationaux.

« The deployments of military are not always on account of location. There are a lot of times when they are deployed not because of rebel presence, but because projects are being implemented by the government, like mining, biofuel. The jatropha project and the deployment are definitely related, they are using it for preventing people to complain. This is why there are numerous detachments in

the region (barangay) who are opposed to the project. In the Philippines, you have to take notes that projects of the government are being implemented not because people need them, but because there is money involved. Who sold the seeds, the fertiliser... I wonder who made money? Now they are cancelling the project; what about the farmers that entered in the project, are they going to leave them hanging? »⁷⁶

Le décret 5001 a été l'occasion de donner le plein pouvoir aux unités militaires dispersées dans la région. Un objectif atteint lors du déploiement de ces unités a été l'intimidation physique et psychologique menant à une diminution de l'opposition. Le projet de loi est utilisé pour empêcher la population de s'opposer à l'accord foncier et de mener des campagnes d'informations reliées à celui-ci. Les élites locales et les groupes paramilitaires ont pu profiter de l'absence de groupes contestataires dans leur accaparement des terres. Aux Philippines, les militaires et les paramilitaires ne sont pas à l'abri de la corruption et leurs actions dénotent souvent des intentions d'accumulation de richesse⁷⁷ (Caouette, 2010). Outre les organisations civiles et paysannes, les groupes religieux de la région se sont aussi opposés au décret 5001. Dans le cadre du forum organisé à l'Université Siliman, ils ont publié une dépêche dénonçant l'ingérence du gouvernement dans les affaires religieuses (Annexe 6).

« In situation of armed conflict between the government's security forces and the rebel element, [...] the church, will never allow itself to be used as a component of any counter-insurgency program nor as protective allies of insurgents .»⁷⁸

⁷⁶ Entrevue avec « Alsonso », réalisée à Dumaguete le 30 décembre 2011.

⁷⁷ Selon un document publié par le retraité Colonel Dencio Severo Acop, la mise en œuvre de plans opérationnels de sécurité et de développement a conduit à une augmentation significative de travaux publics par le corps d'ingénieurs de l'AFP. Ces travaux publics sont habituellement sous la responsabilité du Ministère des travaux publics et des routes. « Cela représente des milliards de pisos dans des projets d'infrastructures partout au pays » entre les mains des officiers. Il cite en exemple le groupe de l'AFP Corps of Engineers dans l'achèvement de 596 projets évalués à 2,8 milliards de pisos en 2008 (Acop).

⁷⁸ Voir annexe 6.

Multiples attentats

« There are safety violations in the mountains for two and half years. They burn our tractors. Now we just process cassava and we have to look at the situation, safety measure and road construction. In our contract with the central government, they have to built the roads to Tamlang. »⁷⁹

Peu après l'inauguration de l'usine, deux incidents impliquant le NPA sont survenus en l'espace de quelques mois. Ces attaques ont été dirigées contre les promoteurs du projet d'agrocarburants. Le premier acte de sabotage revendiqué par le groupe a eu lieu en septembre 2008. Selon les communiqués de presse du site Internet du NPA, deux tracteurs de la compagnie ont été incendiés dans le sitio Cuadra, dans le barangay de Mantiquil (Frontline of Revolutionary struggle, site Internet du Parti Communiste des Philippines, en ligne). Au début de 2009, trois autres tracteurs ont été sabotés, cette fois dans la municipalité de Santa Catalina, aux alentours du barangay Talalak. La réponse de l'AFP s'est traduite par des frappes préventives dans les zones où l'agence supposait la présence de camps NPA. Pendant huit heures, les environs des barangays Avocado et Talalak ont été la cible de tirs d'artillerie et de frappes aléatoires effectuées par deux hélicoptères de combat. Ces incidents ont eu des répercussions sur l'engagement des agriculteurs impliqués dans la culture de jatropha et de manioc. L'AFP a allégué ces événements comme prétexte pour renforcer son contrôle sur la région. De son côté, la coentreprise a dû modifier sa stratégie d'implantation en subjuguant la population afin que celle-ci se plie à la décision du gouvernement concernant l'accord foncier. La population a réalisé l'ampleur de la situation et pour des raisons de sécurité, plusieurs agriculteurs employés par les moyens et grands exploitants ont choisi de ne plus se rendre dans les champs.

⁷⁹ M. Jason Kho, entrevue réalisée à Siaton le 1er décembre 2011.

« There were jatropa plantation near my house, but nobody goes there anymore. It does not pay and it's dangerous. »⁸⁰

Devant le refus des agriculteurs locaux de participer au projet, des propriétaires de la région ont fait appel à des migrants provenant de différentes régions pour effectuer les tâches. Ils bénéficiaient d'une protection de la part de miliciens embauchés par ces mêmes propriétaires. Dans certains cas, les petits agriculteurs localisés aux alentours de ces terrains ont décidé de concéder une partie de leurs terres pour la culture du manioc ou du jatropa. Enfin, les agriculteurs ayant concédé des terres à proximité de celles protégées par les gardes armés ont choisi de quitter les terres, libérant un espace de production. Selon l'avis de plusieurs, les interventions successives d'unités militaires ont imposé un contrôle strict à la population, mais ont aussi entraîné une diminution des confrontations entre le NPA et les forces gouvernementales. L'espace libéré par les agriculteurs a été repris par des acteurs plus conscients des enjeux et disposant à la fois de l'approbation du gouvernement pour l'occupation de ces terres et d'un capital de sympathie de la part de l'AFP et de la coentreprise.

Occupation du territoire par l'AFP et constructions d'infrastructures

Lorsque les unités militaires se sont installées dans les barangays recensés pour cette étude, plusieurs habitants ont remarqué que l'attitude des militaires était teintée d'arrogance et de mépris envers eux. Selon les ordres reçus, les militaires devaient considérer quiconque comme un insurgé, ce qui a été confirmé lors d'un entretien avec trois paramilitaires installés dans le barangay Mantiquil⁸¹. Pendant la première année de leur séjour, les tâches des militaires et paramilitaires consistaient principalement à effectuer des contrôles en parcourant la région. Selon les témoignages recueillis, le changement d'attitude des militaires a coïncidé avec l'arrivée du nouveau gouvernement à la fin du mois de juin 2010. Suite à son élection, l'actuel Président Benigno Aquino III a créé une stratégie qui confère aux unités militaires une nouvelle responsabilité. En plus

⁸⁰ Entrevue avec « Edwin » réalisée à Dumaguete le 12 novembre 2011.

⁸¹ Entretien réalisé dans le barangay Mantiquil avec trois paramilitaires de la CAFGU. Ces derniers ont reçu l'ordre de veiller à ma protection pendant mon séjour dans le barangay. Cette surveillance s'est déroulée sous la responsabilité d'un officier qui s'est joint à notre conversation.

des rôles du maintien de la paix et de la sécurité, ces unités ont désormais la tâche de reconstruire et de réhabiliter les zones touchées par le conflit (Oplan Bayanihan, p. 38). Le plan quinquennal de la province de Negros Oriental stipule que l'insurrection dans le sud de l'île représente un frein au développement économique de la région (Negros Oriental Development Plan, 2009 : p.165).

Plusieurs projets d'infrastructures ont été réalisés en seulement quelques mois, dont deux écoles construites aux environs des barangays Mantiquil et Avocado, un terrain de jeu et une structure dont la vocation reste encore à déterminer. Afin de construire les routes, les hauts dirigeants ont fait appel au corps d'ingénierie de l'AFP. Ainsi, les dirigeants et les promoteurs ont répondu à l'appel de l'armée, qui a eu l'occasion de construire un réseau routier traversant les barangays considérés comme des foyers insurrectionnels (Visayan Daily Star, 03-02-2011). La création de ce réseau a entraîné des conséquences sur les agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance, car ces derniers ont dû quitter les zones où les nouvelles routes étaient aménagées.

L'arrivée des militaires et l'occupation du territoire... par les miliciens

Plus récemment, l'attitude des militaires et paramilitaires bien que plus conciliante envers les communautés depuis l'Oplan Bayanihan est toutefois restée inchangée à l'égard des habitants qui pratiquent une agriculture itinérante dans les hautes-terres. Lors d'un entretien avec le directeur du Department of Environment and Natural Resources (DENR), celui-ci a évoqué la présence d'une équipe sur le terrain afin d'empêcher la propagation du kaigin, une forme d'abattis-brûlis. Selon le DENR, cette pratique nuit à l'environnement local et serait une cause de la déforestation. Selon les habitants de la région, cette attitude témoigne du manque de connaissance du terrain et d'un rejet du système foncier en place. Plusieurs agriculteurs qui utilisent cette méthode ont mentionné que le kaigin est pratiqué à petite échelle sur les terres pour l'agriculture de subsistance. De plus, la campagne anti-kaigin constitue à leurs yeux un moyen contre-productif, puisqu'eux-mêmes n'utilisent cette technique uniquement sur des zones dépouillées de forêts. Ces agriculteurs dénoncent le parti-pris des autorités et la négligence des unités mobilisées pour empêcher la pratique de l'agriculture sur brûlis. Plusieurs accusent le gouvernement de protéger les intérêts de ces unités mobiles,

qu'elles participent au projet agroindustriel ou non. C'est dans ce contexte de changement que plusieurs « agriculteurs » ont été aperçus dans la région, les habitants ayant reconnu leur allégeance à la Alex Boncayo Brigade (RPA-ABB). Ce groupe « d'agriculteurs » a été instrumentalisé pour intimider une partie de la population des hautes-terres. Depuis sa scission avec le NPA, les relations entre ces deux groupes sont résolument hostiles et axées sur la confrontation. En 2006, dans le cadre de l'Oplan Bantay Laya, le RPA-ABB a obtenu du gouvernement Arroyo un montant de 2,1 millions de dollars en échange d'une trêve. Selon plusieurs témoignages et articles locaux parus lors du séjour de recherche, la brigade serait embauchée par les gouvernements local et provincial en tant que membre de la Task Force Ilahas (Bulatlat, 18-09-2012). Celle-ci, initiée par le DENR, est une escouade qui vise à contrer l'exploitation forestière illégale à travers l'île. De plus, lorsque ce groupe n'est pas à la solde du gouvernement local, il est embauché comme garde privé par les propriétaires terriens qui refusent de se soumettre à la réforme agraire (*ibid*). Cette brigade possède des objectifs distincts et utiliserait la *Task Force* pour renforcer sa mainmise sur le territoire. Plusieurs sources ont indiqué que des membres de cette escouade auraient usé de moyens violents pour s'accaparer des terres sur l'ensemble du territoire couvert par l'accord foncier.

Selon les informations recueillies, c'est au cours de l'année 2011 que les relations entre les habitants du village et les militaires se sont tempérées. Au total, plus de la moitié des cultivateurs qui habitent en périphérie des barangays ont signalé avoir été approchés par des officiels arborant des sigles militaires. Bien que les échanges entre l'ensemble des intervenants et les habitants n'aient pas toujours été empreints de violence et d'intimidation, la présence de groupes armés a certes influencé la liberté de parole et d'action des habitants.

« The military is ever suspicious of medical missions going to the countryside. If you conduct medical mission, you must be leftist so you must be giving medical supply to the rebels. During the Oplan Banta Laya, if you are opposing national projects, the army identified you as a leftist, communist or a rebel, therefore enemy of the state. Under this policy, there were categories of how you can become enemy of

the state. If you participate in forums, discussions or activities where issues are discussed, critical of the government, you can be considered an enemy of the state. Now, under the Oplan Bayanihan, I believe they are still using the same categories as can be observed in the field. There is no change, they only changed the name. »⁸²

Rôle des élites locales

Au-delà des acteurs militaires et paramilitaires, les élites locales contribuent aux processus d'accumulation de capital et d'exclusion en soutenant ce climat de violence et d'intimidation. Selon John Sidel, le système politique des Philippines a longtemps été dominé par ce qu'il nomme le « Bossism », c'est-à-dire « un système contrôlé par des courtiers prédateurs qui détiennent une prédominance sur les ressources économiques au sein de leurs juridictions territoriales⁸³ » (Sidel, 2004 : p.3). Selon lui, les Philippines ont longtemps été dominés par les politiciens locaux et les « clans politiques ». Ceux-ci sont connus pour profiter d'une longévité politique et économique dans le pays. À travers le contrôle foncier, l'exploitation forestière ou les concessions minières, ils jouissent d'un contrôle quasi monopolistique sur l'économie autant légale qu'illégale (*ibid*).

Le promoteur du projet de jatropha, Minong Teves, est un grand propriétaire foncier et ancien politicien de la province de Negros. Sa famille est impliquée dans la politique provinciale depuis plusieurs générations. Lui qui possède plusieurs haciendas⁸⁴ à travers l'île de Negros, ce projet l'a grandement favorisé dans le contrôle contesté des terres arables, surtout dans la municipalité de Santa Catalina. Il a d'ailleurs convaincu plusieurs personnes, dans différents barangays, de la nécessité de poursuivre le projet pour le bien-être de la population. C'est sous son autorité qu'a été entérinée la loi sur les agrocarburants de 2006. Il bénéficie en outre d'une grande influence sur les décisions politiques dans la région, malgré son retrait de la politique active. Sa famille est propriétaire de la Rural Bank of Santa Catalina, la banque qui a émis les contrats d'endettement aux agriculteurs désireux de participer à l'élaboration du projet de jatropha.

⁸² « Alonso » et Mgr « Roger » lors de la conférence sur le décret officiel 5001 à Dumaguete le 30 décembre 2011.

⁸³ Traduction libre de John Sidel, 2004.

⁸⁴ Une hacienda est une exploitation agricole de grandes dimensions.

Il a été impossible de rencontrer l'ancien sénateur, mais les gens de son entourage ont souligné son intention d'augmenter les revenus pour les petits agriculteurs et d'enrayer la pauvreté dans la région. Ces allégations ont été soutenues par plusieurs agriculteurs locaux qui voient en lui un personnage respectable. Pourtant, selon les membres de FARDEC, son groupe emploie régulièrement des hommes armés afin de protéger les terres qu'il cultive dans la région. L'utilisation de l'intimidation pour faire valoir ses privilèges est soulignée dans l'enquête dont il a fait l'objet en 2009 (Task force Mapalad, 2010). Plusieurs coopératives agricoles de même que FARDEC avancent l'hypothèse que les déploiements militaires supplémentaires émanent de son influence sur la politique nationale.

Plusieurs propriétaires de la région, notamment les familles Galicano et Eping, ont su tirer profit du système foncier de la région⁸⁵. Selon les normes établies, une zone inoccupée peut faire l'objet de réquisitions par quiconque la développe. Les élites qui disposent de plus de capitaux ont pu embaucher des agriculteurs, souvent de barangays éloignés, pour travailler sur les terres réquisitionnées. De plus, de grands propriétaires proches du milieu politique de la région ont fait pression auprès des instances gouvernementales pour recevoir des titres CBFMA. D'après le directeur régional du DENR, la grande majorité de ces demandes ont été refusées. Reste que sur le terrain, ces propriétaires ont en leur possession les certificats de *positionner's right* obtenus par l'achat de titres à travers la vallée.

L'exclusion des agriculteurs par l'utilisation de la force

« I inherited this land from my parents and then all of a sudden comes the government saying to me that this land is public and being requisitioned for a national project. »⁸⁶

Les projets de développement liés à la production d'agrocarburants combinés au démantèlement de programmes gouvernementaux ont contribué au sentiment de

⁸⁵ Les noms de ces deux familles apparaissent à plusieurs reprises dans les documents obtenus par Norgen Kabristante.

⁸⁶ Entrevue réalisée avec « Jim-Jim » à Santa Catalina le 13 novembre 2011.

négligence ressenti par la population. Fort probablement à cause de la présence militaire, il a été difficile d'obtenir l'opinion claire des habitants concernant le contrat de 50 ans accordé à Biogreen. Plusieurs habitants dans les hautes-terres, en particulier dans les environs de Tamlang et de Talalak, ont signalé avoir été victimes de harcèlement par des « agriculteurs » venus de l'extérieur de la région. Suite à plusieurs tentatives infructueuses de soumission des parties récalcitrantes au projet national de développement, les assassinats politiques et actes de violence commis par les groupes paramilitaires attachés à l'AFP ainsi qu'au NPA se sont multipliés. D'autres groupes se sont ajoutés à la complexité du conflit et bénéficient d'un soutien stratégique de la part du gouvernement, notamment la Brigade Alex Boncayo.

En dépit de l'opposition des paysans, le territoire a subi une transformation radicale au cours des années. Il a été nécessaire pour la compagnie et ses associés de modifier les rapports de propriété et de production des agriculteurs de la région pour imposer un système qui leur est favorable. L'arrivée de groupes armés a réussi à ralentir l'opposition des associations paysannes et organisations de la société civile. La Vallée de Tamlang est désormais considérée zone de guerre. Par conséquent, les mesures déployées par l'État central et les différents corps militaires, ce qui comprend l'utilisation de la force, sont considérées comme justifiées. Sous le prétexte que le projet constitue une ouverture à la modernité et au développement économique, les tactiques armées sont banalisées et légitimées par l'État.

L'exclusion des agriculteurs a été facilitée par les rapports de force qu'entretiennent les élites traditionnelles et la coentreprise avec l'AFP et les diverses factions paramilitaires lui étant rattachées. Cela a grandement influencé l'introduction des nouveaux moyens de production rendant possibles l'extraction des ressources par les intervenants, au détriment des petits exploitants qui ont dû accepter l'accord foncier et ses répercussions.

Chapitre 7 : Rhétorique politique des accaparements de terres aux Philippines

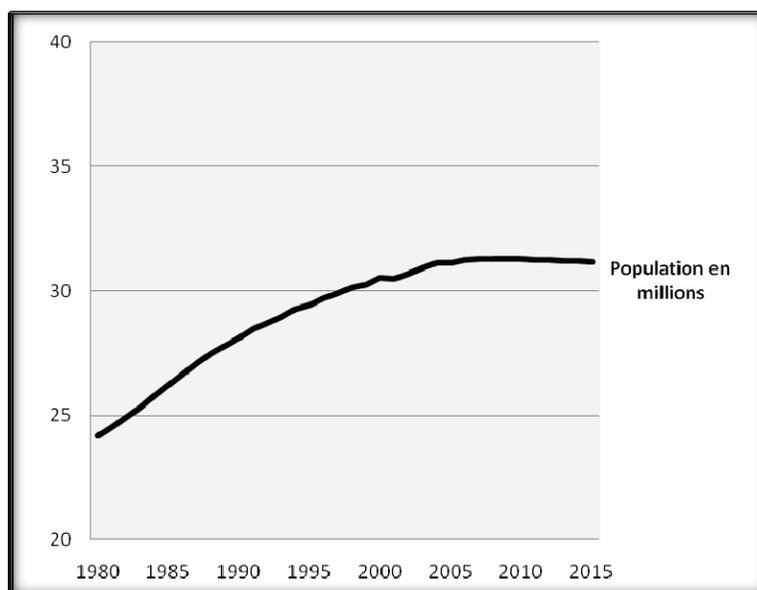
Depuis les années 1980, plusieurs facteurs influencent le paysage rural des pays du Sud-Est asiatique. Ces facteurs, associés à la transition agraire, s'opèrent selon les processus identifiés par l'industrialisation, l'urbanisation, l'intensification agricole et la législation (De Koninck, 2004 : p.286). Cette transition marque le passage d'une économie principalement basée sur le secteur agricole vers une économie industrialisée. Celle-ci s'effectue dans un contexte où le nombre relatif de personnes dépendant des activités agricoles augmente et où l'importance des activités agricoles dans le Produit intérieur brut (PIB) de ces pays est en baisse progressive (Figures 3 et 4). Les Philippines figuraient parmi les pays les plus développés du Sud-Est asiatique au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale. Plusieurs facteurs ont été associés au développement économique anémique des Philippines. Par exemple, Paul Hutchcroft soutient que les principaux obstacles au développement économique du pays sont liés à la faiblesse de son développement politique. Celui-ci repose sur un « booty capitalism », par lequel une puissante classe d'affaires d'oligarques politiques accumulent des privilèges (Hutchcroft, 1998). Ce rapprochement gouvernement-élites entraîne une relation privilégiée avec les entreprises. L'impuissance de l'État à imposer une réforme agraire est une autre cause de la perte du statut de leader économique dans la région. Son incapacité à régler les nombreux conflits qui sévissent à travers l'archipel en est une autre.

Néanmoins, le pays figure aujourd'hui dans la liste des 11 prochains pays susceptibles de voir leur potentiel économique augmenter au cours des prochaines décennies⁸⁷. La présence des Philippines dans ce classement est discutable, puisque le pays est toujours en proie à une urbanisation démesurée et fait face à d'importants problèmes de pauvreté, surtout dans les régions rurales. Tout de même, les Philippines sont considérés comme l'un des pays à croissance rapide, malgré une transition agraire toujours en difficulté. Cette transition s'opère alors qu'une part importante de la population dépend toujours des activités agricoles pour l'essentiel de son revenu. Malgré

⁸⁷ Les « Next eleven » sont les onze prochains pays émergents susceptibles d'avoir le même effet que le « BRICS » sur l'économie mondiale. Les Philippines font partie de ce classement, de même que l'Indonésie et le Vietnam, en Asie du Sud-Est.

une augmentation de la part des industries et des services dans le PIB, les activités agricoles demeurent stratégiques pour le gouvernement des Philippines. La part relative des activités agricoles dans le PIB des Philippines a constamment diminué depuis les dix dernières années, mais le nombre de gens qui dépendent de ce secteur d'activités a progressivement augmenté jusqu'à tout récemment⁸⁸. Malgré la prédominance de l'agriculture comme moyen de subsistance pour une importante partie de la population, la malnutrition et la précarité alimentaire demeurent répandues, particulièrement dans les zones rurales.

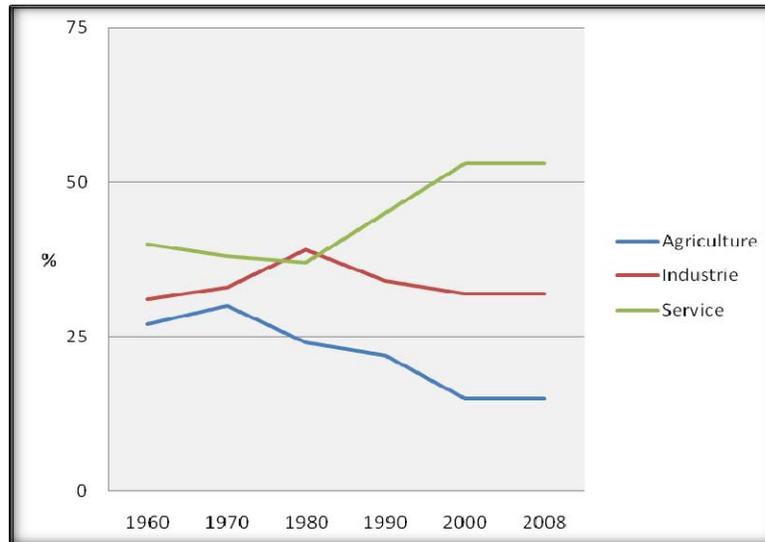
Figure 3 : Population agricole aux Philippines en millions



Source : FAOSTAT, 2012.

⁸⁸ Selon les données officielles de la FAOSTAT, le nombre de personnes qui dépendent des activités agricoles a diminué pour la première fois en 2009, passant de 31 281 000 à 31 274 000, une diminution d'environ 7000 personnes.

Figure 4 : Part relative des activités économiques dans le PIB des Philippines:



Source : De Koninck, 2012.

Les accaparements des terres aux Philippines

La récente vague d'acquisition foncière mondiale n'a pas épargné les Philippines qui, depuis les dernières années, multiplient les accords avec des entreprises agroalimentaires (Annexe 7). La volonté du gouvernement actuel de relancer le secteur agricole et agroalimentaire passe dorénavant par des ententes bilatérales entre entreprises étrangères et entreprises nationales subventionnées par le gouvernement. L'objectif de ces accords fonciers est de soutenir le développement des régions rurales par le biais d'investissements provenant du secteur privé, dont l'objectif est la redéfinition même de l'agriculture. Le gouvernement des Philippines rend légitime les accords par l'élaboration de projets de lois tel que le « biofuel act of 2006 », mais aussi par l'utilisation d'un discours politique moderniste justifiant la modification de l'utilisation du sol et l'incitation à se soumettre aux règles du marché.

En ce sens, le gouvernement des Philippines, comme ceux des autres pays du Sud, se basent sur les prémisses définies par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Lorsque les « codes de conduites » (COC) sont respectés, ces accords fonciers comportent des avantages pour les populations des régions rurales peu développées. Ce code est basé sur un discours qui présume la disponibilité des terres agricoles et qui fait la promotion des accords fonciers comme une nécessité dans les régions rurales. Selon le Board of Investments (BOI), il y aurait aux

Philippines 2 003 572 hectares de terres « en jachères » disponibles sur lesquels la culture de jatropha serait appropriée. De ce total, 149 585 hectares ont été répertoriés dans la région VII, dont Negros Oriental fait partie (Annexe 8).

Plusieurs études ont relativisé le modèle de ces « codes de conduites ». Selon Borras, l'application de ces pratiques s'opère dorénavant dans les systèmes économique et politique actuels. En insistant sur ces codes, les agences internationales et les gouvernements prétendent qu'il n'y a aucun problème fondamental dans le système agroalimentaire mondial actuel (Borras et Franco 2010(3) : p. 515). Aux Philippines, la crise alimentaire de 2008 a eu des répercussions graves dans le pays, en particulier dans les régions rurales (Bello, 2010).

Ironiquement, après cette crise, le gouvernement des Philippines a concédé plusieurs territoires à des entreprises étrangères pour la production agroalimentaire (Nootboom et Rutten, 2011). Ces concessions sont liées à la volonté d'augmenter la production alimentaire et de se soustraire aux exigences fixées par la loi sur les agrocarburants. Selon les documents préparés par le gouvernement et par différents ONG, ces accords fonciers surviennent sur des terres « publiques » et « inutilisées » (*idle land*). Selon la définition, ces terres inutilisées consistent en des terres peu peuplées, improductives et sous-exploitées (Borras et Franco, 2012 ; GRAIN 2012). Les terres qui ne relèvent pas du domaine privé sont classifiées « terres marginales » par les États afin de les rendre propices aux investissements. Cette classification entraîne une représentation trompeuse de la réalité, puisqu'elle révoque les droits fonciers existants et limite le caractère moral des mesures de subsistance de la population (Scott, 1998). Cette prémisse de terres disponibles pour le développement est une idée pernicieuse aux Philippines, pays encore largement agraire. L'idée de terres en réserve présuppose un territoire non-cultivé et sans occupants. Considérant qu'une importante partie de la population dépende des activités agricoles sur des terres publiques, un problème avec la classification de terres inutilisées survient. Dans la Vallée de Tamlang, le zonage indique que le territoire est constitué de terres aliénables et disponibles (*alienable and disposable land*).

Tableau 4 : Classification des sols et superficie totale sur Negros Oriental

Classification	Superficie (km ²)	Total de la superficie (%)
Aliénable et disponible ⁸⁹	2971,26	55%
Forêt non-commerciale	906,36	17%
Forêt commerciale	639,78	12%
Terrain marécageux, marais, prairies ouvertes	799,73	15%
Autres	85,17	1%
Total provincial	5402,30	100%

Source : Provincial Development and physical framework plan 2008-2013, Province of Negros Oriental.

Dans le sud du Negros Oriental, le discours du gouvernement s'appuie largement sur le fait que cette zone soit classée publique, suggérant du coup un territoire peu peuplé et de surcroît occupé illégalement par les agriculteurs.

« This is government land, we have a project implemented there, (...) You cannot distribute land on account of another project [reboisement]. You cannot give what does not belong to you. »⁹⁰

Selon les COC, les propriétaires fonciers locaux doivent être informés et impliqués dans les négociations des transactions foncières. Aussi, des « efforts particuliers doivent être accordés pour protéger les droits des groupes ethniques marginalisés et autochtones » (IPFRI, 2009 : p.3). Lorsqu'un accord foncier survient sur une zone classée publique, il existe en essence peu de propriétaires fonciers ; la grande majorité de la

⁸⁹ Les terres aliénables et disponibles désignent les terres issues du domaine public qui ne sont pas nécessaires à des fins forestières (National Statistical Coordination Board).

⁹⁰ Propos de M. Aragorn, directeur du DENR, lorsque questionné au sujet de la prise en charge des CBFMA par les communautés des hautes-terres. Ces dernières utilisent le système foncier traditionnel pour mettre en place un projet de CBFMA dans la région, englobant plusieurs sitios du barangay Mantiquil et le barangay Tayak. Entrevue réalisée à Dumaguete le 20 novembre 2011.

population est constituée de paysans sans titres. Bien que plusieurs rencontres aient été organisées entre les différentes parties, peu d'associations paysannes ont pu être impliquées dans les négociations. L'accord dans la Vallée de Tamlang s'est largement fait au détriment de la population. L'élite locale s'est immiscée dans les négociations en s'annonçant comme la représentante de toutes les communautés de la région. Les grands exploitants et les élites locales bénéficient d'une meilleure visibilité et profitent de leur notoriété pour faire la promotion du projet. Le grand propriétaire foncier de la région et principal actionnaire, Mignong Teves, continuait de se rendre dans les barangays afin de vérifier la bonne continuité du projet⁹¹. Dans l'ensemble, peu d'agriculteurs s'opposent aux grands propriétaires fonciers et à l'entente entre le gouvernement et la coentreprise. Certains ont manifesté leur désaccord, mais l'arrivée de militaires et de paramilitaires a fait en sorte qu'ils se sont résignés.

Un aspect du COC indique que les agriculteurs qui perdent l'accès à la terre « doivent être indemnisés et réhabilités à un niveau de vie équivalent » (IFPRI, 2009 : p.3). Comme cet accord concerne 10 000 hectares de terrain dans un territoire classé public, plusieurs des parcelles utilisées pour l'agriculture de subsistance ont été « saisies » pour mener à bien le projet. À ce jour, aucun effort n'a été réalisé afin de compenser les agriculteurs qui ont subi la perte de terres agricoles. Aucun répondant rencontré durant cette recherche n'a mentionné avoir reçu une indemnisation, tant de la part du gouvernement que de la coentreprise. Puisqu'aucun des habitants de la région ne dispose d'un quelconque titre légal, il devient alors difficile d'obtenir une indemnisation, quelle qu'elle soit. Afin de compenser la perte d'accès aux terres agricoles et forestières, de même que la perte de revenus occasionnée par l'accord foncier, il devient nécessaire que le gouvernement accepte et développe le système foncier en place. Cet accord a plutôt comme conséquence de libérer le gouvernement de ses engagements envers la population des hautes-terres, qu'il considère pauvre et marginalisée.

⁹¹ Selon les entrevues réalisées, M. Teves, malgré ces 92 ans, continuait de se rendre dans les barangays de Mantiqil et de Tamlang. L'amélioration du système routier permet dorénavant aux camions d'emprunter les routes à travers la vallée.

Tableau 5 : Produits agricoles cultivés à Negros Oriental selon les années (en hectare)

Produits agricoles	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Abaca	2 737	2 740	2 740	2 740	2 740	2 960	2 961
Ananas	400	390	390	399	399	400	399
Banane	7 858	7 876	7 877	8 037	8 062	8 063	8 028
Café	1 221	1 216	1 056	1 197	1 243	1 239	1 234
Canne à sucre	35 516	36 816	37 920	37 350	36 005	34 569	36 127
Caoutchouc	14	14	14	495	1 005	1 005	1 015
Coton	190	180	172	172	36	169	17
Maïs	91 128	92 310	90 716	84 452	71 899	75 834	72 025
Mangue	3 944	3 947	3 947	3 952	3 955	3 956	3 961
Manioc	2 750	2 650	2 750	3 200	3 555	3 668	3 669
Noix de coco	45 549	45 549	45 549	45 549	45 545	45 545	45 530
Tabac	24	20	16	17	15	15	12
Tomate	288	283	270	268	267	262	266
Riz (palay)	21 159	21 315	23 053	22 253	21 341	22 739	22 539

Sources : Bureau of Agricultural Statistics (en ligne), Negros Oriental Agricultural Profile (en ligne).

Pauvreté rurale et problèmes d'accessibilité à la terre

Aux Philippines, la pauvreté est étroitement liée au régime foncier et aux problèmes d'accessibilité à la terre (Putzel, 1992 ; Bello, 2010). La province de Negros Oriental est affectée par d'importants problèmes de pauvreté. Selon les documents officiels de la province et du gouvernement central, près de la moitié de la population se retrouve sous le seuil de pauvreté⁹² (Tableau 6). Selon le gouvernement des Philippines, cette pauvreté est définie par l'incapacité pour les individus d'accéder aux services de base (nourriture, santé, éducation et logis) (Negros Oriental Development Plan , 2009 : p.128). Les quatre

⁹² Selon le National Economic Development Authority,(NEDA), le seuil de pauvreté national est de 15 057,00 pesos par année (Negros Oriental Development Plan, 2009 : p.128).

barangays recensés pour cette étude font partie de municipalités qui ont un taux de pauvreté élevé (Tableau 7).

Tableau 6 : Incidence de la pauvreté aux Philippines

	Taux de pauvreté, famille (%)			Taux de pauvreté, population (%)		
	2000	2003	2006	2000	2003	2006
Philippines	27,5	24,4	26,9	33,0	30,0	32,9
Région 7 (Visayas)	31,5	23,6	30,3	36,2	28,3	35,4
Negros Oriental	29,7	37,1	43,7	37,1	43,4	48,1

Source : Compilation de données de Negros Oriental Development Plan 2009 et du National Statistical Board.

Tableau 7 : Incidence de la pauvreté dans les municipalités des barangays étudiés (2006)

Municipalité ⁹³	Nombre de ménages	Incidence de la pauvreté (%)
Siaton (Mantiquil, Tayak)	12 767	58,31
Santa Catalina (Talak)	13 125	57,87
Valencia (Tamlang)	4860	33,66

Source : Compilation de données de Negros Oriental Development Plan 2009 et du National Statistical Board.

Dans la Vallée de Tamlang, les exploitants de la région qui ont fait l'objet d'interviews cultivent des terres disséminées à travers la vallée, généralement dans un rayon de quelques kilomètres. Les terres octroyées à la coentreprise représentent pour les paysans des terres employées pour l'agriculture de subsistance et pour des cultures d'appoints, notamment des arbres fruitiers et des légumes. Cet accord augmente les problèmes d'accessibilité à la terre et aggrave les problèmes de pauvreté en monopolisant l'espace des habitants dans les régions concernées. Lors d'un entretien avec les adjoints du chef du barangay Mantiquil, ceux-ci ont souligné à plusieurs reprises que l'ensemble des terres de la vallée sont des terres « inutilisées » et « en jachères »

⁹³ Les quatre barangays sous études font partie de ces municipalités. Aucune donnée n'est disponible sur l'incidence de la pauvreté à l'échelle du barangay dans la province de Negros Oriental.

puisque aucun agriculteur ne les cultive. La justification de l'argument « terres en réserves » devient la pierre angulaire du discours gouvernemental pour justifier cet accord. Le gouvernement et ses départements se basent sur le fait que plusieurs hectares, en plus d'être dénudés de forêt, sont « inutilisées » et « en jachères » afin de les soumettre à de nouveaux objectifs de production. Ils ne reconnaissent pas la technique de l'abattis-brûlis (kaigin) comme légitime. Toutefois, plusieurs agriculteurs l'utilisent pour en tirer une part importante de leur subsistance.

Alternative à la réforme agraire

Les accords fonciers constituent un obstacle à la réforme agraire. La Comprehensive Agrarian Reform Program (CARP) a été instituée en 1988 sous le gouvernement de Gloria Macapagal-Arroyo avait pour objectif la redistribution d'un peu plus de dix millions d'hectares de terres à quatre millions de paysans (DA, 2006). Selon ce programme, toute terre aliénable et disponible (alienable and disposable) du domaine public consacrée ou adaptée à l'agriculture doit faire l'objet de redistribution, indépendamment de son usage. Les terres privées consacrées ou adaptées à l'agriculture, nonobstant les arrangements fonciers établis, doivent également être redistribuées (*ibid*).

Selon les chiffres officiels du Department of Agrarian Reform (DAR), plus de 9 millions d'hectares de terres auraient été redistribués à un peu plus d'un million de famille. Ces terres sont constituées à 76% de terres publiques gouvernementales et de terres redistribuées volontairement par les propriétaires fonciers (Gouvernement des Philippines, Report 2013). Selon le rapport *The state of Agrarian Reform* publié en janvier 2013 par le gouvernement des Philippines, les objectifs de la CARP ne pourront être atteints en 2014, année au cours de laquelle une extension sera nécessaire afin de parvenir à ces objectifs (*ibid*). Les accords fonciers signés par le gouvernement lors des dernières années concernent les terres publiques. Ainsi, ces accords viennent accaparer les terres devant faire l'objet de redistribution. Cela est notamment le cas dans la Vallée de Tamlang, qui est recouverte essentiellement de « terres forestières » relevant du domaine public.

Le discours du gouvernement des Philippines, par l'entremise du bureau régional du DENR ainsi que des élites locales, a largement insisté sur les privilèges d'un tel accord. Ce

discours a été essentiellement employé par les élites locales, qui utilisent leur notoriété pour parler au nom de la communauté. Cette dernière n'a pas été consultée ni même entendue pour cet accord. En plus de retarder la mise en place d'une réforme agraire dans les régions rurales, ces accords fonciers augmentent le risque d'expropriation forcée pour les exploitants sans titres.

Conclusion

L'étude de terrain a permis de constater les conséquences des pouvoirs d'exclusion lors d'un accaparement de terres dans une région rurale des Philippines. L'application de réglementations, la soumission aux règles dites du marché, l'augmentation de la violence et la rhétorique politique ont mené à des processus d'accumulation par dépossession et à l'exclusion des petits exploitants agricoles sans titres désormais privés d'accès à la terre et aux autres ressources. Il est encore tôt pour dire quelle direction prendra le projet au cours des prochaines années. Pour l'instant, les paysans de la région peuvent, en partie, se réjouir de l'abandon du projet de jatropa. L'introduction de cette culture a entraîné des impacts significatifs sur la disponibilité des aliments de base dans la région, en plus de causer des dégâts environnementaux. Certaines organisations, dont FARDEC et KARAPATAN, ont avancé l'hypothèse que l'introduction de cette culture dans la région était vouée à l'échec et que la coentreprise le savait bien. Quelles ont été les sommes accordées au promoteur du projet de jatropa, qui a vendu les graines et semis nécessaires aux agriculteurs et plus important encore, qui s'est enrichi pendant les cinq années de ce projet? Vue l'opacité des termes de l'accord foncier et du projet, ces questions restent en suspend. Par conséquent, CIRNET ainsi que les habitants de la région n'hésitent pas à évoquer même un plan de blanchiment d'argent.

Par l'instauration de lois favorisant la conversion de territoires pour la production d'agrocarburants, le gouvernement des Philippines encourage un développement économique axé sur les règles du marché capitaliste et de l'agriculture industrielle. Dans un contexte d'austérité qui se traduit entre autres par des coupures de services essentiels à la population, l'entrée de capitaux privés constitue pour l'État une façon de se détacher de ses obligations envers la population et d'en tirer des bénéfices. En transformant la Vallée de Tamlang en zone productive et occupée par des intérêts privés, le gouvernement rend légitime l'expropriation des occupants au nom du développement économique et de l'intensification agricole pour la production d'agrocarburants. Pour plusieurs agences de recherches internationales, le concept de terres « improductives » et « en jachères » est une fausseté. Par contre, pour le gouvernement des Philippines, qui voit dans la conversion de ces terres la possibilité d'obtenir des taxes et des rentes ces terres constituent une ressource intacte et « intouchée ».

Selon les actionnaires de la coentreprise, le projet n'est pas abandonné. Au cours des prochaines années, les habitants seront confrontés à une plus grande pression provenant à la fois de l'État et de la coentreprise, qui disposeront de moyens nécessaires à leur éviction. Ultimement, l'objectif est de transformer cette zone fertile en productrice d'agrocarburants pour répondre à la demande intérieure et internationale. Pour l'instant, Biogreen produit uniquement de l'amidon de manioc. Selon le directeur de l'usine, dès qu'ils auront réussi à implanter un modèle agricole fructueux et que les routes permettront le transport efficace de la machinerie, ils procéderont au plan initial de production d'éthanol. Aux dires des habitants de la région, les infrastructures routières se sont grandement améliorées, en particulier les routes dans les environs de Mantiquil et de Santa Catalina. Par contre, celles-ci sont peu utilisées par les agriculteurs, puisque ce sont des infrastructures sur lesquelles ils n'ont pas d'intérêts ni les moyens financiers pour les utiliser.

Certains habitants ont trouvé un emploi durant la période de construction d'infrastructures ainsi que dans les champs encore en production. Par contre, ces emplois demeurent saisonniers et peu rémunérés. Face aux échecs de création d'emplois, d'augmentation de revenus et de diminution de la pauvreté, les intervenants ont rapidement ajusté le tir et fait valoir que ce projet avait été ralenti par le refus et l'opposition des agriculteurs de la région.

En conséquence, Biogreen loue désormais des terres agricoles privées en dehors de la zone que lui a concédée le gouvernement central. En attendant la pacification du territoire qui permettra la production à grande échelle, l'usine fonctionne tout de même. La coentreprise a réquisitionné des terres agricoles afin de les transformer en un espace de production capitaliste, ce qui ajoute une pression additionnelle sur le système foncier antérieur à l'entente. Ces terres au départ occupées par des paysans sont caractérisées par un système de production et de relations sociales où l'autorité est appliquée par les communautés locales. Aucune mesure concrète n'a été mise en place pour améliorer le statut des paysans sans titres. À l'inverse, le gouvernement provincial a continué d'appuyer sans réserve le projet, malgré la perte d'accessibilité de terres agricoles subit par les habitants. La résistance des agriculteurs à se soumettre au projet a entraîné son ralentissement. L'assassinat en plein jour d'un leader de l'opposition et le décret officiel

interdisant les recherches factuelles ont freiné la mobilisation paysanne. Certains continuent la lutte, mais la présence constante de militaires ralentit leurs actions. Par des moyens pacifiques, plusieurs opposants et manifestants ont fait part de leur mécontentement aux instances provinciales. Leurs revendications n'ont pas été entendues et la réponse des autorités a été décisive pour les habitants. Les administrations locales et provinciales affirment ne pas vouloir s'immiscer dans les négociations puisqu'il s'agit d'un projet national de développement et par conséquent, les autorités à Manille ont préséance sur les décisions.

Les rumeurs de promotion de la canne à sucre comme culture de remplacement pour la production d'éthanol laissent présager que les élites et les plus grands propriétaires de la région seront encore avantagés dans le processus. Certains ont déjà commencé à accumuler des terres dans la région et ont développé des plans de conversion de canne à sucre. D'ici là, ils bénéficieront d'un temps nécessaire pour réaffirmer leur emprise sur le territoire et ainsi profiter de ce nouveau projet, si celui-ci se confirme.

Les impacts sur la souveraineté alimentaire des petits exploitants sans titres ont été considérables. La perte de l'accessibilité aux terres agricoles et forestières a privé les agriculteurs des terres qu'ils utilisaient pour la culture vivrière et la culture d'appoint. Cette dernière représente des revenus supplémentaires pour les agriculteurs qui vendent leurs produits dans les marchés agricoles de Siaton, Santa Catalina ou Avocado. Outre les petits exploitants agricoles sans titres, plusieurs petits et moyens « propriétaires » ont perdu de l'argent ainsi qu'un couvert agricole important pendant la mise en œuvre de ce plan de développement. Rien n'assure qu'ils pourront récupérer les terres qu'ils ont cédées pour entrer dans le projet, peu importe s'il fonctionne ou non. Puisqu'il s'agit de terres publiques, il n'existe en essence aucun propriétaire dans cette zone, malgré la spéculation générée.

Afin de procéder à ces expropriations « légales », l'instrumentalisation de la force, par le déploiement supplémentaire d'unités militaires et paramilitaires, devient un outil par excellence. Là où prévalait un système foncier géré par les communautés et un système économique hybride, prennent dorénavant place un système foncier privé et des règles du marché capitaliste favorisant les monocultures. Les Philippines s'appuient sur la

méthode de répression de la paysannerie. À l'inverse des pays du Sud-Est asiatique qui ont favorisé l'intégration de la paysannerie, le pays a fait le calcul qu'une plus grande intégration de l'élite et des intérêts de l'État serait un meilleur choix à long terme (De Koninck, 1979). Le pouvoir délégué à l'Armée nationale des Philippines et la signature d'une trêve (pax) avec différents corps paramilitaires dans la région assurent à l'État la présence de groupes favorables au développement économique. Selon les dépêches de plusieurs médias, tant de masse qu'alternatifs, le Revolutionary Proletarian Army - Alex Boncayo Brigade (RPA-ABB) serait désormais une organisation légitime, le Kapatiran para sa Progresong Panlipunan (Brotherhood for Social Progress) (Visayan Daily star (12-04-2013); Peacetalk Philippines (17-04-2013). Sans aucun doute, la transformation de ce groupe fait pression sur la Nouvelle armée du Peuple (NPA) dont les actions semblent avoir été ralenties aux cours des dernières années. Le sujet semble toujours délicat dans les hautes-terres de Negros Oriental. Peu d'agriculteurs ont voulu partager leur opinion sur le NPA et sur leurs revendications, ce qui laisse présager une perte d'influence du groupe dans la région.

Le gouvernement assure que les codes de conduites développés par les agences internationales sont respectés lors des ententes foncières. Par contre, aucun agriculteur n'a reçu les informations nécessaires à la compréhension du projet et de son développement. Ainsi, peu d'agriculteurs saisissent les termes entourant l'entente de 50 ans entre le gouvernement central et la coentreprise, ce qui limite grandement la portée de leur action et leur organisation. Aucune compensation financière n'a été accordée aux agriculteurs à la suite de la conversion de terres agricoles mises en culture par la coentreprise. Comment l'État pourrait-il indemniser une population alors que cette dernière ne possède pas de titre officiel sur la terre qu'elle cultive? Afin que la population affectée par l'accord foncier puisse bénéficier d'une compensation, cela impliquerait pour le gouvernement d'accepter le système informel utilisé par les habitants de la région. Au lieu de cela, l'État et la coentreprise ont brisé le système de relation sociale afin d'en implanter un qui tend à favoriser les plus nantis.

Les transformations socio-économiques dans les hautes-terres de la Vallée de Tamlang ont été façonnées par l'État et les intérêts privés, ajoutant de la pression sur la situation déjà précaire d'une population sans titres. Pour différentes raisons, plusieurs

agriculteurs ont décidé de quitter les zones où ils vivaient. Ces derniers, afin de subvenir à leurs besoins, sont face à peu de possibilités. Ils peuvent se soumettre au projet et accepter les conditions imposées, sachant que cela va à l'encontre de leur intérêt. Cette « incorporation adverse » les mènent à une semi-prolétarianisation. Cet état est décrit comme un moyen de subsistance, où les agriculteurs qui n'ont pas suffisamment accès aux moyens de production ou en sont dépossédés, combinent l'agriculture vivrière et le travail salarié pour subvenir à leurs besoins. Dans les barangays, cela s'est traduit par une diminution de moyens traditionnels de subsistance et par une augmentation du travail sur les exploitations agricoles locales et pour les entreprises industrielles. Face au choix de dépendre du modèle industriel de production ou de retourner à cet « appauvrissement rural » qui se traduit généralement par une migration en retrait dans les hautes-terres, plusieurs préféreront cette dernière à la première (Harvey, 2003). Un mécanisme répandu dans la Vallée de Tamlang a été la vente du travail pour payer les dettes contractées par les agriculteurs au promoteur philippin. Devant l'impossibilité de payer leurs dettes, certains ont tout simplement abandonné les cultures.

Puisque l'objectif est la privatisation et la marchandisation de cette « réserve agricole », les accaparements de terres sont des processus d'acquisition et d'accumulation. Il en résulte un appauvrissement général de la population et une exclusion des populations moins nanties. Dans son ouvrage *The Art of not Being Governed*, James Scott avance que la dernière enclosure a lieu dans les hautes-terres (Scott, 2009, p.5). Bien que l'on ne soit pas ici dans le Zomia, cette vaste étendue de terres insubordonnée situées sur le continent asiatique, l'État philippin a tout à gagner en cédant ces territoires à des entreprises privées et aux élites traditionnelles. Il établit les conditions nécessaires d'extraction de ressources pour le système de production capitaliste et cela au prix de l'éviction de paysans qui dépendent de la terre et de ses ressources pour l'essentiel de leur subsistance.

Bibliographie

- Acop, Decio. « Non traditional Role of the AFP A reassessment ». [en ligne]
http://www.ndu.edu/press/lib/pdf/prism3-2/prism99-114_acop.pdf, consulté le
25 juin 2013.
- Agriculture and Fisheries Market Information System (AFMIS). Negros Oriental
Agricultural Profile. <http://afmis.da.gov.ph/index.php/about-afmis.html>, consulté
le 19 juillet 2013.
- Aguilar, Filomeno. 1998. *Clash of Spirit: The history of Power and Sugar Planter
Hegemony on a Visayan Island*, Ateneo de Manila University Press, 313 p.
- Akram-Lodhi, Haroon and Cristobal Kay. 2010. « Surveying the agrarian question (part 1):
unearthing the foundations, exploring diversity ». In *The Journal of Peasant
Studies*. Vol 37, no 1, p. 177-202.
- Alston, Philip. 2008. « Promotion and Protection of all Human Rights, Civil, Political,
Economic, Social and Cultural Rights, including the Right to Development. Report
of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions ».
United Nations, Human Rights Council, 65 p.
- Anseeuw, Ward, Liz Alden Wily, Lorenzo Cotula, and Michael Taylor. 2012. 2013. « Land
Rights and the Rush for Land », International Land Coalition [en ligne],
[http://www.landcoalition.org/sites/default/files/publication/1205/ILC%20GSR%20
report_ENG.pdf](http://www.landcoalition.org/sites/default/files/publication/1205/ILC%20GSR%20report_ENG.pdf), consulté le 27 juin 2013.
- Armed Forces of the Philippines (AFP). « Internal Peace and Security Plan Bayanihan », [en
ligne], <http://www.afp.mil.ph/pdf/IPSP%20Bayanihan.pdf>, consulté le 6 juillet
2013.
- Asia Watch. 1990. « The Philippines : Violation of the laws of war by both sides », Human
Right Watch, 148 p.
- Balisacan, Arsenio. 2007. « Agrarian Reform and Poverty Reduction in the Philippines.
Policy Dialogue on Agrarian Reform Issues in Rural Development and Poverty
Alleviation », [en ligne] http://philippineculture.ph/filer/balisacan_paper.pdf,
consulté le 10 mai 2013.

- Banque Mondiale. 2007. World Development report 2008, Agriculture for Development. 386 p.
- Ballvé, Teo. 2011. « Territory by dispossession : Decentralisation, statehood and the narco land-grab in Colombia ». *International Academic Conference on Global Land-Grabbing II*, (Cornell University, Ithaca, New York, October 17-19).
- Bagong Alyansang Makabayan. 2012. « Gloria's tools of repression remain intact and operational under Aquino ». [en ligne]
<http://www.bayan.ph/site/2012/12/gloria%E2%80%99s-repressive-counter-insurgency-tools-remain-intact-and-operational-under-aquino/> consulté le 29 mai 2013.
- Bello, Walden. 2010. *The Food Wars*. Anvil Publishing. 176 p.
- Bernstein, Henry. 2010. *Class Dynamics of Agrarian Change*. Halifax, N.S : Fernwood Pub : Kumarian Press. 142 p.
- Board of Investments (BOI). 2011 [en ligne],
<http://www.boi.gov.ph/pdf/industryprofiles/Renewable%20Energy/Jatropha.pdf>,
consulté le 9 juillet 2013.
- Borras Saturnino. 2001. « State-Society Relations in Land Reform Implementation in the Philippines ». In *Development and Change*. Vol. 32, no. 3, p. 545-575.
- Borras Saturnino. 2006 (1). « The Philippine Land Reform in Comparative Perspective: Some Conceptual and Methodological Implications ». In *Journal of Agrarian Change*. Vol. 6, no. 1, p. 69-101.
- Borras Saturnino. 2006 (2). « Redistributive Land Reform in 'Public' (Forest) Lands? Lessons from the Philippines and Their Implications for Land Reform Theory and Practice ». In *Progress in Development Studies*. Vol. 6, no. 2, p. 123-45.
- Borras, Saturnino and Jennifer C. Franco. 2010 (1). « Contemporary Discourses and Contestations around Pro-Poor Land Policies and Land Governance ». In *Journal of Agrarian Change* 10, no. 1, p. 1-32.
- Borras, Saturnino and Jennifer C. Franco. 2010 (2) « Towards a Broader View of the Politics of Global Land Grab : Rethinking Land Issues, Reframing Resistance ». TNI, LDPI working papers 1, [en ligne]

- <http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/Borras%20Franco%20Politics%20of%20Land%20Grab%20v3.pdf>, consulté le 11 mai 2013.
- Borras, Saturnino and Jennifer C. Franco. 2010 (3) « From Threat to Opportunity ? Problems with the Idea of a “Code of Conduct” for Land-Grabbing », [en ligne] http://www.tni.org/sites/www.tni.org/files/Yale%20April%202010%20Borras_Franco%20CoC%20paper.pdf -, consulté le 27 juin 2013.
- Borras, Saturnino and Jennifer C. Franco. 2012. « Global Land Grabbing and Trajectories of Agrarian Change: A Preliminary Analysis ». In *Journal of Agrarian Change*, Vol. 12, no. 1, p. 34–59.
- Borras Saturnino and Eric B. Ross. 2007. « Land Rights, Conflict, and Violence Amid Neo-Liberal Globalization ». In *Peace Review: A Journal of Social Justice*, Vol. 19, no. 1, p. 1-4.
- Boudreau, Vincent. 2004. *Resisting Dictatorship : Repression and Protest in Southeast Asia*. New York : Cambridge University Press, 290 p.
- Bulatlat. (30-10-2012). « Rights worker in Visayas harassed by suspected military agents ». [en ligne], <http://bulatlat.com/main/2012/10/30/rights-worker-in-visayas-harassed-by-suspected-military-agents/>. consulté le 13 mai 2013.
- Bulatlat. (24-05-2012). « The peace pact with the RPA–ABB ». [en ligne] <http://bulatlat.com/main/2012/05/24/the-peace-pact-with-the-rpa%E2%80%93abb/>. consulté le 13 mai 2013.
- Bulatlat. (18-09-2012). « As lean season starts, farmers seek aid from Negros Oriental gov't ». [en ligne] <http://bulatlat.com/main/2011/09/18/as-lean-season-starts-farmers-seek-aid-from-negros-oriental-gov%E2%80%99t/>. consulté le 13 mai 2013.
- Bureau of Agricultural Statistics (BAS). 2011. *Rootcrops: Updated Average Production Costs and Returns by Commodity, Item and Year*.
- Bureau of Agricultural Research. [en ligne], <http://www.bar.gov.ph/chronicle-home/archives-list/219-december-2012-issue/2836-bar-beefs-up-r-d-efforts-on-climate-change>, consulté le 9 juillet 2013.

- Caouette, Dominique. 2010. « Oligarchie électoralisme et contestation politique: les dérives du néopatrimonialisme et de l'État philippin contemporain ». In *Revue canadienne d'études du développement*, Vol, 30, no 3-4, p. 365-379.
- Caouette, Dominique et Sarah Turner (ed). 2009. *Agrarian angst and rural resistance in contemporary Southeast Asia*, London, Routledge 289 p.
- ChATSEA Working Paper. « 2010 Agrarian Class Formation in Upland Sulawesi, 1990—2010 », Montréal.
- Cotula, Lorenzo, Sonja Vermeulen, Rebeca Leonard and James Keeley. 2009. « Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa ». London: International Institute for Environment and Development, 130 p.
- Cotula, Lorenzo, Nat Dyer, and Sonja Vermeulen. 2010. « Fuelling exclusion ? The Biofuels boom and poor people's access to land ». IIED, [en ligne] <http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/5811/12551IIED.pdf?sequence=1>, consulté le 11 mai 2013.
- Cousins, Ben. 2007 « How Do Rights Become Real? Formal and Informal Institutions in South Africa's Land Reform ». In *IDS Bulletin*, Institute of Development Studies, 15 p.
- Cousins, Ben. 2009. « Capitalism obscured: the limits of law and rights-based approaches to poverty reduction and development ». In *The Journal of Peasant Studies*. Vol. 36, no. 4, p. 893–908.
- Corson, Catherine. 2011. « Territorialization, enclosure and neoliberalism: non-state influence in struggles over Madagascar's forests», In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 4, p. 703-726.
- Department of Agrarian Reform (DA). 2006. « Frequently Asked Question on CARP ». [en ligne] http://www.dar.gov.ph/index.php/component/docman/doc_view/959-faqs-on-carp, consulté le 26 juin 2013.
- Department of Energy (DOE). « REPUBLIC ACT NO. 9367 » [en ligne] <http://www.doe.gov.ph/issuances/republic-act/614-ra-9367>, consulté le 9 juillet 2013.

- Department of Environment and Natural Resources (DENR), 2010 « A Research Compendium for marginal uplands » [en ligne]
http://erdb.denr.gov.ph/publications/others/upland_compendium.pdf, consulté le 20 juillet 2013.
- De Koninck, Rodolphe. 1979. « The Integration of the Peasantry: Examples From Malaysia and Indonesia ». In *Pacific Affairs*, Vol. 52, No. 2, p. 265-293.
- De Koninck, Rodolphe. 1986. « La paysannerie comme fer de lance territorial de l'État: Le cas de la Malaysia ». In *Cahier de Sciences Humaines*, Vol. 3-4, p. 355-370.
- De Koninck, Rodolphe. 1992. *Malay Peasants Coping with the World : Breaking the Community Circle?* Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 284 p.
- De Koninck Rodolphe. 2004. « The Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia ». In *LABOUR, Capital and Society*, 37, p. 285-288.
- De Koninck, Rodolphe. 2012. *L'Asie du Sud-Est*. Armand Colin, Paris, 3e édition, 382 p.
- De Koninck, Rodolphe and Dery, Steve. 1997. « Agricultural Expansion as a Tool of Population Redistribution in Southeast Asia », In *Journal of Southeast Asian Studies*, Vol. 28, no. 1, p. 1-26.
- De Koninck, Rodolphe, Stéphane Bernard and Jean-François Bissonnette (ed). 2011. *Borneo transformed : agricultural expansion on the Southeast Asian frontier*, Singapore : NUS Press, 216 p.
- De Koninck, Rodolphe and Jean-Francois Rousseau. 2012. *Gambling with the Land: The Contemporary Evolution of Southeast Asian Agriculture*, NUS Press, Singapore, 250 p.
- du Toit, Andries. 2004. « Social exclusion, discourse and chronic poverty : A South African case study » In *Development and Change*, Vol. 35, no. 5, p. 987-1010.
- Deininger et al. 2011. «Rising Global Interest in Farmland : Can it yield sustainable and equitable benefits?», [en ligne],
http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/ESW_Sept7_final_final.pdf
 , consulté le 14 mai 2013.
- De Schutter, Olivier. 2011. « How not to think of land-grabbing: three critiques of large-scale investments in farmland ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 2, p. 249-279.

- Dunn Bill. 2007. « Accumulation by dispossession or accumulation of capital?: the case of China » In *Journal of Australian Political Economy*, Vol. 60. 27 p.
- FAO. 1992. Foresterie en zones arides : Guide à l'intention des techniciens de terrain, [en ligne], <http://www.fao.org/docrep/T0122F/T0122F00.htm>, : « s.p. », consulté le 14 mai 2013.
- FAO. 2002. Études sur les régimes fonciers, [en ligne], <http://www.fao.org/docrep/005/y4307f/y4307f05.htm#TopOfPage>, consulté le 7 juillet 2013.
- FAO. 2005. The Growing Role of Contract Farming in Agriculture » Carlos Arthur B. Agricultural Management, Marketing and Finance Service Rome, 38 p.
- FAO. 2008. High-Level Conference on World Food Security : The challenges of climate change and bioenergy, Rome, du 3 au 5 juin. [en ligne], http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/HLC08-inf-3-E.pdf, consulté le 5 avril 2013.
- FAO. 2008 (2). The State of Food and Agriculture. [en ligne], <http://www.fao.org/docrep/011/i0100e/i0100e00.htm>, consulté le 18 juillet 2013.
- FAO. 2009. « From Land Grab to Win-Win ». In *Economic and Social Perspectives* [en ligne], <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak357e/ak357e00.pdf>, consulté le 7 juillet 2013.
- FAO. 2010. Jatropha: A Smallholder Bioenergy Crop. The Potential for Pro-Poor Development, Vol.8, Rome, 96 p.
- FAO. Fibres du future, [en ligne], <http://www.fao.org/economic/futurefibres/fibres/abaca0/fr/>, consulté le 7 juillet 2013.
- Franco, Jennifer and Saturnino Borrás. 2007. « Struggles Over Land Resources in the Philippines », In *Peace Review: A Journal of Social Justice*, Vol. 19, no. 1, p. 67-75.
- Franco, Jennifer. 2008. « Making Land Rights Accessible: Social Movements and Political-Legal Innovation in the Rural Philippines ». In *Journal of Development Studies*, Vol. 44, no.7, p. 991-1022.

Friis, C and Reenberg. 2010. « Land grab in Africa: Emerging land system drivers in a teleconnected world ». GLP Report No. 1. [en ligne], http://farmlandgrab.org/wp-content/uploads/2010/08/GLP_report_01.pdf, consulté le 27 juin 2013.

Frontline of Revolutionary struggle. (28-10-2008). Red Army's anti-biofuels campaign continues, [en ligne], <http://revolutionaryfrontlines.wordpress.com/2010/03/25/npas-anti-biofuels-campaign/>, consulté le 4 avril 2013.

Glassman, Jim. 2006. « Primitive accumulation, accumulation by dispossession and accumulation by extra-economic means ». In *Progress in Human Geography*, Vol. 30, no. 5, p. 608–25.

Government Procurement Policy Board. Guidelines for the Implementation of Infrastructure Projects by Administration, [en ligne] <http://www.gppb.gov.ph/issuances/Guidelines/2006/Implementation%20of%20Infrastructure%20Projects%20By%20Administration.pdf>, consulté le 13 mai 2013.

Government of the Philippines, Official Gazette. [en ligne] <http://www.gov.ph/2013/02/04/for-the-record-report-on-the-state-of-agrarian-reform-january-2013/>, consulté le 13 juin 2013.

Government of the Philippines. 2011. Board of Investments 2011 Biofuel Guidelines, [en ligne], <http://www.boi.gov.ph/pdf/industryprofiles/Renewable%20Energy/Biofuels.pdf>, consulté le 27 juin 2013.

Government of the Philippines. 2012 Investment Priorities Plan (IPP). [en ligne], <http://www.pcoo.gov.ph/issuances/issuances-mo/MO-40-IPP2012.pdf>, consulté le 27 juin 2013.

GRAIN, 2008. «Seized: The 2008 Land Grab for Food and Financial Security ». Barcelona, GRAIN.

GRAIN. 2011. « Land grabbing and the global food crisis », [en ligne], <http://www.grain.org/article/entries/4164-land-grabbing-and-the-global-food-crisis-presentation>, consulté le 10 juillet 2013.

- GRAIN. 2012. « Who's behind the land grabs », [en ligne],
<http://www.grain.org/article/entries/4576-slideshow-who-s-behind-the-land-grabs>, consulté le 7 juillet 2013.
- Grajales, Jacobo. 2011. « The Rifle and the Title: Paramilitary Violence and Land Control in Colombia ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 4, p. 771–92.
- Gramsci, Antonio. 2007. Prison notebooks. New York : Columbia University Press. 739 p.
- Hall, Derek. 2009. « The 2008 World Development Report and the political economy of Southeast Asian agriculture ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 36, no. 3, p. 603-609.
- Hall Derek. 2011 (1). « Where the Streets are paved with prawns ». In *Critical Asian Studies*, Vol 3:4, p. 507-530.
- Hall, Derek. 2011 (2). « Land Control, Land Grabs, and Southeast Asian Crop Booms » In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 4, p 811–31.
- Hall, Derek. 2012. « Rethinking Primitive Accumulation: Theoretical Tensions and Rural Southeast Asian Complexities », In *Antipode* Vol. 44, no. 4, p. 1188–1208.
- Hall, Derek, Philip Hirsch and Tania Murray Li. 2011. Powers of Exclusion : land dilemmas in Southeast Asia. Challenges of the agrarian transition in Southeast Asia (ChATSEA), 257 p.
- Harvey David. 2003. The New Imperialism. New-York, Oxford University Press. 275 p.
- Harvey David. 2007. « Neoliberalism as Creative Destruction » In *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 610, no. 21, 44 p.
- Harvey, David. 2010. The Enigma of Capital: And the Crises of Capitalism. Oxford England, Oxford University Press. 296 p.
- Hedman, Eva-Lotta. 2006. In the Name on Civil Society: From Free Election Movements to People Power in the Philippines. Honolulu: University of Hawaii Press, 268 p.
- Hedman, Eva-Lotta and John Sidel. 2000. Philippine Politics and Society in the Twentieth Century : Colonial *legacies*, *post-colonial trajectories*. Routledge, London, 206 p.
- Hickey, Sam and Andries du Toit. 2007. « Adverse incorporation, social exclusion and chronic poverty ». Institute for Development Policy and Management School of Environment and Development, CPRC Working Paper 81, [en ligne]

- <http://www.chronicpoverty.org/uploads/publication_files/WP81_Hickey_duToit.pdf>. consulté le 11 mai 2013.
- Holt-Gimenez and Annie Shattuck. 2009. « The Agrofuels Transition: Restructuring Places and Spaces in the Global Food System ». In *Bulletin of Science Technology and Society*, Vol. 29, p. 198-187.
- Holt-Gimenez and Annie Shattuck. 2011. « Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform or tides of transformation? ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 1, p. 109–44.
- Hutchcroft, Paul. 1998. *Booty Capitalism: The Politics of Banking in the Philippines*. Cornell University Press, 300 p.
- IBON Foundation. 2012. « NOT ONE IDLE HECTARE: Agrofuel Development Sparks Intensified Land Grabbing in Isabela, Philippines », 55 p.
- IFPRI report. 2009. Joachim Von Braun and Ruth Meinzen-Dick. [en ligne] <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp013all.pdf>, consulté le 13 juin 2013.
- International Energy Agency. 2010. « Sustainable Production of Second Generation Biofuels: Potential and perspectives in major economies and developing countries », OCDE/IEA, Paris, 2010, [en ligne] http://www.iea.org/papers/2010/second_generation_biofuels.pdf, consulté le 14 mai 2013.
- Jensen, C. 2003. « Development Assistance to Upland Communities in the Philippines ». [en ligne], <http://www.worldagroforestry.org/sea/Publications/files/workingpaper/WP0015-04.PDF>, consulté le 9 juillet 2013.
- Jones, Gregg. 1989. *Red Revolution: Inside the Philippines guerrilla movement*, Boulder, Colorado, Westview Press, 360 p.
- Kang, David. 2002. *Crony Capitalism : Corruption and Development in South Korea and the Philippines*. Cambridge; New York: Cambridge University Press, 203 p.
- Kay Cristóbal. 2009. « Development strategies and rural development: exploring synergies, eradicating poverty». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 36, no. 1, p. 103-137

- Kelly, Alice. 2011. « Conservation practice as primitive accumulation ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 4, p. 683–701.
- Kenney-Lazar, Miles. 2012. « Plantation rubber, land grabbing and social-property transformation in southern Laos », In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 39, no. 3-4, p. 1017-1037.
- Kessler, J. Richard. 1989. *Rebellion and Repression in the Philippines*, Yale University Press, New Haven, London, 227 p.
- Kerkvliet, J.Benedict. 2002 *Everyday politics in the Philippines : class and status relations in a central Luzon village*, Lanham, Mar. : Rowman & Littlefield 340 p.
- Kerkvliet, J.Benedict. 2009 « Everyday politics in peasant societies (and ours)». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol.36, no. 1, p. 227–243.
- Krinks, Peter. 2002. *The Economy of the Philippines : Elites, Inequalities and Economic Restructuring*, London, Routledge, 262 p.
- Lang, Tim and Barling G. 2012. « Food security and food sustainability: reformulating the debate », In *The Geographical Journal*, Vol. 178, no. 4, p. 313–326.
- Li, Tania Murray. 1996. « Images of Community:Discourse and Strategy in Property Relations ». In *Development and Change*, Vol 27, no. 3, p. 501-27.
- Li, Tania Murray. 2002. «Engaging Simplifications: Community-Based Resource Management, Market Processes and State Agendas in Upland Southeast Asia ». In *World Development*, Vol. 30, no. 2, p. 265-83.
- Li, Tania Murray. 2009 « Exit from Agriculture: A Step Forward or a Step Backward for the Rural Poor? ». In *Journal of Peasant Studies*, Vol. 36, no. 3, p. 629-36.
- Li, Tania Murray. 2009. « To Make Live or Let Die? Rural Dispossession and the Protection of Surplus Populations ». In *Antipode* 41 (SI) p. 66-93.
- Lund, Christian. 2011. « Fragmented sovereignty: land reform and dispossession in Laos ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 4 p. 885-905.
- McAllister, Karen. 2012. « Rubber, rights and resistance: the evolution of local struggles against a Chinese rubber concession in Northern Laos ». Paper presented at the International Conference on Global Land Grabbing II, October 17-19, 2012.

- McCarthy, John. 2010. « Processes of Inclusion and Adverse Incorporation: Oil Palm and Agrarian Change in Sumatra, Indonesia ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, no. 4, p. 821–850.
- McMichael, Philip. 2010. « Agrofuel in the food regime ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, no. 4. p. 609-629.
- McMichael, Phillip. 2012. «The land grab and the corporate food regime restructuring». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 39, no. 3-4, p. 681-701.
- Montobbio, Pere Ariza, Sharachchandra Lele, Giorgos Kallis, Joan Martinez-Alier. 2010. « The political ecology of Jatropha plantations for biodiesel in Tamil Nadu, India », In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, no. 4, p. 875-897.
- Nooteboom Gerben and Rosanne Rutten. 2011. « Gulf-State Investments in Indonesia and The Philippines: Gaining Control of Agricultural Land and Foodcrops ». Paper presented at the International Conference on Global Land Grabbing, University of Sussex, 6-8 April 2011.
- Oakland Institute. 2009. « The Great Land Grab: Rush for World's Farmland Threatens Food Security for the Poor » [en ligne], http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/LandGrab_final_web.pdf, consulté le 14 mai 2013.
- Oxfam. 2011. Land and Power: The growing scandal surrounding the new wave of investments in land, [en ligne], <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp151-land-power-rights-acquisitions-220911-en.pdf>, consulté le 27 juin 2013
- Peace Talk Philippines. (17-04-2013). « RPM-P/RPA/ABB begins transformation into legitimate, mainstream organization ». [en ligne], <http://peacetalkphilippines.wordpress.com/2013/04/19/rpm-prpaabb-begins-transformation-into-legitimate-mainstream-organization/>, consulté le 27 juin 2013.
- Peluso, Nancy and Christian Lund. 2011. « New frontiers of land control: Introduction ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 4, p 667-681.
- People's Coalition on Food Sovereignty (PCFS). September 2011. Not One Idle Hectare: Defending community livelihoods against landgrabs in Isabela. IBON International.

- Polanyi, Karl. 2007. *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*. (traduit de l'anglais par Catherine Malamoud et Maurice Angeno). Paris : Gallimard, 419p.
- Putzel, James. 1992. *A Captive Land : The Politics of Agrarian Reform in the Philippines*, Catholics Institute for International Relations, 427 p.
- Province of Negros Occidental. 2009 Provincial Development and Physical Framework Plan 2008-2013. 166 p.
- Province of Negros Oriental. 2009 Provincial Development and Physical Framework Plan 2008-2013. 174 p.
- Pye Oliver. 2010. « The biofuel connection transnational activism and the palm oil boom », In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, no. 4, p. 851-874.
- Rajagopal, D, SE Sexton Holst, D Roland and D Zilberman. 2007. « Challenge of Biofuel: Filling the Tank without Emptying the Stomach? », [en ligne], http://areweb.berkeley.edu/~dwrh/CERES_Web/Docs/Biofuel_Challenge_ERL.pdf, consulté le 18 juillet 2013.
- Ranola, Roberto, Rex B. Demafelis, Edwin Del Rosario and Butch G. Bataller. 2009. « Enhancing the viability of cassava feedstock for bioethanol production in the Philippines » In *ISSAAS* Vol. 15, no. 2, p. 147-158.
- Ribot, Jesse and Nancy Lee Peluso. 2003. « A theory of access ». In *Rural Sociology*, Vol .68, no. 2, p. 153–81.
- Scoones, Ian. 2009. « Livelihoods perspectives and rural development ». In *The Journal of Peasant Studies* Vol. 36, no. 1, p. 171–196.
- Scott, James. 1976. *The moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. Yale University Press, 246 p.
- Scott, James. 1985. *Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven, Yale University Press. 389 p.
- Scott, James. 1998. *Seeing like a State : How certain Schemes to Improve the Human Condition have Failed*. New Haven, Yale University Press, 445 p.
- Scott, James. 1998(2). « Freedom and Freehold: Space, People and State Simplification in Southeast Asia » In *Asian Freedom*, Edited by David Kelly and Anthony Reid, p.37- Cambridge; New York. Cambridge University Press. 228 p.

- Scott, James. 2009. *The Art of Not Being Governed : An Anarchist History of Upland Southeast Asia*. Yale University Press, 442 p.
- Sidel, John. 1999. *Capital, Coercion, and Crime : Bossism in the Philippines*. Standford, California: Standford University Press. 225 p.
- Sidel, John. 2004. « Bossism and democracy in the Philippines, Thailand, and Indonesia: towards an alternative framework for the study of 'local strongmen ». In: Harriss, John, Stokke, Kristin and Tornquist, Olle, (eds.) 17 p. [en ligne], <http://www.uio.no/studier/emner/sv/iss/SGO2400/h05/undervisningsmateriale/Sidel.pdf>. consulté le 21 juin 2013.
- Sikor, T. and Lund, C. 2009. « Access and property: a question of power and authority ». In *Development and Change*, Vol. 40, no. 1, p. 1-22.
- Speak Out. 2012. « The Real Trespassers: Landgrabbing in the Name of Palm Oil in Southern Philippines ». [en ligne], <http://agriworkers.org/system/files/so-2012june-therealtrespassers.pdf>. consulté le 28 juin 2013.
- Task Force Mapalad. (27-09-2010). « Teves farmers back at DAR to demand reinstallation ». [en ligne], <http://taskforcemapalad.org/2010/09/teves-farmers-back-at-dar-to-demand-reinstallation>. consulté le 28 juin 2013.
- The Daily Guardian. (11-11-2011). «PNOC jatropa project abolished ». [en ligne], <http://www.thedailyguardian.net/index.php/local-news-8/4101-pnoc-jatro>, consulté le 14 mai 2013.
- The National. (30-07-2009). *Is Philippines selling land or selling out?* [en ligne], <http://www.thenational.ae/business/is-philippines-selling-land-or-selling-out>, consulté le 5 mai 2013.
- The Sun Star. (06-09-2012). « Lactao reminds CAFGUS to observe discipline ». [en ligne] <http://www.sunstar.com.ph/bacolod/local-news/2012/09/06/lactao-reminds-cafgus-observe-discipline-241319>, consulté le 28 mai 2013.
- The Visayan Daily Star. (29-01-2009). « No pullout of investors from Tamlang ». [en ligne] <http://www.visayandailystar.com/archives.visayandailystar.com/2009/Jan>, consulté le 14 mai 2013.

- The Visayan Daily Star. (03-02-2011). « Mobile engineering team eyed ». [en ligne]
<http://www.visayandailystar.com/2011/February/03/negor6.htm>, consulté le 26 mai 2013.
- The Visayan Daily Star. (06-06-2012). « CAFGU, 2 others survive ambush » . [en ligne]
<http://www.visayandailystar.com/2012/July/06/negor4.htm>, consulté le 5 mai 2013.
- The Visayan Daily Star. (24-11-2012). « Neg Occ. gets more CAFGUs ». [en ligne]
<http://www.visayandailystar.com/2012/November/24/topstory8.htm>, consulté le 28 mai 2013.
- The Visayan Daily Star. (07-05-2013). « Army, rebels clash in Santa Catalina ». [en ligne]
<http://www.visayandailystar.com/2013/May/07/negor5.htm> consulté le 13 mai 2013.
- The Visayan Daily Star. (12-05-2013). « No more RPA-ABB ». [en ligne]
<http://www.visayandailystar.com/2013/April/12/topstory6.htm>, consulté le 24 mai 2013.
- UNCTAD. « Jatropha: A Catalyst for Economic Growth in Africa », [en ligne]
http://unctad.org/sections/wcmu/docs/ditc_comb_Jatropha001_en.pdf, consulté le 18 juillet 2013.
- United Nations. 2008. « Sustainable Bioenergy : Framework for Decision Makers », UN-Energy.
- Van der Byl Roux, Pieter Gerhardt 2011 «Economic development in the Southern African Development Community region: Is Rainbow Biotech the next big thing?». Thèse (Master of Business Administration), Stellenbosch University.
<http://hdl.handle.net/10019.1/18195>
- Van der Kroef, Justus. 1986. « Private Armies and Extrajudicial Violence in the Philippines ». In *Asian Affairs: An American Review*, Vol. 13, no. 4, p. 1-21.
- Vanhaute, Eric. 2011. « From famine to food crisis: what history can teach us about local and global subsistence crises ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 1, p. 47-65.
- Via Campesina. 2012. Conférence Paysanne Internationale : Stop aux Accaparements de Terres, Les cahiers de Via Campesina, N0.3, avril.

- Vermeulen Sonja and Lorenzo Cotula. 2010. « Over the heads of local people: consultation, consent and recompense in large-scale land deals for biofuels projects in Africa ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, no. 4, p. 899- 916.
- Visco Roberto et al. 2010. « Advancing Agroforestry as a Development Strategy in the Philippines », International Agroforestry Conference on 15-17 December 2010. [en ligne], http://www.seanafe.org/files/2ndconf/parallel%20session%201C_visco%20et%20al.pdf, consulté le 9 juillet 2013.
- Wilfredo Cruz and Robert Repetto. 1992. *The Environmental Effects of Stabilization and Structural Adjustment*. Washington, DC: World Resources Institute, p. 48.
- White Ben and Ben Dasgupta. 2010. « Agrofuels capitalism: a view from political economy », In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, no. 4, p. 593-607.
- White, Ben, Saturnino M. Borras Jr., Ruth Hall, Ian Scoones and Wendy Wolford. 2012. « The new enclosures: critical perspectives on corporate land deals », In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 39, no. 3-4, p. 619-647.
- Woods, Kevin. 2011. « Ceasefire capitalism: military private partnerships, resource concessions and military state building in the Burma China borderlands ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, no. 4, p. 747-770.
- Zoomers, Annelies. 2010. « Globalisation and the foreignisation of space: seven processes driving the current global land grab ». In *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, no. 2, p. 429-447.

s. ~~2008~~ **Annexe 1 : Documents officiels du décret 5001**

Republic of the Philippines
SANGGUNIANG PANLALAWIGAN
PROVINCE OF NEGROS ORIENTAL

Received for GA
JAN 26 2009
Res. No. 1026
received with GA
JAN 27 2009
Namy

EXCERPTS FROM THE JOURNAL OF THE SANGGUNIANG PANLALAWIGAN SESSION ON:

Date: December 10, 2008 – 2:55 P.M.

RECORD OF ATTENDANCE:

HON. JOSE A. BALDADO
Vice Governor & Presiding Officer
Present

HON. MA. ANTONIA E. VILLEGAS	- Present	HON. RODOLFO A. MARTINEZ	- Present
HON. MELIMORE C. SAYCON	- Present	HON. LEA G. BROMO	- Absent
HON. ERWIN MICHAEL L. MACIAS	- Present	HON. NAPOLEON E. VILLEGAS, JR.	- Present
HON. SALETO J. ERAMES	- Absent	HON. APOLINARIO I. ARNAIZ, SR. (LNMB)	- Absent
HON. ERNESTO T. TIJING	- Present	HON. PEVE O. LIGAN (PCL)	- Present
HON. MARCELO G. ADANZA	- Present	HON. WED ANN SOL A. DIOREC (SK)	- Absent
HON. ROEL R. DEGAMO	- Present		

RESOLUTION NO. 1026

Author: HON. MELIMORE C. SAYCON

“WHEREAS, Article 13, Section 11, of the 1987 Philippine Constitution provides that the State shall adopt an Integrated and Comprehensive Approach to health development which shall endeavor to make essential goods, health and other social services available to all the people at affordable cost;

“WHEREAS, it is the Policy of the State to bring the government closer to the people by way of outreach program of health services, and fact-finding missions in time of peace and war to ensure that human rights are strictly respected by all sector of society;

“WHEREAS, the provincial leadership of Negros Oriental adheres to the principle and beliefs that any endeavor with the aim of uplifting the sad plight of the common people shall be regulated to make it more meaningful and effective;

“WHEREAS, the Province of Negros Oriental, especially in the hinterland areas, is under threat by armed conflict or by encounter between the Government troops and the Communist rebels;

“WHEREAS, the International Humanitarian Law that was agreed during the Diplomatic Conference held at Geneva from April 21 to August 12, 1949, provides the Protection of Civilian Persons in Time of War;

“WHEREAS, Article 10 of the Protection of Civilian Persons in Time of War Treaty also provides that no obstacle to the humanitarian activities which the International Committee of the Red Cross or any other impartial humanitarian organization may, subject to the consent of the Parties to the conflict concerned, undertake for the protection of civilian persons and for their relief;

“WHEREAS, Article 11(4) of the same treaty further provides that any neutral Power or any organization invited by the Power concerned or offering itself for humanitarian and outreach purposes, shall be required to act with a sense of responsibility towards the Party to the conflict on which persons protected by the present Convention depend, and shall be required to furnish sufficient assurances that it is in a position to undertake the appropriate functions and to discharge them impartially;

“WHEREAS, the recent controversy on the death of a Nurse who was alleged to be on a Medical Mission is a ‘wake-up call’ for all concerned;

“WHEREAS, the medical or fact-finding mission team can be possible victim of kidnapping and hostage taking, among others;

“WHEREAS, to minimize, if not avoid, collateral casualties of the internal conflict, the State should not be defensive by adopting a reactive policy which is counter progressive and detrimental to innocent lives;

“WHEREAS, the Province of Negros Oriental shall be proactive to ensure the safety of innocent Parties and who are sincere of humanitarian and patriotic intentions, in their efforts to alleviate the plight of unfortunate constituents caught in insurgency situations;

“WHEREAS, the Local Government Unit shall regulate the conduct of outreach activities such as medical and fact-finding missions by acquiring reliable information which can be easily back-tracked to and serve as guidance for appropriate and immediate action, in cases where untoward incidents happen to the teams who conduct medical and fact-finding missions in areas of armed conflicts;

“WHEREFORE, on motion of Honorable Member Melimore C. Saycon, seconded by Honorable Member Roel R. Degamo, the Sangguniang Panlalawigan in session duly assembled, resolves to enact the following ordinance:

ORDINANCE NO. 5
(Series of 2008)

**AN ORDINANCE REGULATING OUTREACH
ACTIVITIES THROUGH MEDICAL AND FACT-
FINDING MISSIONS IN THE COUNTRYSIDE OF
NEGROS ORIENTAL AND FOR OTHER PURPOSES.**

“Be it enacted by the Sangguniang Panlalawigan that:

Section 1. Title. This Ordinance shall be called AN ORDINANCE REGULATING OUTREACH ACTIVITIES THROUGH MEDICAL AND FACT-FINDING MISSIONS IN THE COUNTRYSIDE OF NEGROS ORIENTAL AND FOR OTHER PURPOSES.

Section 2. Declaration of Provincial Policy and Principles. It is hereby declared to be the policy of the province to provide protection to civilian persons in time of war or armed conflict. The province shall intervene on behalf of the civilian persons when the parties or group/team having care or custody of the participants in the conduct of outreach activities fails or unable to protect the civilian persons in time of war or armed encounter.

It shall be the policy of the Province to protect and rehabilitate civilian persons especially children gravely threatened or endangered by circumstances which affect or will affect their survival and normal development and over which they have no control.

The best interests of civilian persons shall be the paramount consideration in all actions concerning them, consistent with the principle of First Call for civilian persons as enunciated in the International Humanitarian Law that was agreed during the Diplomatic Conference held at Geneva from April 21 to August 12, 1949.

Section 3. Definition of Terms.

- (a) Civilian Person – refers to person or non-combatant regardless of age, sex, colour, religions, ethnic and culture;
- (b) War – refers to encounters or armed conflict between the Government troops and bandits or rebel groups;
- (c) Humanitarian Mission – refers to an activity to protect and to care wounded and sick persons in time of war;
- (d) Outreach Activities – refers to medical, dental, legal, fact-finding, religious missions and other related activities.
- (e) Medical Mission – refers to the conduct of treatment of wounded, sick persons but not limited to dental and circumcision;
- (f) Fact-finding Mission – refers to the conduct of investigation relative to possible violations of human rights being committed by any armed group;
- (g) Protection – refers to any act aimed at ensuring the safety of innocent lives and properties;
- (h) Regulating – refers to monitoring of outreach activities anywhere in the countryside of the Province of Negros Oriental provided, however, that the group of teams shall coordinate with the Chief Executive of the province, city, municipality or barangay wherein the activity will be held;
- (i) Countryside – refers to rural areas outside city/town proper;

Section 4. Policy. Any group¹¹⁴ or team planning to conduct humanitarian and fact-finding mission and outreach activities shall secure a written permission~~X~~ from the Office of the Governor for the aforesaid activity.

Section 5. Furnish. Any group or team shall submit/furnish a copy of the written permission for humanitarian and fact-finding mission and outreach activities to the Office of the Mayor and Barangay Chairman for detailed information and needed assistance.

Section 6. Registration. Any group or team, who will conduct humanitarian, fact-finding mission and outreach activities, shall provide the information but not limited to the following:

- (a) Sponsor Agency or Organization. All People's Organizations (POs) or Non-Government Organizations (NGOs) who intent to conduct humanitarian, fact-finding mission and outreach activities.
- (b) Number and Names of Participants. The team leader of the humanitarian, fact-finding mission or outreach activities shall submit the names, addresses and contract numbers of its participants such as doctors, nurses, dentists and intended beneficiaries to the Office of the Governor, Mayor and Barangay Chairman for record purposes. ?
- (c) Specific Location or Venue of the Activities. The head of the team shall specify the exact venue such as owner of the land or building of a particular sitio, barangay of a city or municipality where the activity will be conducted. *
- (d) Rationale for the Mission. The head of the team or group shall justify the need of the mission which should be based on facts. *
- (e) Type of a Mission. The leader of the team shall also specify the mission either humanitarian, fact-finding mission or outreach activities to be conducted.
- (f) Submission of Inspection. The team shall be submitted voluntarily their bags, boxes to the authorities for inspection to determine the content and quantity of the medicines and medical equipment, among others for record purposes. *
- (g) Duration of the Mission. The team leader shall also specify the duration of the mission with specific date, number of hours from the beginning day of the mission to the last hour of the day. *
- (h) Medicines. The head of the team shall also submit the certification from the Department of Health or from Integrated Provincial Health Office (IPHO) concerning the distribution of medicines to be sure that medicines are not expired and safe for use.

Section 7. Recording. All humanitarian, fact-finding missions and outreach activities should be recorded in the Police Blotter. The duty officer of the Police Station shall record the following:

- (a) The actual arrival and departure of the participants who conducted humanitarian, fact-finding mission and outreach activities. *
- (b) The route of the humanitarian, fact-finding mission and outreach activities to indicate the sitio and barangay of the city/municipality as itinerary. *

Section 8. Commitment. The team of a humanitarian, fact-finding mission and outreach activities shall commit before the Local Chief Executive, or any of his representative to follow strictly the presented itinerary.

Section 9. Security. The Philippine National Police and other Law Enforcement Agencies upon the request of the Local Chief Executive, shall provide security to the venue and escort of the participants of the humanitarian, fact-finding mission and outreach activities to be conducted in its city/municipality and barangay.

Section 10. Physical Appearance. The team of the humanitarian, fact-finding mission and outreach activities shall make a physical appearance before the Local Chief Executive of the city/municipality and barangay or any of their representatives, immediately upon returning from the outreach which includes the physical count of the returning team with their signatures.

Section 11. Mandatory. The Armed Forces of the Philippines (AFP) and the Philippine National Police (PNP) or any other Law Enforcement Agency shall assist the team upon presentation of a copy of a written permission to conduct a humanitarian, fact-finding mission and outreach activities in a sitio, barangay belonging to a certain city/municipality. 7

Section 12. Penal Provisions.

- (a) A violation of any of the provisions of this Ordinance shall be penalized with a fine ranging from One Thousand Pesos (₱1,000.00) to Five Thousand Pesos (₱5,000.00) or imprisonment ranging from one month to six months or both, upon the discretion of the court. 1k-5k
1-6 mos } or both
- (b) When the offender is a Non-Government Organization (NGO), People's Organization (PO) or government sector, the officer or member thereof who is responsible for the violation of this ordinance shall suffer the penalty imposed upon the discretion of the court.
- (c) When the offender is a Foreign Institution/Group, the team leader shall be recommended for immediate deportation and barred from entry to the country.

Section 13. Separability Clause. If any provision of this ordinance is declare invalid or unconstitutional, the remaining provisions not affected thereby shall continue in full force and effect.

Section 14. Repealing Clause. All ordinances, resolutions, or rules inconsistent with the provisions of this ordinance are hereby repealed or modified accordingly.

Section 15. Effectivity Clause. This ordinance shall take effect upon completion of its publication in at least two (2) consecutive weeks in a provincial newspaper of general circulation.

"Enacted, December 10, 2008."

I hereby certify to the correctness of the above-quoted resolution.

[Redacted Signature]

GEOFFREY P. VILLAHERMOSA
Provincial Secretary *ml*

[Redacted Signature]

JOSE A. BALDADO
Vice Governor of Negros Oriental
Presiding Officer

ORIGINAL FOR GUBERNATORIAL APPROVAL:

[Redacted Signature]

EMILIO C. MACIAS II, M.D.
Governor of Negros Oriental

Date: JAN 27 2009

Annexe 2 : Profil des répondants et objectifs relatifs aux barangays

2.1 : Profil des répondants à Mantiquil

Nombre total : 16 personnes

Répondants :

Participants au CBFMA : 5

6 agriculteurs sans titres

3 familles

Chef du barangay

Pasteur de la communauté

Objectifs :

- Obtenir l'opinion des paysans sur le contrat signé entre Biogreen et le gouvernement des Philippines ;
- Visiter la caserne militaire et discuter avec le Commandant ;
- Vérifier les effets de la présence militaire sur les habitants du barangay ;
- Connaître le rôle des CBFMA et déterminer les objectifs de reboisement fixés par le DENR ;
- Visiter la pépinière d'arbres et déterminer les espèces d'arbres replantés dans la région ;
- Vérifier si les zones de reboisement ont fait l'objet de convoitise pour cultiver du jatropha, du manioc ou de la canne à sucre ;
- Évaluer les investissements par Biogreen et confirmer le nombre d'emplois créés ;
- Examiner l'état des routes de Siaton à Mantiquil et de Mantiquil à Tamlang.

2.2 : Profil des répondants à sitio Tamlang

Nombre total : 20 personnes

Répondants :

5 agriculteurs sans titres

4 familles

Enseignants à l'école du barangay, lobbyistes pour la canne à sucre

2 « petits » propriétaires fonciers

Pasteur témoin de Jéhovah de la communauté

2 militaires

3 paramilitaires de la CAFGU

Objectifs :

- Répertorier les plantations de manioc et de jatropha ;
- Obtenir l'opinion des paysans sur les récents développements des zones destinées aux cultures du jatropha et du manioc ;
- Valider les rumeurs de la culture de la canne à sucre dans la région ;
- Déterminer les impacts sur la souveraineté alimentaire des populations à proximité des zones cultivées par Biogreen ;
- Comprendre sur le système foncier informel en interviewant les « moyens propriétaires » fonciers de la région ;
- Évaluer la présence militaire et ses effets sur les habitants du barangay ;
- Évaluer l'état des infrastructures construites.

2.3 : Profil des répondants à Talalak

Nombre total : 17 personnes

Répondants :

8 agriculteurs sans titres

3 familles

4 femmes dans un groupe de travail

Objectifs :

- Répertorier les endroits où le jatropha et le manioc ont été cultivés ;
- Obtenir l'opinion des paysans sur les récents développements des zones destinées aux cultures du jatropha et du manioc ;
- Impacts sur la souveraineté alimentaire des populations à proximité des zones cultivées par Biogreen ;
- Obtenir l'opinion des habitants sur la présence militaire ;
- Obtenir de l'information sur les activités rebelles ;
- Visiter le site d'un conflit entre les militaires de l'AFP et des membres présumés du NPA.

2.4 : Profil des répondants à Tayak

Nombre total : 13 personnes

Répondants :

4 agriculteurs

5 familles

Chef du barangay

Pasteur évangélique de la communauté

Objectifs :

- Confirmer le projet de reforestation ;
- Vérifier l'état du projet de reforestation ;
- Visiter la pépinière d'arbres ;
- Vérifier les glissements de terrain ;
- Discuter avec les membres de la communauté concernant les violations commises par les militaires et les groupes paramilitaires ;
- Mettre en perspective les accusations d'abus et d'intimidation ;
- Discuter des assassinats politiques.

Annexe 3 : Questionnaires

3.1 : Section I : Land

Name and family status

How many in your household?

Wife and kids?

How many people in the community (estimate)?

Sitio and barangays

Barangay

Are you employed?

When not employed in plantation, what is your occupation?

What is your status regarding land tenure?

occupying the land	
waiting for official DAR status	

Is it the same or similar in the case of your kabansa⁹⁴?

What is the land area under cultivation (In hectares)?

Subsistence food :

Cash crop

Do you go at the local market to sell exceeding harvest?

What is your opinion on Biogreen and Teves.Co?

Did they approach you in contract scheme?

What were the terms of the contract?

Overall, would you consider your situation as being victim of landgrab?

⁹⁴ Compatriots

3.2 : Section II : Agrofuel project

Who were the main participants in the project?

Can you give me a brief description of them?

How did they approach you?

Did you attend any meetings organized by the joint venture?

Did they seem organized?

What were the promises?

Roads and infrastructures

Jobs

Did they explained about biofuel

Ethanol

Biodiesel

Describe what they told you

Did they give you a choice to participate or:

Were you to enter in the project?

From neighbours

Family

Landlords

Paramilitary

Can you describe the specificity of jatropha culture?

How much did they offer you to take part in the project?

Who sold the seed and how much?

Who sold the fertilizer and how much??

How long before the kabansa burned down the field?

3.3 : Section III : Politics

How did the landlords react when the jatropha plantations were burned?

Military's reaction

Neighbour's reaction

In your opinion, is there a link between Ordinance 5 and jatropha experiment?

Explain me about the pressure and the intimidation from the government and AFP

Were they hiring external farmers to work in the field?

Where were they coming from?

Regarding the NPA in the region

What are their main action

Do you support them

Now that the project is over (so they say) do you feel pressure to grow jatropha or cassava?

3.4 : Section IV : Food issues

What did you cultivate before jatropha?

Subsistence agriculture

Surplus

What were the effects of jatropha on your food regime?

Did it threaten your food sovereignty?

What were the worst effects of the Jatropha on your food security?

Now that the jatropha project is over (so they say) what type of crops you cultivate

IF ENTERED PROJECT

How much did you paid for the seedlings?

Did you replace jatropha plantation with food crops?

What were the environmental consequences of jatropha plantation?

When not working in plantation, what is your occupation?

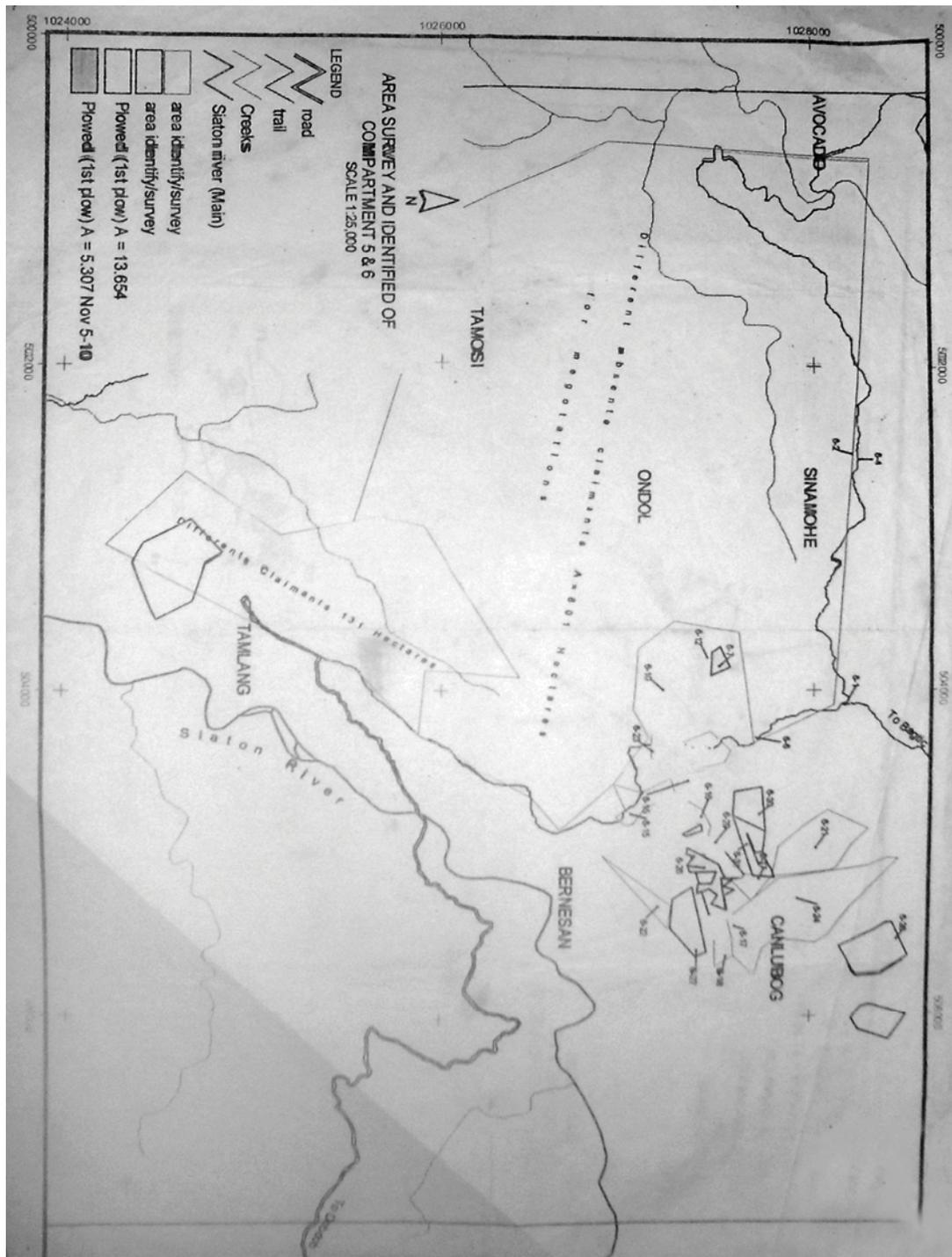
How much did you earn with nonfarm related job?

Overall, what do you think of the project?

What needs to be done in order for the project to work?

Annexe 4 : Documents relatifs à la partition du territoire

4a) Carte



Source : Norgen P. Kabristante, Tamlang.

4025
500
0
PLANTED

DATE	AREA	PLANTING	SPREAD	GY	EST. SOILING	ACTUAL SPT	PLANTING	ACT. STATUS	EST. STATUS	DATE	YEAR	GTI	AREA	LABOR	SCHED	ACTIVITY
18-Jan-08	1.21	0.00	0.50	20,000	24,200	28,530	GY	5,700	4,840						2/29/00	2/29/00
18-Jan-08	0.99	0.00	0.50	20,000	19,800	23,857	GY	4,000	3,980						3/19/08	5/8/08
31-Jan-08	4.61	0.00	0.50	20,000	92,280	101,485	GY	20,875	18,452						3/31/08	3/31/08
31-Jan-08	6.00	0.00	0.50	20,000	120,000	125,080	GY	24,000	24,000						3/31/08	4/4/08
31-Jan-08	5.00	0.00	0.50	20,000	100,000	105,000	GY	21,000	20,000						3/31/08	4/4/08
6-Feb-08	0.50	0.00	0.50	20,000	10,000	20,000	GY	3,750	2,000						4/8/08	4/8/08
6-Feb-08	1.30	0.00	0.50	20,000	28,000	27,000	GY	4,800	5,200						4/8/08	4/8/08
6-Feb-08	3.34	0.00	0.50	20,000	69,800	69,480	GY	11,700	13,960						4/8/08	4/7/08
13-Feb-08	1.20	0.00	0.50	20,000	24,000	25,000	GY	4,800	4,800						4/13/08	4/13/08
14-Feb-08	1.00	0.00	0.50	20,000	20,000	20,000	GY	3,950	4,000						4/14/08	4/14/08
16-Feb-08	2.50	0.00	0.50	20,000	50,000	52,450	GY	11,500	10,000						4/16/08	4/16/08
18-Feb-08	3.92	0.00	0.50	20,000	79,400	80,000	GY	17,000	16,800						4/18/08	4/18/08
18-Feb-08	1.33	0.00	0.50	20,000	28,600	25,000	GY	4,050	5,320						4/18/08	4/18/08
10-Nov-07	1.00	0.00	0.75	20,000	20,000	13,337	GY	2,667	4,000						1/8/08	1/8/08
21-Feb-08	0.90	0.00	0.50	20,000	18,000	18,050	GY	3,700	3,600						4/21/08	4/21/08
22-Feb-08	4.70	0.00	0.50	20,000	94,000	95,000	GY	19,000	18,800						4/22/08	4/22/08
25-Feb-08	4.03	0.00	0.50	20,000	80,520	82,830	GY	18,400	16,104						4/25/08	4/25/08
28-Feb-08	2.00	0.00	0.50	20,000	40,000	40,000	GY	8,000	8,000						4/27/08	4/27/08
27-Feb-08	5.50	0.00	0.50	20,000	110,000	111,740	GY	22,500	22,000						4/27/08	4/27/08
27-Feb-08	2.08	0.00	0.50	20,000	41,600	37,600	GY	6,000	8,320						4/27/08	4/27/08

Source : Norgen P. Kabristante, Tamlang.



Republic of the Philippines
DEPARTMENT OF ENERGY

Annexe 5 : Documents relatifs à la loi sur les agrocarburants

DEPARTMENT CIRCULAR NO. DC 2011-02-0001

MANDATORY USE OF BIOFUEL BLEND

WHEREAS, Section 5.2 of Republic Act No. 9367 or the "Biofuels Act of 2006" provides:

"Within four years from the effectivity of this Act, the NBB created under this Act is empowered to determine the feasibility and thereafter recommend to DOE to mandate a minimum of ten percent (10%) blend of bioethanol by volume into all gasoline fuel distributed and sold by each and every oil company in the country."

WHEREAS, the Department of Energy (DOE) recognizes and adheres to the policy, objectives and mandate of the Biofuels Act of 2006;

WHEREAS, after extensive public consultation with all stakeholders in 2009-2011, including scientific tests and studies conducted by technical experts, the National Biofuels Board (NBB) established the viability of implementing the general mandate of ten percent (10%) for bioethanol sold and distributed by every oil company under specific terms and conditions;

WHEREAS, in a resolution dated February 3, 2011, the NBB recommended to the DOE the implementation of the general mandate of ten percent (10%) blend of bioethanol for gasoline fuel under specific terms and conditions and the conduct of further public consultation to determine the feasibility of increasing the current two percent (2%) blend for biodiesel;

NOW, THEREFORE, in consideration of all the foregoing, the DOE hereby issues, adopts and promulgates the following mandatory use of biofuel blend:

Section 1. **Scope and Application.** This Circular shall apply to all participants in the downstream oil industry and the local biofuel producers.

Section 2. **Adherence to Declared State Policy.** By this Circular, the DOE strictly adheres to the importance and significance of the objective of the Biofuels Act of 2006 to mandate the use of biofuels as a measure to, among others, develop and utilize indigenous renewable and sustainably-sourced clean energy sources to reduce dependence on imported oil, mitigate toxic and greenhouse gas emissions, increase rural employment and income and ensure availability of alternative and renewable clean energy without any

CERTIFIED TRUE COPY'

Supvg. Admin. Officer,

detriment to the natural ecosystem, biodiversity and food reserves of the country. All downstream oil industry participants and bioethanol producers are enjoined to strictly comply with the provisions of this Circular.

Section 3. Bioethanol Blend.

- 3.1 **Ten Percent (10%).** The ten percent (10%) blend of bioethanol by volume into all gasoline fuel distributed and sold by each and every oil company in the country, subject to certain exempt gasoline grades, shall commence beginning August 6, 2011. This transition period shall allow all oil companies to put in place appropriate adjustments and logistics, including blending methodologies and facilities at their respective refineries, depots and blending facilities that are in accordance with duly accepted international standards and the Philippine National Standards (PNS).
- 3.2 **Exempt Gasoline Grades.** From August 6, 2011 until full implementation on February 6, 2012, the following gasoline grades as determined in accordance with the PNS, shall be exempt from the mandatory ten percent (10%) blend of bioethanol: (a) Regular Gasoline with minimum research octane number (RON) of 81 but only for use by off-road engines like farm machineries, threshers, irrigation pumps, power tillers and small motorized bancas; (b) Regular Gasoline with minimum RON of 87 but only for use by motorcycles; and (c) Premium Plus Gasoline with minimum RON of 97.
- 3.3 **Full Implementation.** On February 6, 2012, all gasoline fuels distributed and sold by each and every oil company in the country shall contain a minimum of ten percent (10%) blend of bioethanol by volume pursuant to the PNS without any exempt gasoline grades.
- 3.4 **Local Bioethanol Production.** Pursuant to the objective to develop and utilize indigenous renewable and sustainably-sourced clean energy sources to reduce dependence on imported oil, accredited local bioethanol producers are enjoined to maximize their production to meet the increasing local demand of bioethanol.
- 3.5 **Mandatory NBB Review.** Within 30 days before February 6, 2012, the NBB shall review circumstances surrounding the full implementation of the ten percent (10%) bioethanol blend, including domestic supply and availability of locally-sourced bioethanol component and international and local prices of bioethanol, to determine economic viability of the mandate, as well as updated studies for its local technical viability.

CERTIFIED TRUE COPY


Sup. Admin. Officer.

Section 4. **Biodiesel Blend.**

4.1 **Full Compliance.** Upon the determination by the NBB, the mandate under the Biofuels Act of 2006 for the mandated two percent (2%) blend of biodiesel by volume pursuant to the PNS has been sufficiently achieved and complied with.

4.2 **Public Consultations.** Consistent with the recommendation of the NBB and considering the supply of local biodiesel production in excess of local requirements, the DOE, together with the NBB, shall conduct further public consultations in 2011 to determine the feasibility of further increasing the current biodiesel blend.

Section 5. **Effectivity and Publication.** This Circular shall be effective immediately upon its publication in two (2) newspapers of general circulation and shall remain in effect until revoked.

Fort Bonifacio, Taguig City, Metro Manila, February 6, 2011.

[REDACTED]
JOSE RENE D. ALMENDRAS

Secretary [REDACTED]



IN REPLYING PLS. CITE:
SDOE11-000606



CERTIFIED TRUE COPY

[REDACTED]
Supvg. Admin. Officer,

**Annexe 6 : Document publié par les associations religieuses de
Negros Oriental critiquant le décret 5001**

Lamentation 5 – Forum

Theme: “Revisiting Negros Oriental Ordinance No.: 5”

9:00 am to 10:00 am

Arrival and Registration

10:00 am to 10:30 am

Opening Prayer

Rev. Jereme Lagahit

Youth Pastor, Silliman University Church

National Anthem

Words of Welcome

Rev. Danny De la Rama

Conference Minister, NDC

Revisiting Ordinance No.: 5 –
Presentation

Msgr. Roberto Caday

Iglesia Filipina Independiente – St. Nicholas de Tolentino
Parish, Bais City

Cultural Presentation

SCMP-Dumaguete

Reaction

Panelists:

IV

- 1. **Atty. Alfonso Cinco** (CERNET)
2. **Atty Mikhail Lee Maxino**
(Dean, Silliman University College of Law)
3. **Dr. Everett Mendoza** (UTS-PCU, President)

Open Forum

Rev. Danny De la Rama

Rev. Ricky Narciso

Rev. Hope Rambuyon

12:00 pm to 1:00 pm

Fellowship Lunch

1:00 pm to 2:00 pm

Resolution Making

Rev. Callum Tabada

UCCP – Sibulan, Negros Oriental

Turn us back to you, O LORD, and we shall be turned; renew our days as of old.
Lamentation 5: 21 (King James Version)

REMARKS ON RESOLUTION 126 and ORDINANCE No. 5, Series of 2008

1. The Church accepts with profound respect the regulatory powers of the state which is God's instrument for maintaining peace and executing justice in society. The church also commends the state in its duty to provide social space for the propagation of the gospel and the free exercise of its members to practice their faith. The main thrust of Resolution 126 is taken in this context.
2. It is to be noted, however, that Ordinance No. 5, Series of 2008 is violative of the spirit of church-state relations as provided for in the Constitution. It defines regulation of church activities in ways that infringe on its rights and puts the exercise of its tasks in duress in the absence of a clear violation of the laws of the land.
3. The requirement to seek permission for the church to do "humanitarian and fact-finding mission and outreach activities" has elevated the role of the state as the source and determiner of the faith of the church. Humanitarian, fact-finding and outreach activities are integral to the evangelical work of the church. Attending to the neglected, the deprived, and victims of social violence; seeking and knowing the truth about situations affecting the life and safety of persons; extending programs and projects that enhance the well-being of communities – these are specific activities that continue the very deeds of our Lord Jesus Christ during his earthly ministry. Even the harsh and mighty Roman Empire did not restrict Jesus' humanitarian activities.
4. In situations of armed conflict between the government's security forces and rebel elements, the church makes no political judgment not only because it lacks competence but because the church is mother to all members at both sides. Therefore, the church will never allow itself to be used as a component of any counter-insurgency program nor as protective allies of insurgents. The church will exercise its evangelical duties regardless of political beliefs and affiliation of those who need humanitarian help. At the cross Jesus showed mercy to the thief who was really a convicted rebel against the Empire. For the church does not owe ultimate loyalty to any human individual, group or institution but to the Lord Jesus only. Any accusation to the effect that the church is working on the side of the NPA is made out of ignorance and disrespect for the church. Should any member of the church be found to have violated the nation's security laws, the law must apply and that person cannot hide under the mantle of the church. But for the state to restrict the church in its mission as a kind of preemptive measure is a gross violation of the relationship between church and state.
5. The specifics of Section 6 betray a profound lack of understanding of the nature and role of the church in society, if not an arrogant usurpation of rights not granted to any agent or agency of the state under the Philippine Constitution. A humanitarian or fact-finding team sent by the church does not owe to any government agent justification to carry out its tasks. A team sent by the church is not to be subjected to physical search by government agents as though they are suspected criminals. A team sent by the church cannot be forced to restrict its movement to places and time not permitted by security agents because this is an impossible demand. Asking a medical mission team sent by the church to account for every medicine is an extraordinary demand not required elsewhere for doctors and licensed practitioners are presumed to take care of the patients' safety.
6. The various provisions in Section 6 appear to have come right from the table of security personnel. At the bottom line is a basic mistrust by security agents of the church, or their intention to subordinate the church's mission to military and police objectives. The Government and the people of Negros Oriental need to realize that we are not in a police state, civilian authority remains supreme and the well being of the people cannot be decided mainly by security considerations.

Annexe 7 : Principaux accords fonciers pour la production d'agrocarburants aux Philippines

Pays	Entreprises impliquées	Coentreprise	Origine des entreprises	Type de culture	Superficie (Hectares)
Philippines	D1 Oils PLC		Royaume-Uni	Jatropha	7 000
Philippines	NRG Chemicals		Royaume-Uni	Jatropha	700 000
Philippines	San Carlos Bio-Energy		Royaume-Uni	Canne à sucre	5000
Philippines	Bioenergy North Luzon Inc.		Japon	Noix de coco	200 000
Philippines	Green Future Innovations. Inc.	GCO	Japon	Canne à sucre	11000
Philippines	Green Future Innovations. Inc., Korea ,	Overseas Investment and Dev't Corp.	Japon	Mais	45 000
Philippines	Herminio Teves Group,		Nouvelle-Zélande	Jatropha	45 300
Philippines	Greenenergy		Philippines	Canne à sucre	15 000
Philippines	Philippine Forest Corp.		Philippines	Jatropha	7 450
Philippines	Eastern Renewable Fuels Corp.,	Toyota Tsusho	Arabie Saoudite	Manioc	273 000
Philippines	Biosystems Co. Ltd		Corée du Sud	Mariculture	100 000
Philippines	Central Luzon Bioenergy Corp., PNOC-AFC, ,	DK Biofuels	Corée du Sud	Manioc, jatropha	173 900

Source : GRAIN, 2012.

Annexe 8 : Document publié par le Board of Investment qui fait la promotion du jatropha aux Philippines

Jatropha
September 2009

Introduction

Jatropha (Jatropha curcas) is a drought-resistant perennial shrub with an economic life of 35-50 years. With the increasing interest in biofuels, it is now considered as one of the promising sources of biofuel and has proved to be a viable feedstock because of the 30% oil composition of its nut, which can be easily processed into fuel as *Jatropha Methyl Ester (JME)*, a form of biodiesel.

At present, the biggest biodiesel feedstock and the strongest contender of *jatropha* in the Philippines is coconut oil.

Market Opportunity

Increase in Actual Sales

- There is a substantial growth in the amount of sales of biodiesel. Actual sales increased from 44,399,918 million liters in 2007 to 64,482,908 million liters in 2008.

Increasing Demand (Projected for 2009-2015)

YEAR	TOTAL DEMAND (in liters)
2009	133,680,000
2010	138,700,000
2011	143,900,000
2012	149,290,000
2013	154,890,000
2014	160,700,000
2015	160,700,000

- The Biofuels Act of 2006 created a guaranteed market for biodiesel through the mandated blends specified by the law.

Exports

- Market opportunities in the industry exist in the exportation of the excess supply of biodiesel in the local market. Furthermore, countries with no enough agricultural lands can invest in the production of *jatropha* and the processing of *JME* in the Philippines and then export the latter.
- Starting 2010, the Philippines will be exporting 30 million gallons of *jatropha* oil as biodiesel feedstock to the US in view of a contract entered into with a U.S. based company.

Philippine Advantage

Natural Resources

- Jatropha
 - The biggest jatropha plantations in the country to date are the 787 hectares of jatropha nursery-cum-pilot-plantations of the Philippine National Oil Company-Alternative Fuels Corporation (PNOC-AFC) in Cagayan de Oro in Mindanao and in Nueva Ecija and in Luzon.
 - Seedlings grown in June 2007 were 571,074.
- Available Land
 - Idle lands all over the Philippines with a total area of 2,003,572 hectares suitable for jatropha plantation.
 - Central Visayas and Bicol have the top 2 largest land areas suitable for the production of the said feedstock.

Ideal Locations

REGION	HECTARES
ARMM	34,995
CAR	51,394
NCR	321
I	108,508
II	57,383
III	160,515
IV-A	120,825
IV-B	11,247
V	208,250
VI	304,412
VII	149,585
VIII	256,148
IX	595,467
X	126,300
XI	43,744
XII	46,105
XIII	95,939
TOTAL	2,003,572

Support Industries/Infrastructure

- The contract-growing scheme is a popular practice in the country where many farmers are willing to enter into with processors or manufacturers.

Human Resources

- Availability
 - The country, being an agricultural country, has many readily-available farm workers who are very knowledgeable on the details and technicalities of farming in the Philippines.
 - Big labor force that is highly skilled, educated, English proficient and has strong and good work ethics for industries.

